

Registre des délibérations - décisions

TOME I

SEANCE PUBLIQUE DU:

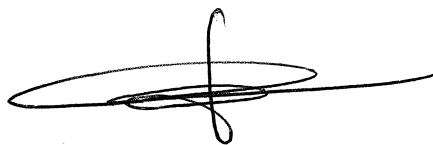
Lundi 13 décembre 2010

Le présent registre contenant deux cent pages a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 25/07/2011

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a horizontal line and a small loop at the end.

Mlle Clémentine PAPA

Responsable du service
de l'Assemblée

S O M M A I R E

TOME I / III

Convocation, émargement et Compte rendu du Conseil Municipal.....	14
du 13/12/2010	
Délibérations et annexes	15 à 200
(2010/514 à 2011/526)	

TOME II / III

Délibération et annexes	201 à 401
(2011/527 à 2011/577)	

TOME III / III

Synthèse des décisions.....	404 à 407
Décisions et Annexes	408 à 488
(2010/409 à 2010/506)	

Montpellier, le 07 décembre 2010

Ville de
Montpellier



Secrétariat général
Service de l'Assemblée



Cher(e) Collègue,

Je vous invite à assister à la séance publique du Conseil Municipal qui se réunira, en mairie, Salle des Rencontres, le **lundi 13 décembre 2010 à 16h00**.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

Les projets de délibérations et les pièces annexes sont mis à disposition des élus, pour consultation, au Service de l'Assemblée du Secrétariat Général, les 28 et 29 octobre 2010.

Veuillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Madame Le Maire,



Hélène MANDROUX

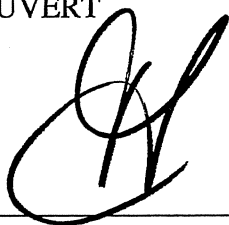
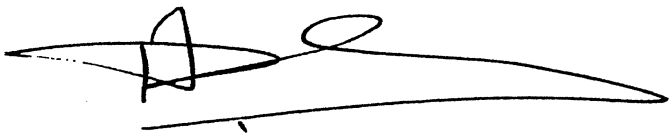

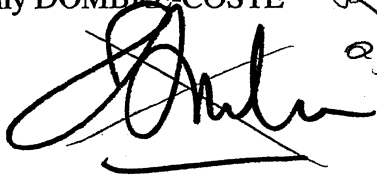
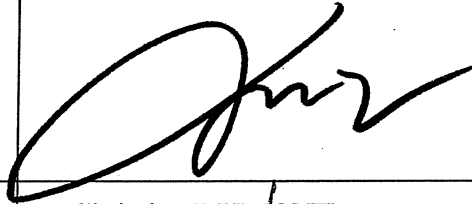
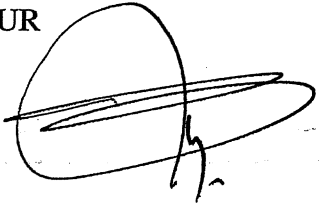



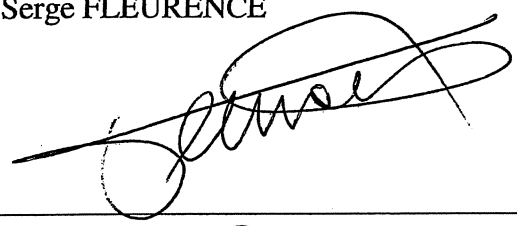
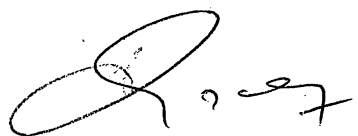
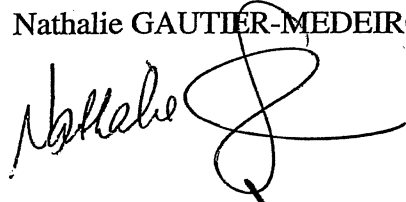
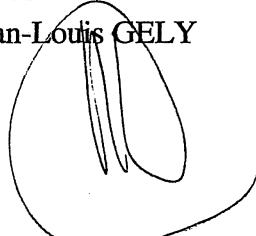


PJ :

- Ordre du jour
- Procès-verbal de la séance du 08 novembre 2010.
- Synthèses des affaires du 13 décembre 2010.

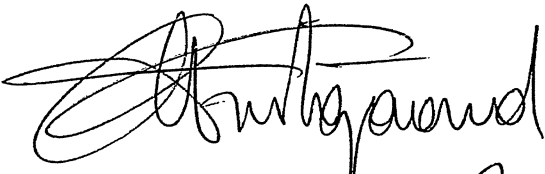
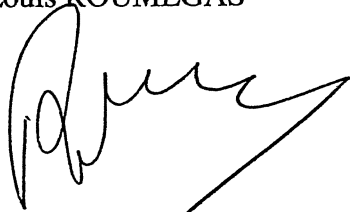
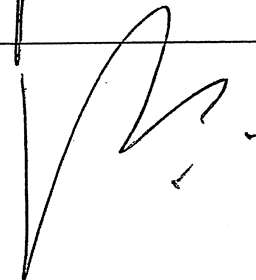
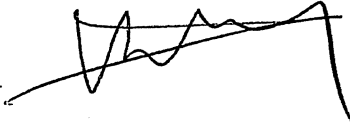
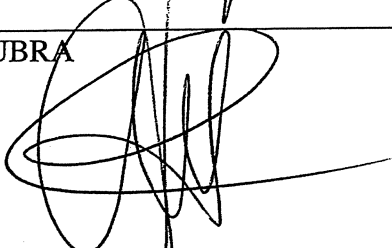


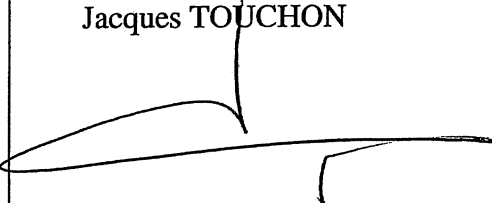

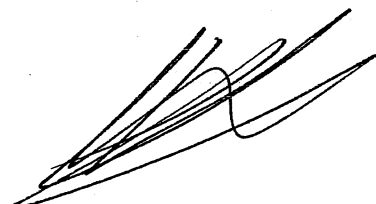

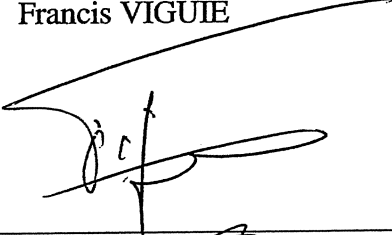
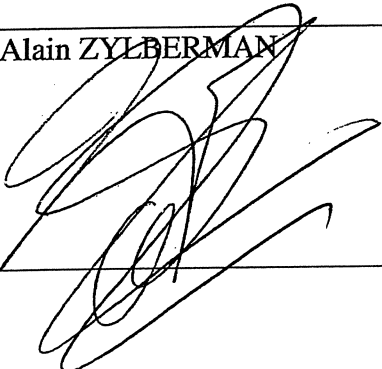
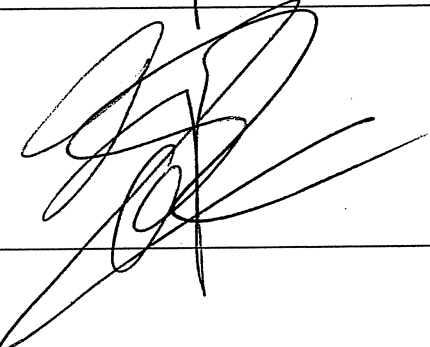
LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du 13 décembre 2010

Brahim ABBOU 	Frédéric ARAGON 
Michel ASLANIAN 	Marie-Josée AUGÉ-CAUMON 
Eva BECCARIA 	Annie BENEZECH 
Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL 	Nicole BIGAS 
Stéphanie BLANPIED 	Sophie BONIFACE-PASCAL 
Christian BOUILLE 	Agnès BOYER 
Nancy CANAUD 	Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM 
Marlène CASTRE 	Josette CLAVERIE 

<p>Magalie COUVERT</p> 	<p>Perla DANAN</p> <p>Représentée</p>
<p>Michaël DELAFOSSE</p> 	<p>Gabrielle DELONCLE</p> 
<p>Fanny DOMBRE-COSTE</p> <p>Rapport à l'écrit</p> 	<p>Jacques DOMERGUE</p> 
<p>Marc DUFOUR</p> 	<p>Christian DUMONT</p> 
<p>Sarah EL ATMANI</p> 	<p>Laure FARGIER</p> 
<p>Serge FLEURENCE</p> 	<p>Christiane FOURTEAU</p> 
<p>Nathalie GAUTIER-MEDEIROS</p> 	<p>Jean-Louis GELY</p> 
<p>Arnaud JULIEN</p> 	<p>Catherine LABROUSSE</p> 

<p>Audrey De LA GRANGE</p> <p><i>AdS</i></p>	<p>Gérard LANNELONGUE</p> <p><i>Représent</i></p>
<p>Max LEVITA</p> <p><i>MLC</i></p>	<p>Richard MAILHE</p> <p><i>[Signature]</i></p>
<p>Mustapha MAJDOUL</p> <p><i>[Signature]</i></p>	<p>Hélène MANDROUX</p> <p><i>[Signature]</i></p>
<p>Hervé MARTIN</p> <p><i>[Signature]</i></p>	<p>Jacques MARTIN</p> <p><i>[Signature]</i></p>
<p>Stéphane MELLA</p> <p><i>[Signature]</i></p>	<p>Nadia MIRAOU</p> <p><i>[Signature]</i></p>
<p>Christophe MORALES</p> <p><i>[Signature]</i> <i>Répondre affaire</i></p>	<p>Nicole MOSCHETTI-STAMM</p> <p><i>[Signature]</i></p>
<p>Michel PASSET</p> <p><i>[Signature]</i></p>	<p>Martine PETITOUT</p> <p><i>A</i></p>
<p>Louis POUGET</p> <p><i>[Signature]</i></p>	<p>Françoise PRUNIER</p> <p><i>[Signature]</i></p>

<p>Hélène QVISTGAARD</p> 	<p>Jean-Louis ROUMEGAS</p> 
<p>Philippe SAUREL</p> 	<p>Régine SOUCHE</p> 
<p>Robert SUBRA</p> 	<p>Cédric SUDRES</p> 
<p>Philippe THINES</p> 	<p>Jacques TOUCHON</p> 
<p>Claudine TROADEC-ROBERT</p> 	<p>Frédéric TSITSONIS</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p> 	<p>Francis VIGUIE</p> 
<p>Alain ZYLBERMAN</p> 	

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance publique du lundi 13 décembre 2010
Salle des Rencontres

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Martine PETITOUT.

M^{me} le MAIRE

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

M^{me} le MAIRE

Adoption des procès-verbaux des séances du Conseil municipal du 08/11/2010 et du 24/11/2010

Pour : 55

Adoptés à l'unanimité

Mesdames Blanpied et Bigas arrivent en séance et récupèrent leur procuration.

MM Pouget, Vignal, Mailhé, Thines, Madame Deloncle arrivent en séance.

Finances communales, Contrôle en gestion

Max LEVITA

1 Budget Primitif 2011 du Budget Principal et du Budget annexe de la Ville de Montpellier

Le Budget Principal de la Ville de Montpellier s'élève à 452 160 773,00 €, total qui se décompose de la façon suivante :

- Section d'investissement : 160 620 717,00 €.
- Section de fonctionnement : 291 540 056,00 €.

Pour : 48 (Majorité municipale)

Contre : 8 (UMP-NI + M. Viguié)

Abstention : 4 (Verts)

Adopté à la majorité

Le Budget Annexe du parking de l'Hôtel de Ville s'élève à 216 000,00 €, total qui se décompose de la façon suivante :

- Section d'investissement : 0,00 €.
- Section d'exploitation : 216 000,00€.

Pour : 48 (Majorité municipale)

Contre : 8 (UMP-NI + M. Viguié)

Abstention : 4 (Verts)

Adopté à la majorité

M. Moralès quitte la séance et donne procuration à M. Subra,

Mme Dombre-Coste quitte la séance et donne procuration à M. Delafosse, M. Majdoul quitte la séance.

Max LEVITA

2 Création et participation au réseau REVMED, réseau méditerranéen de collectivités pour l'évaluation des politiques publiques.

Pour : 59

Adopté à l'unanimité

Sortie des administrateurs de la SEML TaM : Mmes Souche, Prunier et MM Hervé Martin, Subra, Fleurence, Moralès. Mme Qvistgaard et M. Gély sortent de la séance.

- Max LEVITA** 3 **PARKING DES ARCEAUX** - Délégation de service public - Contrat d'affermage VILLE/TaM
Pour : 40 (Majorité municipale)
Contre : 8 (UMP-NI + M. Viguié)
Abstention : 3 (Verts)
Adopté à la majorité

Rentrée des administrateurs de la SEML TaM : Mmes Souche, Prunier et MM Hervé Martin, Subra, Fleurence, Moralès. Mme Qvistgaard et M. Gély reviennent en séance.

Démocratie de proximité

- Patrick VIGNAL** 4 Régie d'exploitation des maisons pour tous - Municipalisation des activités - Dissolution et dévolution du patrimoine à la Ville de Montpellier
Pour : 59
Adopté à l'unanimité

MM Mella, Vignal, et Mme Fourteau quittent la séance

Emploi, insertion par l'économie

- Marc DUFOUR** 5 Convention locale CitésLab, le réseau d'amorçage de projets
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

Projet urbain - Urbanisme et aménagement durable

- Philippe SAUREL** 6 Réalisation du pont de la République et élargissement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat - Bilan de la concertation - Arrêt des projets et mise à disposition du public
Pour : 55
Abstention : 1 (M. Viguié)
Adopté à l'unanimité

- Philippe SAUREL** 7 ZAC Port Marianne-Consuls de Mer - Elargissement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat - Arrêt du dossier d'enquête publique relative à la protection de l'environnement et préalable à la déclaration d'utilité publique - Arrêt du dossier d'enquête parcellaire
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

- Philippe SAUREL** 8 Accession aidée à la propriété - Attribution de subventions au titre du dispositif Prêt Pass Foncier
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

- Philippe SAUREL** 9 ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde Agrément de candidature ROXIM Management (îlot J1)
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

- Philippe SAUREL** 10 ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature - 1ère tranche - lot 5C – ACM
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

- Philippe SAUREL** 11 ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature - 1ère tranche - lot 7BisB – ACM
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 12 ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature - 3ème tranche - lot 10B – ACM
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

Mme Fourteau revient en séance

**Philippe
SAUREL**

- 13 ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - Futur Hôtel de Ville - Autorisation de signer les
avenants aux marchés de travaux des lots 6.2, 7, 9, 10, 15, 19, 21, 22, 26, 29, 31, 32
Pour : 56
Abstention : 1 (M. Viguié)
Adopté à la majorité

**Philippe
SAUREL**

- 14 ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - Futur Hôtel de Ville - Autorisation de signer
l'avenant n°1 au marché de coordination en matière de sécurité et de protection de la
santé et au marché d'ordonnancement, pilotage et coordination
Pour : 57
Adopté à l'unanimité

MM Abbou, Delafosse (avec une procuration) sortent de séance.

**Philippe
SAUREL**

- 15 Zac Port Marianne - Consuls de Mer - Lot 24-A - Agencements mobiliers spécifiques
du Futur Hôtel de Ville
Pour : 54
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 16 Cession gratuite d'un cheminement piéton entre la rue Gilles Martinet et le carrefour
Flandres - Dunkerque Propriété « Résidence Le Molière »
Pour : 54
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 17 Foncier - Impasse Louis Charles Eymar - Projet d'élargissement Résidence "621 av.
Paul Parguel"
Pour : 54
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 18 Foncier - Aménagement de la rue Pouget Propriété "DOMINIUM SA - SCI 8 rue Abbé
de l'Epée"
Pour : 54
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 19 Foncier - Cheminement piéton - Impasse des Deux Ruisseaux - Propriété "Pascal
LAURENT"
Pour : 54
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 20 Foncier Protection d'un arbre remarquable Boulevard d'Orient Propriété "URBAT -
SCCV Le Voltaire"
Pour : 54
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 21 Régularisation foncière - Avenue du Professeur Etienne Antonelli - Immeuble RIVE
DROITE
Pour : 54
Adopté à l'unanimité

- Philippe SAUREL** 22 P.R.U. Cévennes-Petit bard - Cession d'un terrain à la S.E.R.M. Rue Paul Rimbaud
Parcelle cadastrée KV 11
Pour : 53
Ne prend pas part au vote : 1 (M. Lévit)
Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés
- MM Abbou, Delafosse (avec une procuration) entrent en séance.
- Philippe SAUREL** 23 Réalisation d'un nouveau groupe scolaire pour le quartier Malbosc - Acquisition à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) de partie des parcelles TP 104 et TP 120 dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté Malbosc
Pour : 57
Adopté à l'unanimité
- Philippe SAUREL** 24 MISSION GRAND COEUR - Subventionnement dans le cadre de découvertes fortuites ou de travaux lourds sur un patrimoine historique ayant été altéré
Pour : 57
Adopté à l'unanimité
- Philippe SAUREL** 25 MONTPELLIER GRAND COEUR - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions
Pour : 57
Adopté à l'unanimité
- Philippe SAUREL** 26 Montpellier Grand Cœur - Modification du règlement du ravalement obligatoire de façades
Pour : 57
Adopté à l'unanimité

Sortie des administrateurs de la SERM : MM Lévit, Passet, Dufour, Touchon, et Mme le Maire sortent de la séance.

Rénovation urbaine - Logement social

- Christian BOUILLE** 27 Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée Cévennes 1 - Désignation d'une équipe de suivi animation - Lancement de la phase conduite d'opération - Demande de subventions
Pour : 51
Adopté à l'unanimité

Rentrée des administrateurs de la SERM :

MM Lévit, Passet, Dufour, Touchon, et Mme le Maire reviennent en la séance.
M. Bouillé sort de séance.

- Christian BOUILLE** 28 MONTPELLIER GRAND CŒUR - Opération programmée d'amélioration de l'habitat - Attribution de subventions
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

Action culturelle - Culture scientifique et technique

- Michaël DELAFOSSE** 29 Convention de mise à disposition à titre gratuit d'un local à l'Association les Amis du Musée Fabre
Pour : 50
Contre : 6
Adopté à la majorité

M. Vignal entre en séance.

Michaël DELAFOSSE 30 Convention entre la Ville et l'association Les Chiens Andaloux - Dispositif Ecole et Cinéma
Pour : 57
Adopté à l'unanimité

Michaël DELAFOSSE 31 Avenant à la convention d'objectifs entre le Conseil Général de l'Hérault, la Ville de Montpellier et la Régie des Maisons pour Tous Théâtre Jean Vilar
Pour : 57
Adopté à l'unanimité

Michaël DELAFOSSE 32 Culture et Patrimoine - Attributions de subventions au titre de l'exercice 2011
Pour : 57
Adopté à l'unanimité

Mmes Labrousse et Troadec-Robert sortent de séance.

Réussite éducative

Jean-Louis GELY 33 Mise en conformité des offices et salles de restaurant, aménagement de la salle d'activités et rénovation des sanitaires filles et garçons à l'école Sigmund Freud - Autorisation de signer et déposer la déclaration préalable
Pour : 55
Adopté à l'unanimité

Jean-Louis GELY 34 Les Offres Culturelles 2011 - Attributions de subventions
Pour : 55
Adopté à l'unanimité

Mme Labrousse rentre en séance.

Petite enfance

Françoise PRUNIER 35 Crèche collective multi accueil - Quartier Port-Marianne - Proposition de dénomination Adélaïde CAMBON
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

Vie associative

Fanny DOMBRE-COSTE 36 Attribution de subventions à des associations
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

Mme Troadec-Robert rentre en séance.

Egalité des droits et des devoirs - Tranquillité publique

Régine SOUCHE 37 Réalisation d'un support pédagogique avec le Centre Régional de Documentation Pédagogique - Autorisation de signer la convention de partenariat
Pour : 57
Adopté à l'unanimité

Mme Prunier et M. Passet sortent de séance.

Démocratie de proximité

Patrick VIGNAL 38 Attributions de subventions dans le cadre des actions territoriales
Pour : 55
Adopté à l'unanimité

- Patrick VIGNAL** 39 Financement de la mission prévention spécialisée Ville/ Département de l'Hérault - Année 2010
Pour : 55
Adopté à l'unanimité

Emploi, insertion par l'économie

- Marc DUFOUR** 40 Concession d'exploitation du domaine public - Kiosque Albert 1^{er} - Modification de dénomination de l'exploitant - Exonération partielle de la redevance - Prolongation de la durée de la convention
Pour : 55
Adopté à l'unanimité

- Marc DUFOUR** 41 Convention d'exploitation du domaine public - Café sportif du skate park de la Mosson - Appel à candidatures - Désignation du candidat
Pour : 55
Adopté à l'unanimité

Mmes Boyer et Beccaria sortent de séance.

Economie des ressources et du patrimoine

- Frédéric TSITSONIS** 42 Convention de mutualisation entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur l'entretien des chaufferies - Autorisation de signature
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

- Frédéric TSITSONIS** 43 Réhabilitation de la Mairie de Proximité Tastavin et du Centre de Loisirs sans Hébergement - Autorisation de signer des avenants - Lot n° 10 : Sols souples - Peinture Lot n° 11 : Enduits de façades
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

Mme Prunier et M. Passet rentrent en séance.

Qualité de l'espace public

- Serge FLEURENCE** 44 Ouverture et fermeture des parcs et squares de la Ville de Montpellier - Autorisation de signer les marchés
Pour : 46
Contre : 7 (UMP-NI + M. Viguié)
Adopté à la majorité

- Serge FLEURENCE** 45 Plan d'actions pour les villes et la biodiversité - Autorisation de prise en charge financière des déplacements et de l'hébergement de deux délégués.
Pour : 55
Adopté à l'unanimité

- Serge FLEURENCE** 46 Marché public relatif à l'enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, de nettoyage de mobilier urbain et d'ouvrages d'art - Autorisation de signer le marché
Pour : 55
Adopté à l'unanimité

- Serge FLEURENCE** 47 Rue des Pertuisanes - Avenue des Etats du Languedoc - Amélioration des accès aux abords du Polygone - Marché à Procédure Adaptée - Autorisation de signer les marchés
Pour : 55
Adopté à l'unanimité

Mmes Boyer et Beccaria rentrent en séance.

Serge
FLEURENCE 48 Rue du Faubourg Boutonnet - Aménagement de la voie - Marché à Procédure Adaptée -
Autorisation de signer les marchés
Pour : 57
Adopté à l'unanimité

Mmes Augé-Caumon et Deloncle sortent de séance.

Serge
FLEURENCE 49 Rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de distribution d'eau
potable et d'assainissement - Exercice 2009
Pour : 51
Contre : 1
Abstention : 3
Adopté à la majorité

Serge
FLEURENCE 50 Avenant n°1 au marché de distribution d'eau brute non potable avec l'entreprise B.R.L
Exploitation
Pour : 55
Adopté à l'unanimité

Serge
FLEURENCE 51 Affaire retirée

Ressources humaines

Serge
FLEURENCE 52 Mise à jour du régime indemnitaire des techniciens territoriaux
Pour : 55
Adopté à l'unanimité

Serge
FLEURENCE 53 Modifications au TABLEAU DE L'EFFECTIF - Décembre 2010
Pour : 55
Adopté à l'unanimité

Serge
FLEURENCE 54 Création d'une Commission Sociale du Personnel
Pour : 55
Adopté à l'unanimité

Finances communales, Contrôle en gestion

Max LEVITA 55 Fin d'exercice 2010 - Attribution de subventions
Pour : 54
Abstention : 1 (M. Viguié)
Adopté à la majorité

Max LEVITA 56 Exercice 2011 - Attribution de subventions aux partenaires de la Ville
Pour : 55
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA 57 Tarifs 2011 pour la Ville de Montpellier - Tableaux complémentaires
Pour : 55
Adopté à l'unanimité

Sortie des administrateurs de la SERM :

M Lévia, Passet, Dufour, Touchon, Morales et Mme le Maire sortent de la séance, entrée de Mme Deloncle.

Serge
FLEURENCE 58 SERM - RMCF - Garantie d'emprunt - Crédit Agricole du Languedoc et Caisse
d'Epargne Languedoc- Roussillon
Pour : 50
Adopté à l'unanimité

Rentrée des administrateurs de la SERM :

MM Lévida, Passet, Dufour, Touchon, Morales et Mme le Maire reviennent en la séance.

Max LEVITA 59 Exploitation du parking du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier - Création d'une régie dotée de la seule autonomie financière
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA 60 Méthodes et durées d'amortissement pour les immobilisations du Budget annexe du parking du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

Administration générale

Max LEVITA 61 Modalités et conditions de prise en charge des frais de déplacement des élus et personnalités extérieures invitées
Pour : 51
Contre : 5 (UMP)
Adopté à la majorité

M^{me} le MAIRE 62 Centre international d'études supérieures en sciences agronomiques de Montpellier - Désignation d'un représentant de la Ville
Pour : 56
A été élu à l'unanimité

M^{me} le MAIRE 63 Commission d'évaluation de transfert et des charges - Désignation d'un représentant de la Ville
Pour : 56
A été élu à l'unanimité

MM Domergue et Dumont (avec leurs procurations) sortent de séance,
M. Julien et Mme Deloncle sortent de séance.

M^{me} le MAIRE 64 Lycée Internat d'Excellence de Montpellier - Désignation d'un représentant de la Ville
Pour : 50
A été élu à l'unanimité

M^{me} le MAIRE 65 Université Montpellier 2 - Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire - Désignation d'un représentant de la Ville
Pour : 50
A été élu à l'unanimité

M^{me} le MAIRE Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20h15.

Madame Le Maire,


Hélène MANDROUX

Registre des délibérations - décisions

Délibérations et annexes

Lundi 13 décembre 2010

Séance publique du lundi 13 décembre 2010

Convoqué le mardi 7 décembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 13 décembre 2010 à 16h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Martine PETITOUT.

Budget Primitif 2011 du Budget Principal et du Budget Annexe de la Ville de Montpellier

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Lors de la séance du Conseil Municipal du 08 novembre dernier, s'est tenu le Débat d'Orientation Budgétaire. Conformément aux orientations définies, il est proposé au Conseil d'adopter le Budget Primitif de la Ville de Montpellier pour l'exercice 2011.

Le Budget Primitif 2011 de la Ville de Montpellier comprend le Budget Principal et le Budget Annexe pour l'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville, créé dans le cadre du choix de la gestion en régie autonome de cette activité.

I. Le Budget Principal

Le Budget Principal de la Ville de Montpellier se présente de la façon suivante :

Il s'élève à 452 160 773,00 €, total qui se décompose de la façon suivante :

- Section d'investissement : 160 620 717,00 €.
- Section de fonctionnement : 291 540 056,00 €.

Section d'investissement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 160 620 717,00 €. Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	Dépenses BP 2011	Recettes BP 2011
900 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS	40 588 453,00	100 000,00
901 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	264 000,00	-
902 - ENSEIGNEMENT FORMATION	14 776 900,00	-
903 - CULTURE	1 924 000,00	165 315,00
904 - SPORT ET JEUNESSE	2 093 564,00	-
905 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANT	195 100,00	59 600,00
906 - FAMILLE	3 843 500,00	560 978,00
908 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAIN	56 533 758,00	8 405 708,00
909 - ACTION ECONOMIQUE	164 000,00	-
911 - DETTES ET AUTRES OPERATIONS FI	40 160 442,00	94 649 521,30
912 - DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PART	-	17 750 000,00
913 - TAXES NON AFFECTEES	-	1 005 000,00
914 - TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	-	9 847 459,32
917 - OPERATIONS SOUS MANDATS	77 000,00	77 000,00
919 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONC	-	24 570 135,38
95 - PRODUIT DES CESSIONS D'IMMO.	-	3 430 000,00
Total	160 620 717,00	160 620 717,00

Section de fonctionnement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 291 540 056,00 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	Dépenses BP 2011	Recettes BP 2011
920 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS	53 263 857,05	4 358 077,00
921 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	9 617 796,00	230 888,00
922 - ENSEIGNEMENT-FORMATION	44 970 624,65	4 303 169,00
923 - CULTURE	7 917 314,00	185 188,00
924 - SPORT ET JEUNESSE	21 741 687,25	764 769,00
925 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANT	14 773 188,00	246 500,00
926 - FAMILLE	24 628 404,00	3 050 007,00
928 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAIN	57 793 337,50	13 231 556,00
929 - ACTION ECONOMIQUE	6 883 704,00	3 789 947,00
931 - OPERATIONS FINANCIERES	9 063 300,00	10 100,00
932 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NO	-	83 523 255,00
933 - IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	6 229 200,00	177 846 600,00
934 - TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	9 849 550,17	-
936 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GR	237 958,00	-
939 - VIREMENT A LA SECTION D INVEST	24 570 135,38	-
Total	291 540 056,00	291 540 056,00

II. Le Budget Annexe

Le Budget Annexe du parking de l'Hôtel de Ville se présente de la façon suivante :

Il s'élève à 216 000,00 €, total qui se décompose de la façon suivante :

- Section d'investissement : 0,00 €.
- Section d'exploitation : 216 000,00€.

Section d'exploitation

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 216 000,00 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	Dépenses	Recettes
011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL	190 000,00	-
012 - CHARGES DE PERSONNEL	26 000,00	-
70 - VENTES DE PRODUITS FABRIQUES,	-	216 000,00
Total	216 000,00	216 000,00

Le Budget Primitif 2011 du Budget Annexe du parking de l'Hôtel de Ville permettra son fonctionnement à partir de sa date d'ouverture au public, prévue en septembre 2011, jusqu'à la fin de l'année (soit 4 mois).

Pour ce faire, les crédits prévus, financés par les produits générés par le stationnement, concernent les charges du marché public d'exploitation du parking, ainsi que la contrepartie financière de la mise à disposition du personnel municipal.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter le Budget Primitif 2011 du Budget Principal et du Budget Annexe qui vous sont proposés au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

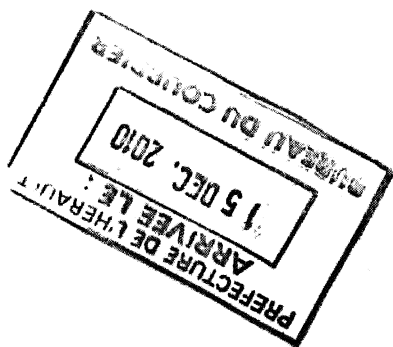
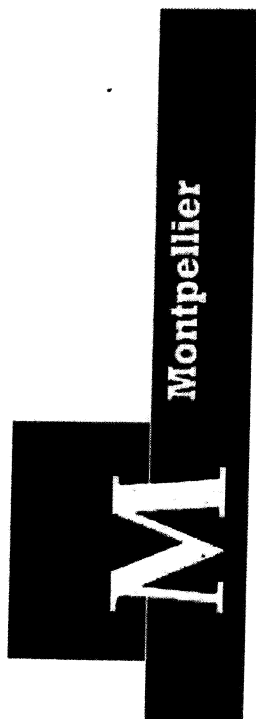
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire,

Hélène MANDROUX

Publiée le : 14/12/2010



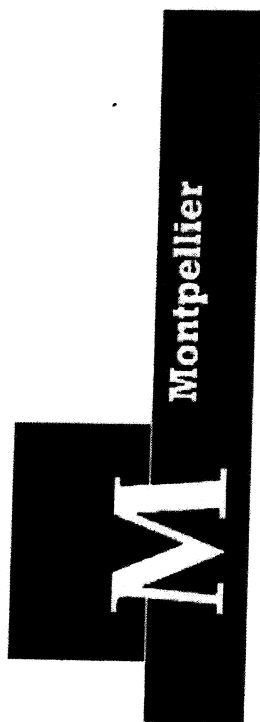


VILLE DE MONTPELLIER

BUDGET PRIMITIF

2011

514



VILLE DE MONTPELLIER

BUDGET PRIMITIF

2011

(ETATS ANNEXES)

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2010 / 515

Séance publique du lundi 13 décembre 2010

Convoqué le mardi 7 décembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 13 décembre 2010 à 16h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Martine PETTOUT.

Création et participation au réseau REVMED, réseau méditerranéen de collectivités pour l'évaluation des politiques publiques.

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Préambule

Quel que soit le niveau de collectivité, les élus doivent sans cesse arbitrer entre les missions de service public et les moyens dont ils disposent. Cette nécessité est d'autant plus forte que le contexte socio-économique pèse sur leurs marges de manœuvre et oblige les élus à prioriser leurs interventions.

En permettant d'apprécier de manière objective et transparente les différents aspects d'une politique, l'évaluation des politiques publiques locales se positionne comme un outil indispensable d'aide à la décision. Partie intégrante des pratiques de bonne gouvernance, elle contribue à l'amélioration de l'action publique au niveau stratégique et opérationnel.

La nécessité d'évaluer les politiques publiques locales s'impose donc plus que jamais.

L'évaluation est une démarche ambitieuse qui vise à comprendre l'ensemble des maillons d'une politique publique, de la définition des **objectifs jusqu'aux impacts finaux**, afin d'en apprécier son **efficacité**, son **efficience**, son **utilité**, sa **cohérence** et sa **pertinence**.

En cela elle dépasse la simple description des ressources et réalisations de l'action publique. Elle constitue donc un outil irremplaçable au service des différents acteurs des politiques publiques dans l'aide à la décision, mais également un outil démocratique au service des citoyens. C'est pourquoi elle se doit de respecter une méthode et une déontologie à même de garantir l'impartialité et la qualité de son jugement : indépendance, transparence, pluralité des points de vue, compétences.

C'est pour développer ces pratiques d'évaluation que le projet de réseau méditerranéen de collectivités pour l'évaluation des politiques publiques a vu le jour. Leur mise en œuvre requiert en effet, une expertise et des moyens qu'il apparaît judicieux de mettre en commun.

REVMED (Réseau d'Evaluation MEDditerranéen), un réseau de collectivités engagées dans le développement de la démarche d'évaluation

Le réseau qui se constitue aujourd'hui, autour des collectivités fondatrices a pour ambition de répondre à plusieurs préoccupations et besoins :

- Améliorer le management de nos politiques avec le souci d'une économie de moyens
- Développer une culture et une expertise communes
- Echanger sur des pratiques qui peuvent être différentes
- S'enrichir de regards extérieurs

Concrètement le réseau fonctionnera grâce aux ressources et compétences mobilisées par chaque collectivité et ce sans contrepartie financière.

C'est volontairement que les membres fondateurs ont choisi de commencer ce travail en commun sans créer de nouvelle structure juridique, mais en se dotant d'une charte qui précise les principes et l'éthique mis en œuvre au sein du réseau et de règles pour un fonctionnement clair et optimisé.

Ces deux documents sont annexés à la présente délibération.

Les collectivités fondatrices sont :

- le conseil général de l'Aude
- le conseil général du Gard
- le conseil général des Pyrénées Orientales
- le conseil général du Vaucluse
- la Ville de Montpellier
- la communauté d'agglomération Béziers Méditerranée
- la communauté d'agglomération d'Alès
- la communauté de communes de la Vallée de l'Hérault

En conséquence, nous vous proposons :

- d'adopter la charte et les règles de fonctionnement jointes,
- d'autoriser la participation de la Ville de Montpellier au réseau REVMED,
- de désigner Max Lévida représentant de la Ville au sein des organes décisionnels du réseau REVMED,
- d'autoriser Madame Le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Madame le Maire,**

Hélène MANDROUX



Publiée le : 14/12/2010

Charte du réseau REVMED

Le réseau REVMED (Réseau d'Evaluation MEDditerranéen), composé de collectivités de l'arc méditerranéen poursuit deux objectifs :

- L'apport pour ses membres d'une expertise en évaluation des politiques publiques
- La diffusion de la culture d'évaluation auprès des décideurs de la fonction publique territoriale du sud de la France.

La présente charte a pour objet de s'accorder sur les valeurs qui fondent le réseau : elle définit les engagements de ses membres et précise les principes partagés dans le cadre de cette nouvelle forme de collaboration.

Elle permet également d'informer les autres collectivités de la forme de partenariat proposée.

Les engagements des membres

Les membres signataires de la présente charte s'engagent sur des principes et une éthique de collaboration et définissent ensemble leurs droits et devoirs respectifs.

1/ Les membres du réseau s'inscrivent dans une collaboration fondée sur l'intérêt général

Ainsi, dans le choix des travaux, le programme d'actions est défini sur la base d'opportunités et de synergies identifiées par l'ensemble des membres du réseau.

Ainsi, dans le temps consacré aux travaux du réseau, la disponibilité des intervenants des collectivités membres sera fonction du besoin identifié pour chaque dossier, indépendamment de la collectivité bénéficiaire de l'action.

De même, concernant la circulation des informations, elle devra être facilitée dans un souci d'efficacité et de mise en œuvre rapide des actions, sous réserve des nécessités de la confidentialité propres à préserver les intérêts de chaque collectivité.

2/ Les membres du réseau contribuent à son fonctionnement dans un souci d'équité et d'efficacité

L'échange et le partage de moyens se font fonction du critère de technicité s'appuyant sur un recensement préalable des compétences.

Les membres du réseau montrent une réelle implication pour répondre aux objectifs fixés pour chaque dossier. Ils s'engagent en particulier à dégager les moyens nécessaires à la réalisation des travaux du réseau (compétences et temps de travail).

3/ Les membres du réseau s'engagent à initier des démarches d'évaluation des politiques publiques dans leur propre collectivité

Les élus des collectivités membres du réseau reconnaissent l'intérêt de l'évaluation des politiques publiques et s'emploient à faciliter l'action du réseau.

C'est la volonté de progression mutuelle qui anime les membres du réseau qui s'interdisent toute logique consommatrice.

Ce sont avant tout les collectivités membres qui doivent s'employer à porter les dossiers retenus au programme d'actions : le réseau REVMED intervient en accompagnement, en conseil et en assistance.

4/ Les membres du réseau souscrivent aux obligations suivantes participant d'une éthique de collaboration partagée :

- Discrétion, respect des engagements et notamment des règles de confidentialité : aucun membre du réseau ne divulguera de donnée locale et confidentielle utilisée dans le cadre d'une action d'évaluation.
- Entraide, solidarité et réciprocité permettent la mise en œuvre d'une collaboration efficace
- Loyauté envers le réseau traduite à partir du principe de priorité et de transparence accordée aux participants dans la diffusion de l'information sur les activités du réseau et la conduite des projets en cours.
- Non ingérence des intervenants du réseau dans les politiques publiques des collectivités retenues dans le programme d'actions

Les principes du réseau

L'activité du réseau repose sur trois principes fondamentaux qui déterminent ses modalités de fonctionnement précisées en annexe :

1/ Le respect des principes de la charte de la Société Française d'Evaluation (SFE)

2/ Un système de gouvernance qui sollicite les instances décisionnaires des collectivités membres : désignation d'un élu référent issu de l'Exécutif, implication de la Direction Générale.

La gouvernance doit être effective grâce à une représentation de la collectivité membre au plus haut niveau : le comité de pilotage (COPIL) du réseau est constitué d'un élu et d'un membre de la Direction Générale pour chaque collectivité.

3/ Un processus de suivi et d'évaluation du fonctionnement du réseau : l'activité du réseau s'inscrit dans une démarche d'amélioration permanente s'appuyant sur le suivi et l'évaluation des travaux réalisés, des moyens consacrés par chaque membre, et de la progression de l'évaluation dans les collectivités signataires. La mesure de la performance du réseau doit permettre de faire évoluer ses interventions afin qu'elles contribuent nettement à la diffusion des pratiques d'évaluation dans le secteur géographique du réseau.

Modalités de fonctionnement

Le réseau REVMED regroupe des collectivités de l'arc méditerranéen qui s'engagent dans l'évaluation de leurs politiques publiques et le développement de nouvelles formes de gouvernance. En complément d'une charte de principes, le réseau s'organise à partir de modalités de fonctionnement précisées dans le présent document.

1- Objectifs, missions et activités du réseau

Le réseau a l'ambition de répondre à plusieurs préoccupations et besoins :

- Améliorer le management des politiques publiques avec le souci d'une économie de moyens
- Développer une culture et une expertise communes autour de l'évaluation des politiques
- Mais aussi échanger sur des pratiques qui peuvent être différentes
- Et s'enrichir de regards extérieurs

Il se fixe deux grands objectifs :

- ❶ Apporter une expertise en évaluation des politiques publiques pour les collectivités membres du réseau.
- ❷ Promouvoir ces nouvelles démarches auprès des décideurs des collectivités de l'arc méditerranéen.

Les missions et activités sont les suivantes :

Faire vivre un réseau de collectivités engagées dans ces démarches

- Favoriser les échanges de pratiques entre les collectivités
- Servir de centre de ressources et d'alertes

Développer les compétences en matière d'évaluation de politiques publiques.

- Sensibiliser les élus à ces démarches
- Sensibiliser et former les agents des collectivités à ces démarches
- Assurer les formations en lien avec le CNFPT

Accompagner la réalisation de travaux d'évaluation

- Etudier les besoins et formaliser la demande.
- Formaliser un plan d'actions
- Apporter un appui à l'élaboration d'un cahier des charges d'évaluation
- Rédiger les cahiers des charges
- Suivre les travaux des équipes d'évaluation

2- Le périmètre d'intervention

Le réseau est constitué de collectivités de l'arc méditerranéen.

Cette zone géographique tient compte de la proximité des collectivités, pour faciliter le travail en réseau et les échanges. Elle présente également des similitudes sur le plan socio-économique et donc sur les problématiques qui en découlent.

3- La gouvernance

Deux instances permettent le bon fonctionnement du réseau : Le comité de pilotage et le comité technique.

Le comité de pilotage

est composé des décideurs de chaque collectivité, à savoir un élu référent et le directeur général des services.

Sa composition marque ainsi la volonté politique forte des collectivités membres, de s'engager dans cette démarche à la fois, pour l'évaluation des politiques publiques, mais aussi pour la mise en commun de moyens et de compétences.

Il est garant du respect des principes de la charte.

Il se réunit au moins une fois par an.

Il prend des décisions sur les sujets suivants :

- Le choix des travaux à réaliser
- Les « adhésions » de nouvelles collectivités
- Les « sorties » du réseau
- Le bilan des activités du réseau
- L'évaluation de ses missions et leurs impacts
- La modification des documents « fondateurs »
- Les partenariats à engager

Les décisions se prennent à la majorité des membres présents.

Le comité technique

est composé des personnes référentes, désignées par chaque collectivité membre

Il se réunit au moins une fois par trimestre.

Ses missions sont de :

- Préparer et s'assurer de la mise en œuvre des travaux du réseau : pour chaque projet, identifier les ressources et le chef de projet, et réaliser le bilan
- Recenser et organiser les ressources mises en commun
- Elaborer le bilan annuel et les outils de suivi concernant : les actes administratifs comme les conventions de partenariats entre collectivités et avec d'autres organismes, les moyens mobilisés, les résultats produits.
- Evaluer le réseau et ses activités, entre autres les impacts dans chaque collectivité et au regard des objectifs initiaux.
- Préparer les séances du comité de pilotage
- Assurer à tour de rôle le secrétariat du réseau

4- Ressources et modalités de coopération

Le réseau dispose pour fonctionner des ressources mises à sa disposition par les collectivités adhérentes, sans contrepartie financière.

Cette mise en commun de moyens et la réalisation de travaux, nécessite pour être opérationnelle et équitable, plusieurs niveaux d'engagement.

- Une réalité de contribution en temps de travail,
- Des principes
- Une formalisation de la commande mais aussi de la réponse

Les contributions :

Un recensement des compétences que chaque collectivité envisage potentiellement de pouvoir mettre à disposition du réseau sera effectué.

Il peut s'agir par exemple de compétences voisines et complémentaires à celles déployées par des chargés d'évaluation : conseiller en gestion, en organisation, statisticien, économiste...mais aussi de compétences « support » comme du secrétariat, de la communication...

Les principes :

Ils sont rappelés dans la charte du réseau, et font référence aux droits et devoirs du fonctionnaire, à la « non ingérence » et à la déontologie du chargé d'évaluation telle que précisée dans la charte de la Société Française de l'Évaluation

La formalisation :

Toute demande d'intervention, ou de sollicitation du réseau et de ses membres sera formalisée par la collectivité demandeuse par **une lettre de mission** confiée au réseau. Cette lettre précisera les enjeux de l'évaluation ou de l'étude à conduire, les résultats attendus, les délais et si possible les moyens souhaités.

En retour, le réseau devra formaliser sa proposition de réponse, en précisant à ce stade, les moyens qui devront être mobilisés.

5- La participation active

Etre membre du réseau doit se traduire concrètement par les actions suivantes :

- Participer au Comité de pilotage
- Participer au comité technique
- Proposer des travaux à réaliser
- Mettre à disposition du réseau des informations, des outils, de la documentation
- Diffuser auprès du réseau les travaux réalisés
- Participer aux travaux par la mobilisation de compétences

6- Entrée - sortie du réseau

Le réseau est ouvert à toute collectivité qui manifeste son intention en adoptant la charte et les présentes règles de fonctionnement. Ces deux documents doivent être soumis à leur instance délibérative.

Toute nouvelle candidature sera soumise préalablement à l'approbation du comité de pilotage, constitué des collectivités membres du réseau.

La sortie du réseau peut se faire de deux façons :

- De fait si aucune participation telle que détaillée au point 5 n'est constatée. Cette « sortie » est alors entérinée par le comité de pilotage.
- par décision formelle (délibération) du membre souhaitant quitter le réseau

7- La durée

Le réseau est constitué pour une durée indéterminée.

Sa pertinence au regard des objectifs de départ, et son utilité seront évaluées tous les deux ans, sous la responsabilité du comité de pilotage.

Séance publique du lundi 13 décembre 2010

Convoqué le mardi 7 décembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 13 décembre 2010 à 16h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Martine PETITOUT.

PARKING DES ARCEAUX Délégation de service public Contrat d'affermage VILLE/TaM

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Le parking des Arceaux est un ouvrage de surface de 220 places, qui se situe dans le quartier des Arceaux, aux pieds du Peyrou et de l'Aqueduc. Il offre une capacité en stationnement non négligeable pour les riverains et les activités commerciales du quartier des «Arceaux ». C'est également un parking pour les chalands du centre-ville arrivant notamment par le Nord/Ouest.

Par délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2007, la Ville avait autorisé la société TAM à exploiter les emplacements situés sur la place des Arceaux pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2008.

Le contrat de délégation de service public arrivant à échéance le 31 décembre 2010, il convenait de lancer la procédure de renouvellement de la délégation de service public pour la gestion du parking des Arceaux. Ainsi, par délibération du 08 février 2010, le Conseil Municipal a enclenché cette procédure, en application des articles L 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

En mars 2010, les formalités de publicité effectuées, la Commission désignée par le Conseil Municipal pour la sélection du nouvel exploitant, a reçu la candidature de 2 sociétés : TaM (délégataire sortant) et EFFIA, qu'elle a retenues pour présenter une offre.

A l'issue de la remise des offres par les deux candidats dans les délais impartis, l'étude et l'analyse de ces dernières ont conduit la Commission, dans le cadre de son rapport motivé d'analyse des offres de septembre 2010, à poursuivre la procédure avec les sociétés EFFIA et TAM et d'engager les négociations sur un projet de contrat.

Après étude et discussions, la proposition de TaM s'est révélée en tous points la plus intéressante pour la Ville ; il est donc proposé de la retenir.

Les caractéristiques de la convention retenue sont les suivantes :

- la délégation de service public sous forme d'affermage ;
- une durée de 5 ans, soit du 1 janvier 2011 au 31 décembre 2015 ;

- des travaux de rénovation du parc pour un montant de 27 458€ HT à la charge du délégataire, TaM ; ces travaux prévoient notamment la rénovation, a minima au vu du devenir incertain de ce parking, du revêtement et la reprise partielle du marquage au sol ;
- une redevance pour TaM, composée d'une partie fixe garantie de 900 000€ HT et d'une partie variable dont le montant cumulé avec la partie fixe est d'au minimum 966 000€ HT ;
- une politique tarifaire équilibrée favorisant notamment le stationnement résident avec une augmentation de l'abonnement travail, de 95€ à 100€ et la mise en place de la formule « petit rouleur » en fonction du nombre de sorties mensuelles, compris entre 10 et 25 ; le résident se verra attribuer un tarif réduit de 20€ à 25€ au lieu de 50€/mois pour un abonné résident classique ;
- une gamme de services accessibles au public : toilettes publiques ; location et stationnement vélos ; bornes de recharge électrique ; tarif préférentiel accordé aux services location de véhicules d'autopartage ;
- la reprise du personnel actuellement affecté à l'exploitation du parking, conformément à la Loi ;

Dans ces conditions, l'économie générale du contrat apparaît très satisfaisante : assurant, dans le cadre d'une exploitation équilibrée, au-delà d'une redevance significative pour la Ville, une amélioration de la qualité du service rendu aux usagers, à hauteur des attentes de la Municipalité, en parallèle de tarifs et abonnements attractifs.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal, au vu des offres issues des négociations entreprises avec les sociétés retenues par la Commission de délégation de service public :

- d'approuver le choix de la société TaM comme nouveau délégataire du parking des Arceaux ;
- d'approuver les termes de la convention de délégation de service public telle que jointe en annexe à conclure avec ladite société ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer le contrat de délégation de service public ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire,

Hélène MANDROUX

Publiée le : 14/12/2010

CONVENTION D'AFFERMAGE POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU PARKING DES ARCEAUX

Entre

La Collectivité de Montpellier,
Hôtel de Collectivité 1
Place Francis Ponge
34064 Montpellier

représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire de Montpellier,

ci-après désignée « la Collectivité »

ET

Le délégataire, Transports de l'agglomération de Montpellier,
125 Rue Léon Trotski
CS 60014
34075 Montpellier cedex 3.

représentée par son Directeur Général, Monsieur Marc Le TOURNEUR

Ci-après désigné " le délégataire".

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

SOMMAIRE

CHAPITRE I – DEFINITION DE LA CONVENTION D’AFFERMAGE

Article 1 – Objet de la Convention.

Article 2 – Durée.

Article 3 – Régime des places de stationnement.

Article 4 – Régime des espaces affectés aux activités complémentaires et publicitaires.

CHAPITRE II – CONDITIONS PARTICULIERES D’EXPLOITATION

Article 5 - Présence de personnel.

Article 6 – Surveillance générale des installations et assistance des usagers.

6.1 – Surveillance des installations et assistance des usagers pendant les heures de présence du personnel

6.2 – Surveillance des installations et assistance des usagers en dehors des heures de présence du personnel

6.3 - Responsabilité

Article 7 – Gestion du stationnement

Article 8 – Services complémentaires

8.1 - Services accessibles au public

8.2 - Jalonnement dynamique du parking

8.3 - Dans la limite des contraintes d’exploitation du parking, Le délégataire favorisera l’implantation d’activités de service pour apporter une présence humaine dans le parking.

Article 9 – Politique de maîtrise des déplacements.

9.1 – Service d’autopartage

9.2 – Rechargement de véhicules électriques.

9.3 - Déplacements propres.

Article 10 - Structure tarifaire

10.1 - Tarification horaire.

10.2 - Tarification « abonnement résident ».

10.4 – Tarifications particulières

Article 11– Formules d’abonnement

Article 12 - Modalités de mise à disposition du parking pour des évènements sportifs ou culturels.

CHAPITRE III - TRAVAUX

Article 13 – Prise de possession du parc de stationnement

Article 14 - Textes en vigueur

Article 15 – Travaux d’amélioration du service

Article 16 – Travaux liés à l’absence de personnel.

16.1 - Vidéosurveillance

16.2 – Remplacement des barrières.

16.3 – Provision pour gros entretien et réparation.

Article 17 - Démarrage et fin des travaux.

Article 18 – Rachats des éléments d'actifs non amortis.

Article 19 – Biens mis à disposition.

Article 20 – Amortissements des biens financés par le délégataire et provisions.

20.1 – Règles générales d'amortissement.

20.2 – Valeur Nette Comptable des travaux et biens de reprise.

20.3 – Provisions pour gros travaux et réparations.

Article 21 - Travaux d'entretien, de réparation et de nettoyage.

Article 22 - Travaux d'extension

Article 23– Sort des biens en fin de convention.

Article 24 – Insertion dans l'environnement

Article 25– Droit de contrôle du délégataire sur les travaux engagés par la Collectivité dans l'emprise du parc.

Article 26 - Règlements et affichage

CHAPITRE III - REGIME DU PERSONNEL

Article 27 – Reprise du personnel.

27.1 – A la date de prise d'effet de la présente convention

27.2 – A la cessation de la présente convention

CHAPITRE IV - CONDITIONS FINANCIERES

Article 28 – Les tarifs

28.1 - Tarifs « plafond » et évolutions tarifaires

28.2 - Indexation des tarifs « plafond »

28.3 - Révision des tarifs.

28.4 - Modification de structure tarifaire.

Article 29 - Redevance versée à la Collectivité

29.1 – Composition de la redevance

29.2 - Mode de calcul

29.3 - Les modalités de versement de la redevance.

Article 30 - Clause d'indexation

Article 31 - Cas de révision des conditions financières.

Article 32 – Régime fiscal

Article 33 - Transfert de TVA

CHAPITRE V - PRODUCTION DES COMPTES

Article 34 – Transparence financière.

Article 35 - Contrôle de l'activité du délégataire

Article 36 - Rapport du délégataire

Article 37 - Rapport annuel d'exécution.

37.1 – les données comptables

37.2 – le compte rendu technique

37.3 – l'analyse de la qualité du service

Article 38 Comité de suivi du parking

CHAPITRE VI - RESPONSABILITES – ASSURANCES

Article 39 – Assurances

39.1 – Couvertures prévues dans les contrats d'assurances.

39.2 – Garanties prévues dans les contrats d'assurances de dommages.

39.3 - Garanties prévues dans les contrats d'assurances responsabilités.

39.4 – Montants des garanties.

39.5 –Justification des contrats d'assurances.

CHAPITRE VII - GARANTIES - CONTENTIEUX

Article 40 - Cautionnement

Article 41 – Résiliation anticipée

Article 42 - Domicile

Article 43– Attribution de juridiction

CHAPITRE I – DEFINITION DE LA CONVENTION D’AFFERMAGE

Article 1 – Objet de la Convention.

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives des parties pour la modernisation et l'exploitation du parc de stationnement des Arceaux.

La Collectivité met à la disposition du délégataire les installations et équipements du parking selon le descriptif communiqué dans le dossier de délégation de service public.

L'exploitation est effectuée par voie d'affermage, le délégataire gère l'ouvrage pour le compte de la Collectivité et assure le fonctionnement général du parc de stationnement.

- il assume, seule, la responsabilité, l'accueil des usagers et les relations avec la clientèle,
- il se rémunère directement auprès des usagers, et encaisse les recettes,
- il assume la surveillance, le nettoyage et l'entretien technique du parc dans le respect des normes de sécurité.

Le délégataire exploite le service à ses risques et périls et verse, chaque année, à la Collectivité une redevance selon les modalités définies à l'article 26.

La Collectivité conserve le contrôle du service et s'engage à fournir au délégataire tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Article 2 – Durée.

La présente convention prend effet le 1-01-2011 pour se terminer le 31-12-2015.

Article 3 – Régime des places de stationnement.

Les emplacements du parc seront proposés en stationnement horaire et en abonnements de différents types, sans places réservées, à l'exception des places affectées aux activités complémentaires.

Une offre d'abonnement motos peut être assurée, sous réserve que le stationnement et la circulation des motos s'effectuent en sécurité et ne perturbent pas l'exploitation du parking.

Un véloparc sécurisé est prévue pour le stationnement des vélos.

Article 4 – Régime des espaces affectés aux activités complémentaires et publicitaires.

A l'intérieur du parking, des espaces pourront être affectés à:

- des activités de location et/ou prêt de véhicules non polluants,
- de la location de véhicules à temps partagé,
- des activités visant à développer les modes de déplacement dit « propres », y compris dans le domaine des livraisons de marchandises,
- des prestations complémentaires de nature à améliorer le service aux usagers,

Ces activités ne devront en aucun cas apporter une gêne quelconque au bon fonctionnement du parc de stationnement, le délégataire restant seul juge en la matière.

Les contrats régissant les activités complémentaires sont conclus sous le régime des occupations temporaires et précaires du domaine public. Les contrats sont exclus du statut des baux commerciaux et ne peuvent créer de prétention à propriété commerciale.

CHAPITRE II – CONDITIONS PARTICULIERES D'EXPLOITATION

Les conditions particulières d'exploitation sont précisées dans le Cahier des Prescriptions pour l'Exploitation et l'Entretien (C.P.E.E) du parking annexé à la présente convention.

Article 5 - Présence de personnel.

Le parking sera ouvert aux usagers 7/7 jours et 24/24 heures. La présence de personnel sera limitée aux heures suivantes :

- Du lundi au samedi de 9h00 à 20h00,
- Le dimanche de 12h00 à 20h00.

Article 6 – Surveillance générale des installations et assistance des usagers.

6.1 – Surveillance des installations et assistance des usagers pendant les heures de présence du personnel

Pendant les heures de présence du personnel, l'activité de surveillance (rondes, contrôles des entrées / sorties, paiements aux caisses) et l'exploitation générale du parking sont exécutées soit par les agents du délégataire, soit par une entreprise spécialisée choisie et rémunérée par le délégataire.

6.2 – Surveillance des installations et assistance des usagers en dehors des heures de présence du personnel

a) Raccordement au PC Europa.

En dehors des heures de présence du personnel, les usagers disposeront d'une assistance et d'une information qui seront assurées par le PC du parking Europa, via une gestion technique centralisée et un système de vidéosurveillance. Seuls, les équipements et installations nécessaires au fonctionnement du parking seront placés sous vidéosurveillance. Sous réserve de l'autorisation de la Préfecture les images seront enregistrées.

b) Astreinte.

Le délégataire assurera un service d'astreinte qui supervisera le PC Europa, en cas d'impérieux besoin affectant gravement la sécurité des clients ou des équipements, l'agent d'astreinte sera susceptible d'intervenir sur le site en dehors des heures de présence du personnel.

6.3 - Responsabilité

Pendant et en dehors des heures de présence du personnel, le délégataire ne peut en aucun cas être considéré comme dépositaire du véhicule et de son contenu, le prix payé correspond à un droit de stationnement et non à un droit de garde sans obligation de gardiennage.

En aucun cas, le Délégataire ne sera tenu de prendre en charge une présence de personnel en dehors des heures spécifiées à l'article 5. Le Délégataire s'engage à informer la Collectivité, sans délai, de tout incident survenu pendant ces heures dont il aurait eu connaissance. La Collectivité, garante de la sécurité sur le domaine public mettra en œuvre toute mesure qu'elle estime nécessaire.

Article 7 – Gestion du stationnement

Le règlement intérieur du parking, annexé à la présente convention, définit les conditions d'accès, de circulation, le stationnement des véhicules, ainsi que la police générale du parking.

Article 8 – Services complémentaires

Le délégataire s'engage à mettre en œuvre les services complémentaires suivants :

8.1 - Services accessibles au public

- Toilettes gratuites ouvertes au public
Le délégataire assurera l'entretien et le nettoyage des toilettes publiques, il assurera le service conformément au règlement spécifique annexé à la présente convention.
- Services Vélomagg,
- Stationnement de vélos dans le Véloparc sécurisé.
En cas de saturation du Véloparc, les demandes insatisfaites seront inscrites sur une liste d'attente, la délivrance des badges d'accès se fera par ordre d'inscription avec une priorité d'utilisation aux résidents.

8.2 - Jalonnement dynamique du parking

Le délégataire prendra en charge les moyens nécessaires à l'interfaçage entre le système de contrôle d'accès du parking et le futur système de jalonnement dynamique de la Collectivité et de l'Agglomération de Montpellier.

8.3 - Dans la limite des contraintes d'exploitation du parking, Le délégataire favorisera l'implantation d'activités de service pour apporter une présence humaine dans le parking.

Article 9 – Politique de maîtrise des déplacements.

9.1 – Service d'autopartage

Le délégataire s'engage à mettre à disposition du service d'autopartage, deux places en contre-partie d'un tarif préférentiel (voir grille des tarifs en annexe 1).

9.2 – Rechargement de véhicules électriques.

Si la demande est exprimée, Le délégataire proposera, aux clients particuliers, gratuitement une borne de rechargement pour les clients ayant un véhicule électrique ; deux roues ou quatre roues.

9.3 - Déplacements propres.

Pour accompagner la politique de maîtrise des déplacements de la Collectivité de Montpellier, le délégataire, s'engage à affecter, jusqu'à 10 places de stationnement pour contribuer au développement de mode de déplacement « propre », y compris dans le domaine de livraisons de marchandises.

Sur demande de la Collectivité,

- Deux places pourront être mises à disposition sans contrepartie financière,
- Huit places pourront être mises à disposition en contre-partie d'un tarif préférentiel inférieur de 30% au chiffre d'affaires moyen réalisé par place (voir grille des tarifs en annexe 1).

Le délégataire ne prendra pas en charge les frais d'aménagement ou de signalétique spécifiques des places affectées. Le tarif proposé correspond à une simple mise à disposition, sans participation des agents de parc au fonctionnement du service.

Article 10 - Structure tarifaire

La grille tarifaire est équilibrée et cohérente avec l'offre de transport collectif. Attractive, elle répond aux attentes des clients (voir annexe 1).

10.1 - Tarification horaire.

- La période entre 12h00 et 14h00 bénéficie d'un tarif forfaitaire préférentiel.
- La période entre 20h00 et 7h00 bénéficie d'un tarif forfaitaire attractif.
- Le stationnement horaire est gratuit le dimanche.

10.2 - Tarification « abonnement résident ».

Les résidents bénéficient d'un abonnement à tarif réduit, inférieur d'au moins 50% par rapport au tarif de l'abonnement travail. Pour favoriser le stationnement des résidents en cas de saturation du parking :

- les abonnements travail pourront être plafonnés à 40% du nombre total des contrats souscrits.
- les demandes insatisfaites seront inscrites sur une liste d'attente, la souscription des abonnements se fera par ordre d'inscription avec une priorité d'utilisation aux résidents

10.4 – Tarifications particulières

Les activités de service complémentaires (station autopartage, zone de livraison, ..) bénéficient de tarifs préférentiels par rapport aux coûts de revient économique des emplacements utilisés.

Article 11– Formules d'abonnement

L'abonnement constitue un simple tarif forfaitaire préférentiel pour le stationnement de longue durée. Les abonnés ne peuvent donc stationner dans le parking que dans la mesure des places disponibles et sur les emplacements non réservés à d'autres usages.

11.1 – Définition du résident.

Est considérée comme résident toute personne pouvant justifier d'une adresse à usage d'habitation principale, située dans le centre Collectivité de Montpellier c'est à dire la zone piétonne et les zones limitrophes du stationnement payant sur voirie.

Toute demande d'abonnement résident devra être accompagnée d'une copie de la carte grise du véhicule, de la taxe d'habitation (ou bail, ou titre de propriété) et d'une quittance EDF.

11.2 - Formules d'abonnement proposées.

- Le permanent résident :
C'est un abonnement à tarif préférentiel, réservé aux résidents du centre Collectivité, afin de favoriser le stationnement de leur véhicule. Il permet une utilisation du parking 24h/24h et 7/7 jours.

- L'abonnement résident de nuit :

C'est un abonnement gratuit, réservé aux résidents du centre Collectivité, qui permet le stationnement de 18h00 à 9h00 du lundi au samedi, ainsi que 24h/24h les dimanches et jours fériés (les plages autorisées pourront être modifiées en fonction des besoins).

- L'abonnement résident nuit et week-end:

C'est un abonnement à tarif préférentiel, réservé aux résidents du centre Collectivité, qui permet de stationner de 18h00 à 9h00 du lundi au vendredi, ainsi que 24h/24h les samedis, dimanches et jours fériés.

En cas de présence du véhicule en dehors des plages horaires autorisées, les abonnés résidents (nuit et nuit + week end) devront acquitter leur stationnement au tarif horaire affiché.

- Le forfait résident Grand Cœur :

C'est un abonnement mixte, stationnement + transport, à tarif préférentiel qui incite les résidents à stationner leur véhicule dans le parking et à préférer les déplacements en transport collectif.

- Le résident «Petit Rouleur» :

Le principe tarifaire valorise, sous forme de bonus, la réduction des déplacements et pénalise, sous forme de malus, la multiplication des déplacements en véhicule individuel. L'abonnement pourra être souscrit par tout habitant de Montpellier qui en fera la demande avec priorité aux résidents du quartier des Arceaux en cas de plafonnement.

- Le permanent « travail » :

Il peut être souscrit par toute personne, sans condition de qualité particulière. C'est la formule qui correspond à la demande des usagers qui utilisent leur véhicule particulier pour effectuer leurs déplacements de travail. Il permet une utilisation du parking 24h/24h et 7/7 jours.

- Véhicules électriques:

Pour promouvoir le développement des véhicules électriques; deux places de stationnement pour les véhicules à 4 roues, et 2 places pour les véhicules à 2 roues ; seront équipées d'un dispositif de rechargement des batteries.

La première année d'abonnement, une remise de -50% sera accordée sur le tarif de référence.

11.3 - Limites.

Pour préserver l'équilibre économique du parking, le nombre d'abonnements peut être plafonné en fonction de la fréquentation horaire à 135 abonnements au total avec au moins 60% de formules destinées aux résidents (Petit Rouleur, abonnement nuit et nuit + week-end , Forfait Grand Cœur, résident 24h/24h). Les demandes insatisfaites seront inscrites sur une liste d'attente, les souscriptions se feront par ordre d'inscription au fur et à mesure de la résiliation des abonnements existants avec priorité aux abonnés résidents.

Article 12 - Modalités de mise à disposition du parking pour des évènements sportifs ou culturels.

12.1 – Tournoi de tambourin et Fête de la Saint Jean.

A l'occasion du tournoi de Jeu de tambourin et de la Fête de la Saint Jean, parking des Arceaux sera mis gratuitement à disposition de la Collectivité pour une durée de 3 jours par manifestation : 1 journée d'installation, 1 journée de manifestation, 1 journée de démontage et remise en état.

12.2 – Evènements exceptionnels.

A l'occasion de manifestations ponctuelles qui seraient organisées sur le site, le délégataire s'engage à mettre le parking à disposition de la Collectivité, pour une durée maximale de 5 jours, consécutifs ou pas, moyennant le versement d'une indemnité forfaitaire de 500€HT (indexé selon l'indice K) par jour ouvrable, ce qui correspond à une prise en charge, par le délégataire, de 50% de la perte d'exploitation prévisionnelle. Au-delà de 5 jours d'occupation, l'indemnité sera égale à la perte d'exploitation constatée.

12.3 – Organisation

Le délégataire prendra en charge l'information des clients abonnés et leur transfert dans le parking Gambetta. La Collectivité ou l'organisateur prendra en charge : le déplacement des matériels et équipements du parking situés dans l'emprise du terrain de jeu ou de la scène, l'enlèvement et mise en fourrière des véhicules en stationnement gênant, la surveillance et le gardiennage des installations, la remise en état et le nettoyage du parking, les assurances à souscrire au titre de la manifestation.

Dans le cas de figure où le Délégataire serait amené à prendre en charge tout ou partie des obligations de la Collectivité, les frais, justifiés par le Délégataire, seront directement imputés sur la partie fixe de la redevance.

CHAPITRE III - TRAVAUX

Article 13 – Prise de possession du parc de stationnement

La remise de l'ensemble des installations s'effectue au plus tard le jour de la prise d'effet du contrat. Dans un délai de 3 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent contrat, un état des lieux sera établi à l'initiative de la Collectivité.

Article 14 - Textes en vigueur

L'exploitation et l'entretien du parc doivent respecter les dispositions législatives et réglementaires afférant à ce type d'activités.

Article 15 – Travaux d'amélioration du service

Dans le cadre des travaux d'amélioration du service, le délégataire s'engage :

- A remettre à niveau le revêtement endommagé sur 100m² en partie sud-ouest du parking le long des Arceaux pour un montant de travaux de 6 500€HT (valeur 2011).
- A rénover le traçage des places de stationnement, le marquage des places PMR, le cheminement piétonnier et ses aménagements pour un montant de travaux de 6 560€HT (valeur 2011).

Article 16 – Travaux liés à l'absence de personnel.

16.1 - Vidéosurveillance

L'absence de personnel sur le site entre 20h00 et 9h00 du lundi au samedi et de 12h00 à 20h00 le dimanche, nécessite la mise en place d'un système de vidéosurveillance et d'alarme pour un montant de travaux de 11 879 €HT (valeur 2011).

Le système sera composé d'un enregistreur vidéosurveillance raccordé sur le PC Europa et de cinq caméras permettant de visualiser

- la barrière et la borne d'entrée
- La barrière et la borne de sortie
- le guichet d'accueil
- Les caisses automatiques
- Le véloparc
- une centrale d'alarme intrusion pour le guichet d'accueil, les WC publics et la détection d'ouverture de porte" sur chaque caisse automatique

A l'échéance de la présente convention, les équipements, ouvrages et agencements désignés dans le présent article 16.1 seront remis gratuitement à la Collectivité.

16.2 – Remplacement des barrières.

Pour compléter le système de vidéosurveillance et limiter les fraudes en sortie, le délégataire pourra mettre en place un dispositif de barrières renforcées électromagnétiques.

Dans ce cas de figure, les équipements constitueront un bien propre et non un bien de retour. A échéance de la présente DSP, le délégataire s'engage à remettre en place les barrières simples d'origine.

Article 17 - Démarrage et fin des travaux.

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification de la convention, le délégataire devra avoir achever les travaux mentionnés à l'article 15 et 16.1

Article 18 – Rachats des éléments d'actifs non amortis.

Les équipements, ouvrages et agencements nouveaux non amortis, désignés ci-après, réalisés et financés par dans le cadre de la précédente délégation de service public (DSP) seront repris par le délégataire au montant de la valeur nette comptable (VNC) et amortis sur la durée de la DSP.

A l'échéance de la présente convention, les équipements, ouvrages et agencements désignés dans le présent article seront remis gratuitement à la Collectivité.

Désignation	VNC 31-12-2010
Modification de l'ilot central d'entrée du parking	1 210.02 €
Renforcement de l'éclairage du parking	3 849.44 €
Marquage au sol et signalisation	1 563.54 €
Signalétique	480.21 €
Abri caisses	2 012.56 €
Yves Cougnaud	69 246.59 €
Aménagements intérieur Edicule + toilettes + véloparc	9 900.00 €
Menuiserie Carayon	13 797.20 €
Raccordements électriques + péage	8 154.00 €
VRD divers	3 000.00 €
Raccordement toilettes publiques	4 150.00 €
maîtrise d'œuvre Visa, Det, AOR	11 065.08 €
Eiffage travaux publics	27 709.37 €
VNC à reprendre par le Déléataire	156 138.01 €

Article 19 – Biens mis à disposition.

Les équipements et agencements, désignés ci-parès, constituant des biens de reprise dans le cadre de la précédente DSP seront conservés sur le site, ils seront amortis sur la durée de la DSP.

A l'échéance de la présente convention, les équipements, ouvrages et agencements désignés dans le présent article seront remis gratuitement à la Collectivité.

Désignation	VNC 31-12-2010
Système d'interphonie	5 107.63 €
Système de DECT	3 709.63 €
Matériel de péage	43 004.23 €
VNC reprise par le Déléataire	51 821.49 €

Article 20 – Amortissements des biens financés par le délégataire et provisions.

Les biens financés par le délégataire tout au long de la délégation font l'objet d'amortissements et de provisions dans les conditions prévues par les réglementations comptables en vigueur.

20.1 – Règles générales d'amortissement.

Sur la durée de la délégation, le délégataire devra constituer annuellement

- Des amortissements pour dépréciation des biens destinés à permettre leur renouvellement selon leur coût d'achat et/ou de production.
- Des amortissements exceptionnels si la valeur d'un bien se trouvait diminuée de façon plus rapide pour des raisons de vieillissement technique accélérée ou d'obsolescence économique

20.2 – Valeur Nette Comptable des travaux et biens de reprise.

Les travaux et les biens désignés à l'article 15, à l'article 16.1, à l'article 17 et à l'article 18 seront amortis en totalité sur la durée de la DSP de façon à ce que leur valeur nette comptable soit nulle au terme de la convention (voir annexe 2 - Tableau des amortissements)

Les biens de reprises seront remis gratuitement à la Collectivité.

20.3 – Provisions pour gros travaux et réparations.

En raison des larges périodes d'absence du personnel du Déléataire, une dotation de 35000€HT, non indexée, sera constituée afin d'assurer la remise en état des installations en cas de vandalisme ou de dégradation.

Une provision de 7 000€HT sera inscrite dans un compte spécifique dit « provision pour renouvellements et grosses réparations » qui sera crédité chaque année (voir annexe 3 Compte d'Exploitation Prévisionnel).

Le compte de renouvellement sera débité pour des les travaux de réparation sur les équipements et installations, désignés à l'article 16, l'article 17, l'article 18, l'article 19 ainsi qu'en cas de dégradation du revêtement pour les travaux désignés à l'article 15. Si le compte de renouvellement présente un solde positif à l'issue d'une année, ce solde est maintenu sur le compte au bénéfice de l'année suivante.

Si sur un exercice donné, le montant des travaux excède les fonds disponibles sur le compte de renouvellement, le délégataire pourra se rembourser de la partie des dépenses qu'il aura ainsi payées sur les sommes prévues au compte au titre des exercices ultérieurs.

Les travaux de réparation ou de remise en état des matériels et équipements dégradés ou vandalisés pendant les périodes d'absence du personnel resteront à la charge du délégataire dans la limite de la dotation constituée, au-delà les travaux seront à la charge de la Collectivité.

Dans le cas où tout ou partie de la dotation ne serait pas engagée, le Déléataire devra en informer la Collectivité, les provisions restantes devront faire l'objet d'une reprise avant la fin du contrat.

Article 21 - Travaux d'entretien, de réparation et de nettoyage.

Tous les équipements et matériels, installés ou repris par le délégataire, permettant la marche de l'exploitation, sont entretenus en bon état de fonctionnement et réparés par les soins du délégataire, et à ses frais selon les dispositions du C.P.E.E.

- le matériel de péage et de contrôle d'accès,
- La vidéosurveillance, l'interphonie et la GTC
- Les sanitaires publics,
- Le véloparc
- L'édicule, l'espace d'accueil et les locaux d'exploitation,
- La signalisation horizontale et verticale située dans l'emprise du parking,
- Les divers réseaux (électricité, eau, télécommunication..),
- Le nettoyage et l'enlèvement des déchets et ordures.

Le nettoyage du parking est à la charge du délégataire conformément aux dispositions du C.P.E.E

Article 22 - Travaux d'extension

La Collectivité est maître d'ouvrage de tous les travaux d'extension entraînant un accroissement du patrimoine productif exceptés, les travaux visés aux articles 15 et 16 confiés directement au Délégataire et pris en charge par ce dernier.

Le délégataire est consulté sur l'avant-projet des travaux à exécuter, et notamment pour les travaux de raccordement aux ouvrages en service.

Pour l'extension, la Collectivité peut déléguer au délégataire sa maîtrise d'ouvrage. Cette mission ferait alors l'objet d'un contrat établi conformément à la réglementation en vigueur. La prise en charge par le délégataire d'une nouvelle partie du parc en vue de son exploitation éventuelle nécessitera la négociation d'un nouveau contrat ou d'un avenant au présent contrat.

Dans le cas de figure où la Collectivité engage un projet d'aménagement des abords immédiats du parking impactant directement l'exploitation de celui-ci, la valorisation de la perte de recette et d'indemnisation du fermier sera proposée par le délégataire avec justification des montants.

Article 23– Sort des biens en fin de convention.

Lorsque la convention arrive à échéance :

- Les biens désignés à l'article 15, à l'article 16.1, à l'article 17 et à l'article 18 feront retour gratuitement à la Collectivité en bon état d'entretien et de fonctionnement.
- Le cas échéant, les biens désignés à l'article 16.2 seront repris par le délégataire sous réserve que celui-ci remette en place les équipements d'origine.

Tous les autres investissements réalisés par le délégataire en cours de DSP seront remis gratuitement à la Collectivité au terme de la présente convention.

Dans les six mois précédant l'expiration de la présente convention, le délégataire fournira à la Collectivité un inventaire des biens susceptibles d'être repris.

Article 24 – Insertion dans l'environnement

Sous réserve de l'approbation par la Collectivité des projets ainsi que des conditions financières de réalisation et de remise des ouvrages en fin d'affermage, le délégataire peut établir à ses frais sur le terrain d'assiette du contrat, toutes installations qu'il juge utiles dans l'intérêt du service pour améliorer l'image du parc et son intégration dans l'environnement. Le délégataire s'engage à consulter la Collectivité avant toute pose de publicité ou signalisation extérieure.

La Collectivité consultera et informera le délégataire avant tout projet affectant le plan de circulation autour du parc et notamment les accès.

Article 25– Droit de contrôle du délégataire sur les travaux engagés par la Collectivité dans l'emprise du parc.

Le délégataire dispose d'un droit de contrôle sur tous les travaux, réalisés dans le parking, décidés ou autorisés par la Collectivité, dont elle n'est pas elle-même chargée. Ce droit comporte la communication des projets d'exécution sur lesquels le délégataire donne son avis.

Le délégataire aura le droit de suivre l'exécution des travaux. Il aura, en conséquence, libre accès aux chantiers. Au cas où il constaterait quelque omission ou malfaçon d'exécution susceptible de nuire au bon fonctionnement du service, il devra le signaler à la Collectivité, par écrit, dans le délai de 8 jours.

Le délégataire sera invité à assister aux réceptions, et autorisé à présenter ses observations qui seront consignées au procès verbal.

Faute d'avoir signalé à la Collectivité ses constatations d'omission ou de malfaçon en cours de chantier, ou d'avoir présenté ses observations lors de la réception, le délégataire ne pourra refuser de recevoir et d'exploiter les ouvrages comme indiqué ci-après.

Après réception des travaux, la Collectivité pourra remettre les installations au délégataire. Cette remise des installations sera constatée par un procès verbal signé des deux parties. Elle sera accompagnée de la remise au délégataire du dossier des ouvrages exécutés.

Le délégataire ayant eu pleine connaissance des avant-projets ayant donné un avis motivé et ayant pu en suivre l'exécution, ne pourra à aucun moment invoquer les dispositions pour se soustraire aux obligations du présent affermage. Toutefois, le délégataire sera autorisé par la Collectivité à exercer en son nom les recours ouverts par la législation en vigueur à l'encontre des entrepreneurs et fournisseurs.

Article 26 - Règlements et affichage

Le règlement intérieur du parking et le règlement des toilettes publiques fixent les principales dispositions relatives au fonctionnement des services. Ce règlement est destiné à assurer le meilleur service de l'utilisateur.

Le règlement intérieur, est affiché dans le parking de façon visible.

Ce document sera annexé au présent contrat. Toute modification ultérieure devra être approuvée au préalable par la Collectivité.

Un affichage spécial des tarifs en vigueur est effectué de manière à être clairement lisible par les usagers à l'entrée du parc et près des péages.

Le règlement fixant les conditions de sécurité est soumis aux mêmes dispositions d'approbation et d'affichage que le règlement intérieur.

CHAPITRE III - REGIME DU PERSONNEL

Article 27 – Reprise du personnel.

27.1 – A la date de prise d'effet de la présente convention

Le délégataire maintient l'ensemble des contrats de travail en cours concernant les agents antérieurement affectés à l'exploitation du parking à la date d'entrée en vigueur du contrat. La reprise du personnel en place sera réalisée selon les dispositions prévues à ce titre par la Réglementation du Travail.

27.2 – A la cessation de la présente convention

La Collectivité et Le délégataire conviennent de se rapprocher pour examiner la situation des personnels concernés en cas de résiliation du présent contrat, ou lorsque celui-ci arrivera à son expiration.

CHAPITRE IV - CONDITIONS FINANCIERES

Article 28 – Les tarifs

Les tarifs pratiqués doivent répondre aux exigences d'un équilibre économique. Pour couvrir ses charges d'exploitation, comprenant la redevance versée à la Collectivité, le délégataire se rémunère :

1. auprès des usagers du parc de stationnement, moyennant la perception d'une somme évaluée en fonction de la durée du stationnement et de l'emplacement choisi
2. auprès des utilisateurs des emplacements à caractère commercial
3. auprès des sociétés de publicité, par la location des emplacements publicitaires.

Le taux de TVA appliqué au jour du contrat est de 19,60%.

Les tarifs appliqués à partir du 1^{er} janvier 2008 sont précisés dans l'annexe 1.

28.1 - Tarifs « plafond » et évolutions tarifaires

L'évolution des tarifs appliqués au 1^{er} janvier 2011 sera régit par le dispositif des tarifs « plafond » pour les années de la convention restant à courir.

Les tarifs applicables sont plafonnés aux valeurs hors taxe indiquées dans l'annexe 1. Les tarifs « plafond » seront majorés du taux de TVA applicable au jour de la révision tarifaire.

28.2 - Indexation des tarifs « plafond »

- Au 1^{er} août de chaque année, la Collectivité et Le délégataire conviennent d'indexer les tarifs plafond indiqué dans l'annexe 2 par l'application d'un coefficient K défini dans l'article 30.

28.3 - Révision des tarifs.

En raison des contraintes de monétiques, les tarifs plafonds exprimés TTC seront arrondis aux dix centimes d'euros supérieurs.

Dans les limites des tarifs plafond ainsi établis, le délégataire a la possibilité de réviser la grille tarifaire pour préserver l'équilibre économique de la convention et/ou pour améliorer la cohérence de celle-ci aux objectifs du PDU.

Dans ce cas le délégataire informera la Collectivité sur les modifications tarifaires, un mois au moins avant la date de mise en œuvre. L'information faite à la Collectivité sera accompagnée de la note de calcul de la variation de l'indice K et des tarifs plafond obtenus.

28.4 - Modification de structure tarifaire.

Dans le cas de figure où le délégataire envisage une modification de la structure tarifaire ou un dépassement des tarifs plafonds, la demande de modification sera soumise à l'agrément de la Collectivité au moins deux mois avant leur application. A défaut de délibération validant ces modifications, la nouvelle structure tarifaire ne pourra être appliquée.

Article 29 - Redevance versée à la Collectivité

29.1 – Composition de la redevance

La redevance versée à la Collectivité est composée de deux parties.

- **Une partie fixe, d'un montant cumulé de 900 000€HT** sur la durée de présente convention. Les versements, non indexés, seront échelonnés comme indiqué ci-dessous

Exercices	avant le 30 juin	avant le 30 décembre	Total annuel
2011	85 000 €	85 000 €	170 000 €
2012	87 500 €	87 500 €	175 000 €
2013	90 000 €	90 000 €	180 000 €
2014	92 500 €	92 500 €	185 000 €
2015	95 000 €	95 000 €	190 000 €
Total DSP	450 000 €	450 000 €	900 000 €

- **Une partie variable correspondant à 75% du CAHT** (comptes comptables 706) et reprise de provision (comptes comptables 708) au-delà de 420 000€HT, ce seuil de déclenchement étant indexé (voir annexe 4).

29.2 - Mode de calcul

+ Redevance fixe

+ (CA total - 420 K€HT indexé selon l'indice K) X 75%.

= Montant total de la redevance à laquelle s'ajoute la TVA selon le taux en vigueur.

29.3 - Les modalités de versement de la redevance.

Le délégataire adressera le règlement de la partie fixe à Collectivité pour moitié avant le 30 juin de l'année N et le solde avant le 31 décembre de l'année N.

La partie variable est versée dès l'arrêt des comptes par le Conseil d'administration du délégataire, au plus tard le 30 juin de l'année N+1.

Article 30 - Clause d'indexation

Les tarifs plafonds et le seuil de déclenchement de la partie variable de la redevance seront indexés se l'indice K suivant :

$$K = 0.10 + 0.7 \times (N^{\circ}1567411 / N^{\circ}1567411) + 0.2 \times (FSD2 / FSD2o)$$

Où

- N°1567411o (remplace l'indice RS6) est la valeur de l'indice trimestriel de l'INSEE « indice des taux des salaires horaires du tertiaire ». Sa valeur est la dernière connue à l'établissement du présent contrat
- N°1567411 dernière valeur connue de ce même indice au moment de la révision,
- FSD2o est la valeur de l'indice mensuel Frais et Services Divers 2 sa valeur est la dernière connue à l'établissement du présent contrat.
- FSD2 dernière valeur connue de ce même indice au moment de la révision.

Article 31 - Cas de révision des conditions financières.

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques, fiscales, réglementaires et techniques, et pour s'assurer que la formule d'indexation des tarifs prévue au contrat est bien représentative des coûts réels, les conditions économiques de la convention seront soumises à réexamen, à la demande du délégataire, notamment dans les cas suivants :

- En cas de mis en œuvre par la Collectivité de tarifs inférieurs à ceux résultant de l'indexation prévue à la présente convention
- En cas de modification importante des conditions d'exploitation du service public et/ou de la fréquentation du parking, liée à une décision de la Collectivité modifiant les conditions d'exploitation

- Si les conditions financières de la délégation de service public venaient à varier de façon substantielle,
- En cas d'évolution des normes bancaires ou de la réglementation, notamment en matière d'environnement et de sécurité qui entraîneraient la nécessité de procéder à d'importants travaux de mise en conformité et/ou une modification significative des charges d'exploitation,
- En cas d'introduction d'une nouvelle charge, redevance, impôt ou taxe fiscale parafiscale, notamment de la taxe foncière, postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente convention
- Si la définition et la contexture d'un ou plusieurs indices de la formule d'indexation venaient à être modifiées ou si elles cessaient d'être publiées
- En cas de résiliation partielle de la présente convention

La procédure de révision des conditions financières n'entraînera pas l'interruption du jeu normal de la formule d'indexation, qui continuera à s'appliquer jusqu'à l'achèvement de la procédure. La révision fera l'objet d'un avenant.

Article 32 – Régime fiscal

Tous les impôts et taxes liés à l'exploitation du service, à la date de début de la présente convention, resteront seront à la charge du délégataire.

Article 33 - Transfert de TVA

En cas de besoin, conformément aux articles 216 et 216 quater de l'annexe 1 du Code Général des Impôts, la Collectivité transfèrera à l'exploitant les droits à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé les investissements financés par la Collectivité et compris dans la Délégation.

Les sommes ainsi imputées par Le délégataire ou reversées par le Trésor Public sont propriété de la Collectivité qui en conserve la libre disposition, sans affectation préalable au profit du service exploité.

La Collectivité en tant que propriétaire des biens, délivrera au délégataire une attestation précisant, d'une part, la base d'imposition des biens ou la fraction des biens utilisés par Le délégataire, et d'autre part, le montant de la taxe correspondante.

La Collectivité informera le service des impôts de la délivrance de cette attestation.

En application du décret n° 102 du 4 février 1972, le délégataire quand l'imputation préalable de la TVA déductive aura fait apparaître un crédit d'impôts, pourra en demander le remboursement.

Le délégataire s'engage à faire connaître à la Collectivité à chaque imputation ou remboursement, avant le 15 du mois suivant celui du dépôt de la déclaration de TVA ou celui du remboursement, le montant de la TVA imputée ou reversée pour le compte de l'autorité affermante.

Les sommes transférées seront reversées à la Collectivité avant la fin du 3ème mois suivant celui du remboursement. Toute somme non versée à cette date portera intérêts au taux d'escompte de la Banque de France.

Enfin, dans le cas où le montant de la TVA récupérée ferait ultérieurement l'objet d'un redressement de la part du service des impôts, ce montant majoré, éventuellement des pénalités légales serait remboursé par la Collectivité au délégataire avant la fin du 3ème mois suivant la date d'échéance de ce redressement.

De même, si en fin de contrat, Le délégataire est amené à rembourser au Trésor une partie de la TVA effectivement récupérée sur les dépenses d'investissement du service au cours des dix années précédentes, la Collectivité remboursera au délégataire les sommes dues au Trésor avant la fin du 3ème mois suivant la date d'expiration du contrat.

Toute somme non versée à cette date portera intérêts au taux d'escompte de la Banque de France.

CHAPITRE V - PRODUCTION DES COMPTES

Article 34 – Transparence financière.

La comptabilité générale doit être organisée et tenue conformément au plan comptable général de 1985 sous réserve des adaptations tenant à la nature juridique du délégataire et de la convention de délégation et selon les règles fixées par le délégant, le cas échéant.

La comptabilité des services délégués doit être organisée et tenue selon les règles en vigueur pour le délégataire. L'ensemble des opérations comptables et financières de la délégation est tenu au sein d'une comptabilité dédiée à la seule délégation.

Ne peuvent être enregistrées dans la comptabilité générale de la délégation que des opérations conformes à l'objet de celle-ci.

Le délégataire doit être en mesure de fournir annuellement, à la demande du délégant, une présentation comptable correspondant exclusivement à l'activité du parc de stationnement, ainsi que tout élément de nature à justifier les conditions économiques dans lesquelles d'effectue l'activité.

Le délégant a notamment accès à sa demande à l'ensemble des livres comptables de la délégation. Il reçoit un extrait de la déclaration actualisée des données sociales (DADS) en ce qui concerne les salariés du délégataire affectés au parking des Arceaux.

Le délégant peut à tout moment faire auditer les comptes ayant permis l'élaboration des comptes annuels, ses auditeurs ont accès à tous documents comptables de la délégation.

Article 35. Contrôle de l'activité du délégataire

L'exploitation du service public est soumise au contrôle du délégant.

En veillant au respect du pouvoir de décision et de l'autonomie du délégataire, le délégant s'assure du respect impératif :

- Des règles de droit relatives aux délégations de service public, notamment l'obligation pour le délégataire de gérer de façon transparente la délégation et de rendre compte au délégant de la qualité convenue de l'ensemble des prestations du délégataire.
- Des règles de droit relatives à la concurrence, notamment le respect du principe d'égalité des usagers en terme d'accès, d'utilisation des installations et du domaine public délégué.

Le délégant peut à tout moment diligenter une mission d'inspection de la délégation. Il peut à toute à toute époque faire procéder à un audit financier et de gestion ou à une enquête de qualité de la délégation.

Le délégataire devra prêter son concours et fournir tout document nécessaire la réalisation de ces inspections et audits, sous réserve du respect des procédures et contraintes usuelles propres au délégataire, concernant la production des documents comptables

Article 36 - Rapport du délégataire

Pour permettre la vérification et le contrôle du fonctionnement des conditions financières et techniques du présent contrat, le délégataire fournira à la Collectivité, après la fin de chaque exercice, et au plus tard avant le 1er juin, un rapport du délégataire comprenant un compte rendu technique, un compte rendu financier et le compte de résultat du parking des Arceaux, et respectant les dispositions applicables aux comptes rendus des délégataires de service public, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Il est convenu que le dernier jour de l'exercice est fixé au 31 décembre.

Le délégataire adresse systématiquement au délégant copie des procès verbaux de ses assemblées délibérantes ainsi que les rapports établis par son organe exécutif à l'attention de ses assemblées délibérantes, au plus tard 45 jours après la date de tenue de l'assemblée.

Article 37 - Rapport annuel d'exécution.

En application des articles L1411.3 et R.1411-4 du Code Général des Collectivités territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1 juin N+1 un rapport comportant les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Ce rapport annuel précisera les éléments suivants :

37.1 – les données comptables

- a) le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition ont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structures.
- b) Une présentation des méthodes et éléments de calcul économique annuel retenus pour la détermination des produits et charges directes et indirectes imputées au compte de résultat de l'exploitation.
- c) Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
- d) un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement, y compris au regard des normes bancaires, environnementales et de sécurité.
- e) un état des dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;
- f) un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué ;
- g) les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation de service public et nécessaires à la continuité du service public.

37.2 – le compte rendu technique

Annuellement : au titre du compte-rendu technique et financier, le délégataire fournira pour l'année écoulée les indications suivantes :

les effectifs du service d'exploitation (répartition par type de fonction, équivalence ETP)

- la durée moyenne de stationnement,
- le nombre de places en location,
- le nombre de places réservées aux personnes handicapées,
- le nombre total des abonnements délivrés catégorie,
- le nombre total des sorties d'usagers horaires
- le taux de rotation des véhicules par place et par jour (base nombre de jours ouvrables),
- la recette annuelle par place,
- le prix du ticket moyen,
- la recette horaire par place,
- l'évolution générale de l'état de l'ouvrage et des matériels exploités,
- les adaptations à envisager,
- le bilan des actions commerciales et des opérations spécifiques ou ponctuelles réalisées ou envisagées,
- le nombre et surfaces d'emplacements commerciaux,
- le nombre d'accident de travail.

37.3 – l'analyse de la qualité du service

Le délégataire fournira tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rend et les mesures proposées pour une meilleure satisfaction des usagers. La qualité du service est notamment appréciée à partir d'indicateurs proposés par le délégataire.

En outre, le délégataire produira les éléments suivants :

Un rapport social intégrant :

- L'organigramme du délégataire,
- Un état de l'effectif et de la masse salariale des agents affectés à la délégation,
- Un récapitulatif des actions portant sur l'hygiène et la sécurité
- Un état de la formation professionnelle

Article 38 Comité de suivi du parking

Un comité de suivi de la délégation est institué. Il est composé de deux représentants du délégant et de deux représentants du délégataire. Le comité de suivi de la délégation a notamment pour objet :

- de suivre l'exécution de la délégation,
- De proposer des améliorations aux conditions d'exploitation,
- D'échanger les informations nécessaires à la bonne exécution de la délégation
- D'étudier toutes difficultés susceptibles d'affecter l'équilibre financier de la convention de délégation,
- D'examiner les tarifs,
- Et plus généralement d'examiner toute question relative à l'exécution de la délégation.

Le délégant fixe le calendrier des réunions du comité de suivi et précise l'ordre du jour qu'il propose. Le comité se réunit deux fois par an, notamment lors de la présentation du rapport annuel d'exécution.

CHAPITRE VI - RESPONSABILITES – ASSURANCES*

Article 39 – Assurances

Il est convenu que le délégataire garantira les risques de dommages et de responsabilité relative aux biens et activités, objet de la présente convention, tant pour son compte que pour le compte de la Collectivité, propriétaire des équipements et installations.

En conséquence de quoi :

39.1 – Couvertures prévues dans les contrats d'assurances.

Le délégataire devra souscrire les contrats d'assurances prévoyant la couverture des risques suivants :

- a) Assurances de l'ensemble des biens immobiliers et mobiliers, objet de la présente convention, ainsi que les biens lui appartenant tant pour son compte que pour le compte de la Collectivité de Montpellier qui bénéficiera de la qualité d'assuré additionnel.
- b) S'il le juge nécessaire, l'assurance de ses propres préjudices financiers et notamment les pertes d'exploitation ou pertes de jouissance qu'il pourrait subir dans le cadre de la présente convention.
- c) L'assurance des responsabilités pour les dommages causés aux tiers ou usagers imputables aux activités du délégataire dans le cadre de la présente convention ; la Collectivité de Montpellier devra bénéficier de la qualité d'assuré additionnel au titre de la présente convention.

La notion de tiers ou d'autrui devra être maintenue entre la Collectivité et l'exploitant.

39.2 – Garanties prévues dans les contrats d'assurances de dommages.

Les contrats d'assurances de dommages souscrits par le délégataire devront obligatoirement comporter les garanties ou clauses suivantes :

a) Evénements assurés :

- Incendie – Explosion – Foudre,
- Dommages électriques,
- Dégâts des eaux et fluides – Fumées,
- Attentat – vandalisme,
- Tempête – Grêle – Neige (hors risques locatifs),
- Choc de véhicule – Chute d'avion (hors risques locatifs).

b) Valeur de reconstruction à neuf.

c) Garantie des honoraires d'expert.

d) Recours des voisins, tiers, locataires.

39.3 - Garanties prévues dans les contrats d'assurances responsabilités.

Les contrats d'assurance responsabilité devront prévoir les garanties que le délégataire jugera suffisantes au regard des risques encourus.

Les montants des garanties ne pourront cependant être inférieurs à :

- Dommages corporels = 10 Millions d'euros
- Dommages matériels immatériels consécutifs = 3 Millions d'euros
- Dommages immatériels non consécutifs = 500 000 €,

Ces montants minima ne constituent en aucun cas une limitation de la responsabilité du délégataire.

39.4 – Montants des garanties.

Les montants de garanties devront être suffisants au regard des risques encourus ; tout découvert de garantie du fait d'une insuffisance de garanties ou de franchises ne sera pas opposable à la Collectivité.

39.5 – Justification des contrats d'assurances.

Le délégataire devra pouvoir justifier la souscription de contrats d'assurances répondant aux obligations ci-avant à la première demande de la Collectivité.

CHAPITRE VII - GARANTIES - CONTENTIEUX

Article 40 - Cautionnement

Le délégataire est dispensé du cautionnement.

Article 41 – Résiliation anticipée

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit :

- en cas de réalisation d'une opération d'aménagement urbain d'ampleur significative et susceptible d'influer de manière conséquente sur l'exploitation du parking, notamment les conditions d'accès, dans le secteur géographique du parking Arceaux sous réserve de respecter un préavis de six mois.

Dans ce cas, les ouvrages et équipements sont remis à la Collectivité qui indemniserà le délégataire par rachat des valeurs nettes comptables, et le remboursement de toutes indemnités qui seraient à la charge du délégataire (rupture de contrats commerciaux, licenciements...)

Si certains ouvrages ou équipements ont été acquis par Le délégataire au moyen d'emprunts, soit la Collectivité se substituera dans les droits du délégataire pour le paiement des sommes liées au remboursement anticipé des emprunts, soit elle se substituera au délégataire dans le remboursement des emprunts,

- dans le cas où Le délégataire transférerait le présent contrat à un tiers sans l'accord préalable de la Collectivité,
- en cas de cessation d'activité du délégataire pour quelque cause que ce soit,
- en cas de redressement ou liquidation judiciaire du délégataire.

Par ailleurs, le présent contrat pourra être résilié par la Collectivité, après mise en demeure adressée au délégataire par lettre recommandée avec accusé de réception et demeurée sans effet dans le délai d'un mois, dans le cas où ce dernier manquerait d'observer l'une quelconque des obligations mises à sa charge, ou se trouverait directement en infraction grave avec le règlement intérieur d'exploitation du Parking Arceaux.

Dans ce cas, Le délégataire ne pourra réclamer d'indemnisation à quelque titre que ce soit.

Article 42 - Domicile

Le délégataire fait élection de domicile à Montpellier, et s'engage à avoir un représentant en résidence à Montpellier.

Article 43– Attribution de juridiction

Tout litige concernant l'exécution ou l'interprétation du présent contrat sera de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Convention d'Affermage du Parking des Arceaux

Fait à Montpellier, le

Pour Le délégataire

Pour la Collectivité de Montpellier

Annexe 1 – Grille Tarifaire et plafonds

Tranches horaires		Tarif TTC	Plafond HT
00h30		1.00 €	0.88 €
01h00		1.90 €	1.59 €
01h30		2.70 €	2.48 €
02h00		3.50 €	2.93 €
02h30		4.30 €	3.95 €
03h00		5.00 €	4.18 €
03h30		6.20 €	5.70 €
04h00		6.50 €	5.43 €
05h00		6.80 €	5.69 €
06h00		7.40 €	6.19 €
07h00		8.00 €	6.69 €
08h00		8.60 €	7.19 €
09h00		9.20 €	7.69 €
10h00		9.90 €	8.28 €
11h00		10.20 €	8.53 €
12h00 à 24h00		12.50 €	10.45 €
Forfait entre 12h et 14h		0.50 €	0.46 €
Forfait entre 20h et 7h		1.20 €	1.05 €
Dimanche entre 7h00 et 20h00		0.00 €	0.00 €

Durée du forfait de passage		Tarif TTC	Plafond HT
2 jours		18.00 €	15.05 €
3 jours		22.00 €	18.39 €
4 jours		26.00 €	21.74 €
5 jours		30.00 €	25.08 €
6 jours		34.00 €	28.43 €
7 jours		38.00 €	31.77 €
8 jours		42.00 €	35.12 €
9 jours		46.00 €	38.46 €
10 jours		50.00 €	41.81 €
11 jours		54.00 €	45.15 €
12 jours		58.00 €	48.49 €
13 jours		62.00 €	51.84 €
14 jours		66.00 €	55.18 €
15 jours		70.00 €	58.53 €

Abonnements mensuels		Tarif TTC	Plafond HT
Résidents		50.00 €	41.81 €
Forfait Grand Cœur		92.00 €	76.92 €
Résidents nuit		10.00 €	8.36 €
Travail permanent		95.00 €	79.43 €
Nuit Gratuit		0.00 €	0.00 €
Place réservée Autopartage		32.00 €	26.76 €
Place réservée service annexe		150.00 €	125.42 €

Abonnement Petit Rouleur Sorties / mois		Tarif TTC	Plafond HT
24 à 25		55 €	45.99 €
22 à 23		49 €	40.97 €
20 à 21		43 €	35.95 €
18 à 19		37 €	30.94 €
16 à 17		31 €	25.92 €
15		25 €	20.90 €
14		24 €	20.07 €
13		23 €	19.23 €
12		22 €	18.39 €
11		21 €	17.56 €
10		20 €	16.72 €

Annexe 2– Tableau des amortissements

Désignation	Durée Amortis.	Mise en service	Date Fin Amortis.	Valeur Initiale	VNC 01-01-2011
Signalétique parking	5	26/05/2006	25/05/2011	6 044.00 €	480.21 €
Modification ilot d'entrée	8	21/02/2005	20/02/2013	4 524.00 €	1 210.02 €
Renforcement éclairage parking	8	27/06/2005	26/06/2013	12 393.00 €	3 849.44 €
Marquage au sol	8	19/07/2005	18/07/2013	4 914.53 €	1 563.54 €
Abri caisse arceaux	8	06/02/2006	05/02/2014	5 196.00 €	2 012.56 €
Système interphonie GTC centrale GE 200	8	28/09/2007	27/09/2015	8 621.00 €	5 107.63 €
Système DECT	8	01/03/2008	29/02/2016	5 747.00 €	3 709.63 €
Matériel de péage 2 caisses + sortie + entrée	8	31/01/2008	30/01/2016	67 697.00 €	43 004.23 €
Edicule Accueil + Veloparc + Toilettes	5.3	01/09/2010	31/12/2015	147 022.24 €	142 121.50 €
Système de vidéosurveillance	5	01/01/2011	31/12/2015	11 879.00 €	11 879.00 €
					214 937.76 €

Désignation	Annuité 2011*	Annuité 2012*	Annuité 2013*	Annuité 2014*	Annuité 2015*	VNC 31-12-2015
Signalétique parking	480.21 €					0.00 €
Modification ilot d'entrée	565.50 €	565.50 €	79.02 €			0.00 €
Renforcement éclairage parking	1 549.13 €	1 549.13 €	751.18 €			0.00 €
Marquage au sol	614.32 €	614.32 €	334.90 €			0.00 €
Abri caisse arceaux	649.50 €	649.50 €	649.50 €	64.06 €		0.00 €
Système interphonie GTC centrale GE 200	1 077.63 €	1 077.63 €	1 077.63 €	1 077.63 €	797.11 €	0.00 €
Système DECT	718.38 €	718.38 €	718.38 €	718.38 €	836.11 €	0.00 €
Matériel de péage 2 caisses + sortie + entrée	8 462.13 €	8 462.13 €	8 462.13 €	8 462.13 €	9 155.71 €	0.00 €
Edicule Accueil + Veloparc + Toilettes	29 404.45 €	29 404.45 €	29 404.45 €	29 404.45 €	29 404.45 €	0.00 €
Système de vidéosurveillance	2 375.80 €	2 375.80 €	2 375.80 €	2 375.80 €	2 375.80 €	0.00 €
	45 897.05 €	45 416.84 €	43 852.99 €	42 102.45 €	42 569.18 €	0.00 €

* hors frais financiers

Convention d'Affermage du Parking des Arceaux

Annexe 3 – Compte d'exploitation prévisionnel

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL	2011	2012	2013	2014	2015	Total
Parcs Abonnés	84.8	87.7	89.3	90.9	92.5	445.2
Parcs Horaires	342.2	350.8	359.6	368.6	377.9	1 799.1
S/total Recettes Parcs	427.0	438.5	448.9	459.5	470.4	2 244.3
Publicité	1.5	1.5	1.6	1.6	1.6	7.8
Total produits	428.5	440.0	450.4	461.1	472.0	2 252.1
Salaires	70.4	72.2	74.0	75.8	77.7	370.1
Charges sociales + vêtements+autres	35.2	36.1	37.0	37.9	38.9	185.1
Gardiennage multiservices	17.5	17.8	18.0	18.3	18.6	90.2
Entretien péage	8.4	8.6	8.8	9.0	9.2	44.0
Billetterie	3.1	3.2	3.2	3.3	3.4	16.2
Entretien Edicule et annexes	5.0	5.5	5.6	5.8	5.9	27.8
Nettoyage toilettes publiques	7.0	7.2	7.4	7.5	7.7	36.8
Bureau - Administratif - divers	2.0	2.1	2.1	2.2	2.2	10.5
Gestion fonds et frais bancaire	6.0	6.1	6.3	6.5	6.6	31.5
Assurances	3.4	3.5	3.6	3.6	3.7	17.8
Eau	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.3
Electricité	2.1	2.2	2.2	2.3	2.3	11.2
Impôts & taxes	9.5	9.7	9.9	10.2	10.4	49.7
Dotation travaux	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	35.0
Frais structure Stationnement / Siège	20.0	20.5	21.0	21.5	22.1	105.1
S/total Frais de Fonctionnement	196.6	201.5	206.2	211.0	215.9	1 031.2
Frais Fi & amortissement	49.4	48.6	46.7	44.6	44.7	234.0
Redevance Fixe	170.0	175.0	180.0	185.0	190.0	900.0
Redevance Variable	6.4	10.3	13.3	16.4	19.7	66.1
S/Total Redevance fixe + variable	176.4	185.3	193.3	201.4	209.7	966.1
Total Charges	422.4	435.4	446.2	457.0	470.3	2 231.3
RESULTAT TaM avant IS	6.1	4.6	4.3	4.1	1.7	20.8

Annexe 4 – Estimation du montant des redevances versées à la Collectivité en fonction de la fréquentation horaire.

1 - Prévisions de la fréquentation horaires selon tendance constatée au 30-09-2010 (compte d'exploitation)

Clients horaires	137 250	138 620	140 010	141 410	142 820	700 110
CA horaires	342k€	351k€	360k€	369k€	378k€	1 799k€
CA abonnés + pub	86k€	89k€	91k€	92k€	94k€	453k€
CA total	428k€	440k€	450k€	461k€	472k€	2 252k€
Redevance fixe	170k€	175k€	180k€	185k€	190k€	900k€
Redevance variable	6k€	10k€	13k€	16k€	20k€	66k€
Total redevance	176k€	185k€	193k€	201k€	210k€	966k€

2 - Prévisions de la fréquentation horaires selon tendance constatée au 30-09-2010 majorée de 5%

Clients horaires	146 200	147 600	149 100	150 600	152 100	745 600
CA horaires	364k€	373k€	383k€	393k€	402k€	1 916k€
CA abonnés + pub	86k€	89k€	91k€	92k€	94k€	453k€
CA total	451k€	463k€	474k€	485k€	497k€	2 369k€
Redevance fixe	170k€	175k€	180k€	185k€	190k€	900k€
Redevance variable	23k€	27k€	31k€	34k€	38k€	154k€
Total redevance	193k€	202k€	211k€	219k€	228k€	1 054k€

3 - Prévisions de la fréquentation horaires selon tendance constatée au 30-09-2010 majorée de 10%

Clients horaires	153 700	155 300	156 800	158 400	160 000	784 200
CA horaires	383k€	393k€	403k€	413k€	423k€	2 015k€
CA abonnés + pub	86k€	89k€	91k€	92k€	94k€	453k€
CA total	469k€	482k€	494k€	505k€	517k€	2 468k€
Redevance fixe	170k€	175k€	180k€	185k€	190k€	900k€
Redevance variable	37k€	42k€	46k€	50k€	54k€	228k€
Total redevance	207k€	217k€	226k€	235k€	244k€	1 128k€

REGLEMENT INTERIEUR DU PARKING DES ARCEAUX

Dans le présent règlement,

Article 1 : le terme « d'utilisateur » désigne le conducteur de tout véhicule autorisé à stationner dans le parking ou évoluant dans celui-ci au titre d'une opération de stationnement.

Le terme « d'exploitant » désigne la société chargée d'assurer la gestion du parking dans le cadre d'une convention signée avec la Ville de Montpellier.

Article 2 : Le fait de faire pénétrer un véhicule, de l'arrêter ou de le laisser en stationnement même temporaire dans le parking implique l'acceptation pleine et entière par l'utilisateur des conditions du présent règlement, des règlements de police et de sécurité applicables au parc, ainsi que la signalisation et les instructions données par le personnel d'exploitation du parc.

En cas de non-respect de l'une quelconques de ses obligations par l'utilisateur, l'exploitant se réserve le droit d'interdire l'accès ultérieur du parking aux contrevenants.

ACCES DES VEHICULES

Article 3 : Sauf circonstances contraires imposées à l'exploitant, le parking est ouvert 24h/24h.

Article 4 : Le parking est réservé aux véhicules de tourisme d'un encombrement inférieur à 1.90m de hauteur, 4.5m de longueur et à 2m de largeur, ainsi qu'aux motocyclettes immatriculées d'une cylindrée supérieure à 125cm³ d'une puissance supérieure à 11 kw, aux vélos sous réserve que des emplacements réservés et adaptés soient créés.

4.1 - L'accès du parking et le stationnement des véhicules d'une hauteur supérieure à 1.90, des campings-cars, des véhicules utilitaires ou des deux roues motorisées d'une cylindrée inférieure à 125cm³ et d'une puissance inférieure à 11 kw constituent des exceptions soumises à l'accord exprès de l'exploitant.

4.2 - L'accès du parking et le stationnement des véhicules visés à l'article 4.1 ne seront autorisés qu'aux conditions suivantes :

- Un emplacement adapté et/ou réservé au stationnement du véhicule soit disponible et/ou accessible,
- La circulation et/ou le stationnement des véhicules ne constituent aucune gêne pour le fonctionnement du parking.

Les remorques ou caravanes, tractées ou non, ne sont pas admises sauf accord écrit de l'exploitant spécifiant les conditions de leur admission.

Article 5 : L'accès et le stationnement des véhicules se font dans le cadre d'un usage horaire ou d'un usage par abonnement selon les tarifs et dispositions contractuelles en vigueur.

Les usagers peuvent accéder dans le parking avec leur véhicule dans la limite des places disponibles. Sur initiative de l'exploitant, l'accès du parking peut être temporairement refusé aux véhicules des usagers, horaires et/ou abonnés, dans les cas suivants :

- Parking complet,
- Mesures mises en œuvre pour atteindre les objectifs de la politique de déplacement - stationnement définie par la Ville, notamment pour favoriser le stationnement des résidents.

Convention d'Affermage du Parking des Arceaux

- Parking fermé partiellement ou totalement pour travaux, organisations de manifestations festives, sportives, associatives ou culturelles.

Article 6 : Les usagers sont tenus d'utiliser, à chaque entrée et sortie du parking, les moyens d'accès et/ou de paiement correspondant.

6.1 - Usager horaire.

Pour entrer dans le parking :

- Titre horodaté délivré en entrée ou à défaut titre délivré manuellement par l'agent de l'exploitant.
- Carte bancaire, support de porte-monnaie électronique, carte privative ... ou tout autre titre accepté par l'exploitant.

Pour sortir du parking :

- Titre délivré en entrée, validé aux caisses automatiques.
- Carte bancaire, support de porte-monnaie électronique, carte privative ... ou tout autre titre accepté par l'exploitant.

A défaut de titre ou de titre valable, l'usager horaire devra acquitter l'indemnité forfaitaire selon le tarif en vigueur.

6.2 - Usager abonné ou titulaire d'une « carte forfait ».

- Pour entrer et sortir du parking : validation du moyen d'accès délivré par l'exploitant lors de la conclusion du contrat d'abonnement (carte, badge, télécommande....) de façon à toujours être en bon cycle (c'est à dire, alterner une entrée et une sortie).

A défaut, l'usager abonné sera considéré comme un usager horaire et devra acquitter le prix correspondant au temps de stationnement selon le tarif horaire en vigueur.

6.3 - Tout usager devra présenter son titre de stationnement (ticket, carte, badge ...) à toute demande du personnel de l'exploitant. Il reste seul responsable de l'utilisation qui pourrait être faite de son titre en cas de perte, vol ou usage frauduleux. En cas d'absence de titre, le forfait ticket perdu en vigueur s'applique.

STATIONNEMENT DES VEHICULES.

Article 7 : La durée de stationnement des véhicules est limitée.

- Usager horaire : la durée de stationnement autorisée est de 7 jours consécutifs.
- Usager abonné : à l'échéance du contrat d'abonnement, l'abonné est considéré comme un usager horaire.

Au-delà de la durée de stationnement autorisée, l'exploitant peut :

- demander l'enlèvement du véhicule et sa mise en fourrière.
- procéder à l'immobilisation du véhicule contrevenant afin que l'usager ne puisse quitter le parking sans passer au bureau du parking (mise en place d'un sabot de Denver, chaîne ou anti-vol pour les deux roues) pour y acquitter l'intégralité des sommes dues à l'exploitant.

Article 8 : Le stationnement ne doit causer aucune gêne au fonctionnement du parking. Le stationnement devra être effectué de façon telle que le véhicule n'empiète pas sur la piste de circulation, ni sur l'emplacement voisin. Le stationnement de tout véhicule est strictement interdit en dehors des emplacements matérialisés au sol, ainsi que sur des emplacements aménagés pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) ou réservées à un autre usage.

L'usager reconnaît à l'exploitant le droit de faire déplacer à ses frais son véhicule si la nécessité de l'exploitation ou de la sécurité venait à l'exiger. Ceci s'applique, entre autres, aux véhicules garés en dehors des emplacements tracés au sol et gênant la circulation ou stationnant dans les endroits aménagés.

Convention d'Affermage du Parking des Arceaux

Article 9 : L'abonnement constitue un simple tarif forfaitaire préférentiel pour le stationnement de longue durée, sans places réservées. Les abonnés ne peuvent donc stationner dans le parking que dans la mesure des places disponibles, sur les emplacements non réservés à d'autres usages et dans les limites précisées dans la convention d'abonnement souscrite auprès de l'exploitant.

En fonction des capacités d'accueil du parking le nombre d'abonnements peut être modulé. Les demandes insatisfaites seront inscrites sur une liste d'attente, les souscriptions se feront par ordre d'inscription au fur et à mesure de la résiliation des abonnements existants.

Il est précisé qu'aucune suspension de contrat pour quelque motif que ce soit n'est acceptée. Tout abonné peut, s'il le souhaite et en respectant le délai de préavis d'un mois, résilier son contrat d'abonnement. Le renouvellement de l'abonnement se fera dans la limite des places disponibles.

CIRCULATION

Article 10 : Les règles du Code de la Route s'appliquent à la circulation des véhicules à l'intérieur du parking.

Les usagers sont responsables de tous les dommages qu'ils pourraient causer aux autres usagers du parking, au personnel d'exploitation, aux installations du parc et aux véhicules qui y stationnent.

Article 11 : La vitesse des véhicules sur les pistes de circulation doit être maintenue à celle du pas (vitesse 10 Km/heure). Les dépassements sont interdits. La marche arrière n'est autorisée que lors de la manœuvre de mise en stationnement ou au moment du départ. En cas de panne, le conducteur du véhicule devra faire appel à des moyens de dépannage.

Article 12 : Les usagers devront couper le moteur dès l'achèvement de la manœuvre de stationnement. La voiture devra être fermée à clef, les glaces devant également être fermées, et le frein à main serré. Lors du départ, la durée de rotation à vide du moteur devra être limitée au temps strictement nécessaire à un démarrage convenable.

RESPONSABILITES

Article 13 : Les usagers circulent et stationnent dans le parking à leurs risques et périls, notamment en ce qui concerne les dommages, les actes de vandalisme, les vols du véhicule, ou son contenu, dont ils pourraient être victime.

L'exploitant ne peut en aucun cas être considéré comme dépositaire du véhicule et de son contenu, le prix payé correspond à un droit de stationnement et non à un droit de garde.

Le cas échéant, l'existence d'une installation vidéo, la présence d'un agent de parking, la présence d'un garage à vélo... sont des prestations supplémentaires et accessoires à la mise à disposition d'un emplacement de stationnement et ne constituent nullement une obligation de gardiennage des véhicules et de leur contenu.

Article 14 : En cas de vol, d'incendie ou d'explosion, l'exploitant ne pourra être rendu responsable que si la faute peut être prouvée et retenue à son encontre. L'exploitant ne peut pas être tenu de répondre des cas fortuits ou de force majeure (par exemple : vol à main armée ou incendie provenant d'un immeuble voisin, phénomène de la nature, inondations, neige, tempête, grèves, émeutes, terrorisme, sabotages, guerres civiles, ainsi que les conséquences de la chute des appareils de navigation aérienne ou le franchissement du mur du son, etc ...), cette liste est énonciative et non limitative.

Article 15 : L'exploitant ne peut être responsable de dégâts et préjudices résultant du gel. Il appartient au propriétaire du véhicule de prendre toutes mesures contre ce risque

Convention d'Affermage du Parking des Arceaux

Article 16 : En cas de sinistre, l'évacuation des véhicules est laissée à la diligence des usagers. En aucun cas, l'exploitant ne se charge d'aviser les propriétaires des véhicules ni d'en assurer l'enlèvement. L'exploitant ne pourra être rendu responsable des dégâts que pourraient subir les véhicules en cas d'inobservation de cette clause à laquelle nulle dérogation ne pourra être faite.

Article 17 : En tout état de cause, en cas de vol de véhicule dont l'exploitant serait rendu responsable, seul le véhicule lui-même est garanti jusqu'à concurrence de sa valeur vénale au jour du vol, fixée le cas échéant à dire d'expert à l'exclusion :

- de toute indemnité de privation de jouissance, frais de carte grise et vignette.
- des roues de secours lorsqu'elles ne sont pas protégées, de tous les objets laissés à l'intérieur du véhicule, quelle qu'en soit l'importance ou la valeur (couverture, vêtement, trousse, mallettes, cantines, valises, pneumatiques, etc...) ainsi que les accessoires attachés au véhicule

En aucun cas, la Société exploitante ne souscrit d'assurances au nom et pour le compte des clients en vue de couvrir des risques pour lesquels sa responsabilité n'est pas engagée.

Article 18 : A l'intérieur des limites du parking, les usagers restent responsables de tous les accidents corporels, ainsi que des dommages et dégâts matériels qu'ils pourraient provoquer par maladresse, par malveillance, ou en vertu de l'inobservation des prescriptions du présent règlement, tant aux voitures qu'aux installations.

FONCTIONNEMENT DES TOILETTES PUBLIQUES

Les toilettes publiques constituent un service gratuit offert à la collectivité afin de maintenir les installations en bon état de fonctionnement, d'hygiène et propreté, leur utilisation est soumise aux règles suivantes.

Article 19 – Ouverture des toilettes.

Les toilettes publiques sont accessibles uniquement pendant les heures d'ouverture au public: de 7h00 à 21h00 du lundi au samedi et de 12h00 à 21h00 le dimanche.

L'utilisateur qui souhaite utiliser les toilettes publiques doit demander l'ouverture de la porte à l'agent présent à l'accueil.

L'utilisation des toilettes publiques étant gratuite, l'exploitant du parking n'est pas tenu d'assurer une accessibilité permanente.

L'accès aux toilettes peut être suspendu à la discrétion de l'exploitant du parking, notamment pour les raisons suivantes :

- Dysfonctionnement de tout ou partie des équipements (éclairage, alimentation en eau, dégradations...),
- Etat de propreté temporairement incompatible avec l'utilisation des équipements dans des conditions d'hygiène satisfaisantes,
- Absence temporaire de l'agent,
- Perturbations dans l'exploitation générale du parking.

Article 20 – Interdiction d'accès.

L'accès des toilettes est interdit :

- aux personnes accompagnées, à l'exception des enfants accompagnés d'un adulte ou aux PMR assistées d'un accompagnateur,
- aux personnes munies de colis ou bagages encombrants (sac à dos, sac de voyage...),
- aux personnes sous l'emprise de l'alcool ou de produits stupéfiants,
- aux personnes dont le comportement est incorrect, discourtois, provoquant, obscène ou qui manifestent une volonté d'utilisation contraire au présent règlement,
- aux personnes qui ne présentent pas une tenue correcte,
- aux animaux,

Convention d'Affermage du Parking des Arceaux

Article 21 - Règles d'utilisation.

Les utilisateurs doivent respecter les conditions normales, « en bon père de famille » des équipements (cuvette, urinoir, lavabo, savon, dispositif de séchage, miroir, poubelles..). Le verrouillage des toilettes est obligatoire pendant leur utilisation.

A l'intérieur des toilettes, il est interdit :

- de fumer,
- de jeter des objets ou détritrus dans la cuvette, l'urinoir, le lavabo,
- de procéder à des actes de toilettes corporelles autres que l'hygiène des mains.

La présence des utilisateurs à l'intérieur des toilettes est limitée au strict nécessaire, l'exploitant peut mettre œuvre des mesures visant à écarter la présence des utilisateurs au-delà d'une durée manifestement excessive (temporisation de l'éclairage ...).

Article 22 – Entretien et nettoyage.

L'exploitant du parking s'engage à entretenir et à nettoyer les installations de façon à maintenir un état de propreté satisfaisant. L'exploitant fera intervenir des sociétés spécialisées selon des fréquences de passage adaptées. Cependant, les utilisateurs ne pourront formuler de réclamation en cas de dysfonctionnements temporaires ou d'absence limitée de consommables (papier et/ou savon).

Les utilisateurs doivent signaler à l'exploitant du parking les défauts de fonctionnement ou d'approvisionnement constatés.

Article 23 – Sécurité.

En cas de présence à l'intérieur des toilettes pendant une durée manifestement excessive, l'exploitant peut procéder au déverrouillage et à l'ouverture des toilettes. Auparavant, l'agent devra interpellé l'utilisateur à travers la porte et prévenir celui-ci qu'à défaut de réponse il procédera à l'ouverture de la porte.

POLICE GENERALE

Article 24 : L'installation électrique des emplacements et des parties accessibles au public est uniquement destinée à l'éclairage. Les prises de courant, de quelque sorte que ce soit, sont exclusivement réservées à l'usage de l'exploitant pour les besoins du service, leur usage par la clientèle est formellement prohibé. L'usager s'engage à ne faire dans le parking ni réparation, ni lavage de voiture.

Article 25 : A l'intérieur du parking, il est interdit à toute personnes :

- de fumer dans le parc et d'y allumer des appareils non électriques,
- de remplir le réservoir d'essence le moteur étant branché,
- d'immobiliser d'une façon quelconque le véhicule, celui-ci devant pouvoir être rapidement évacué en cas de besoin,
- de faire usage de tout appareil sonore et de tout dispositif susceptible d'incommoder le voisinage ;
- d'entreposer dans les voitures et dans les coffres, des chiffons imprégnés de matière grasse, des matières inflammables, des substances explosives, des huiles, du carburant, la quantité étant strictement limitée au contenu des réservoirs. Tout transvasement est interdit.
- de dégrader, de souiller ou détériorer le matériel et les appareils de toute nature servant à l'exploitation ;
- d'empêcher le fonctionnement des signaux ou appareil quelconque ou de manœuvrer sans en avoir mission ceux qui ne sont pas normalement à la disposition des usagers

Convention d'Affermage du Parking des Arceaux

- de troubler ou d'entraver par des signaux faits en dehors du service ou de toute autre manière la mise en marche et la circulation des véhicules
- de pénétrer, circuler ou stationner sans autorisation dans les parties du parking et leurs dépendances qui ne sont pas affectées à la circulation publique
- d'y introduire des animaux, sauf les chiens tenus en laisse ou les animaux de petite taille transportés dans des bagages adaptés
- de jeter ou déposer des matériaux ou objets quelconques
- de pénétrer sans motif valable dans les véhicules en stationnement
- de circuler avec patins à roulettes, skate-board

Article 26 : La présence des usagers n'est autorisée à l'intérieur du parking, y compris à l'intérieur du véhicule, que dans la mesure où elle se justifie par des opérations liées au stationnement de leur véhicule et pour le temps strictement nécessaire à ces opérations.

Le parking est également interdit à toute personne portant objets qui pourraient être la source de danger par leur nature, leur qualité ou l'insuffisance de leur emballage, ou les objets qui pourraient incommoder les autres usagers par leur nature ou leur odeur.

Article 27 : Toute quête, vente d'objets quelconques ou offre de services est interdite à l'intérieur du parking, ainsi que tout affichage intérieur et extérieur.

Article 28 : Dans le cadre des dispositions concernant la prévention de l'insécurité, le parking peut être équipé d'un système de vidéosurveillance. Le cas échéant, ce dispositif sera mis en place conformément au décret n° 96.926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°95.73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité.

Article 29 : Le personnel du parking doit avoir vis à vis des usagers la plus grande courtoisie. Un cahier de réclamation sera tenu à la disposition des usagers et du public. Pour être valable, la réclamation devra comporter les noms, prénoms et adresse du réclamant, sa signature, la date ainsi qu'un exposé succinct mais circonstancié des faits ou états de choses motivant la réclamation.

CAHIER DES PRESCRIPTIONS POUR L'EXPLOITATION ET L'ENTRETIEN DU PARKING DES ARCEAUX

CHAPITRE I - EXPLOITATION COURANTE

Les diverses installations seront exploitées conformément aux lois et règlements relatifs à ces activités.

ARTICLE 1.1 – SECURITE

Les consignes de sécurité seront affichées dans le local d'accueil.

ARTICLE 1.2 – REGLEMENT INTERIEUR DU PARC

Le règlement intérieur du parc public sera affiché de façon visible à l'intérieur du local d'accueil des clients.

Un registre destiné à recevoir les réclamations du public sera maintenu en permanence sur place dans le local d'exploitation.

ARTICLE 1.3 – PERSONNEL

Le Délégué devra se conformer, relativement à son personnel, aux textes législatifs et réglementaires sur le travail et la sécurité sociale.

Les agents devront porter une tenue les rendant facilement identifiables.

ARTICLE 1.4 - HORAIRES D'OUVERTURE DU PARC

Le parking sera ouvert aux usagers 7/7 jours et 24/24 heures. Toutefois dans des conditions fixées avec la Collectivité de Montpellier, le Délégué pourra limiter l'accès des usagers.

ARTICLE 1.5 – ACCUEIL DES USAGERS

Les usagers disposeront d'une assistance et d'information sur site pendant les périodes de présence du personnel qui sera limitée aux heures suivantes :

- Du lundi au samedi de 9h00 à 20h00,
- Le dimanche de 12h00 à 20h00

En l'absence du personnel, l'assistance et l'information des clients seront assurées depuis le PC TaM Europa, via une gestion technique centralisée, le dimanche matin.

Les prestations d'accueil, d'information, de nettoyage et de maintenance seront exécutées soit par des agents du Délégué, soit par ceux d'une entreprise spécialisée choisie et rémunérée par le Délégué.

ARTICLE 1.6 - PROPRETE DE L'OUVRAGE

Le parc et les locaux d'exploitation devront être maintenus dans un état de propreté et de salubrité irréprochable.

Le nettoyage consistant à éliminer les salissures afin d'assurer la propreté, l'hygiène, l'esthétique des installations (enlèvement des détrit, souillures, des affichages sauvages, traitement des graffitis...). Les salissures seront traitées par actions mécaniques ou chimiques préservant l'intégrité du support.

Les spectres résiduels générés par la migration des composants des souillures (peinture, encre, colle....) dans le support ne seront traités dans la limite d'actions n'altérant le support (abrasion, décoloration).

Les spectres résiduels seront masqués par une remise en peinture du support lorsque l'aspect des installations ne sera plus acceptable compte tenu de l'environnement général du site.

Le parking étant situé sur la Place Max Rouquette, l'enlèvement des feuilles mortes reste à la charge de la Collectivité. Le Délégué s'engage à faciliter le passage des véhicules et/ou agent chargé du nettoyage du domaine public.

CHAPITRE II - ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1 – PERIMETRE DE L'AFFERMAGE

Le Délégué tiendra le périmètre de l'affermage en parfait de propreté et de salubrité.

ARTICLE 2.2- ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

Le Délégué devra faire son affaire personnelle, de l'exécution de tous les règlements administratifs et de police, en vigueur au 1/01/2011 et s'appliquant aux équipements dont l'entretien lui incombe.

La répartition de la responsabilité entre la Collectivité et le Délégué concernant les opérations d'entretien, de maintenance, de renouvellement, d'amélioration ou de remise à niveau des biens délégués est faite selon le principe suivant :

Le Délégué prendra en charge les travaux d'entretien et de remise en état de tous les équipements et matériels permettant la marche de l'exploitation.

- ✧ Les matériels de péage
- ✧ Les toilettes publiques sanitaires
- ✧ Le véloparc,
- ✧ Les panneaux et flèches de jalonnement disposés à l'intérieur du parc de stationnement
- ✧ L'interphonie et les caméras de vidéosurveillance
- ✧ Les locaux d'exploitation, et en particulier l'espace accueil
- ✧ les divers équipements de réseaux

Le Délégué assure également

- ✧ Le balayage et le nettoyage de l'emprise du parking, à l'exception des feuilles mortes, et des installations donnant sur la voie publique,
- ✧ La suppression des affiches et graffitis.

Convention d'Affermage du Parking des Arceaux

En tant que propriétaire de l'équipement, la Collectivité prend à sa charge :

- ✧ Les travaux de mise en conformité (modification, création, remplacement) liés à l'entrée en vigueur de nouvelles réglementations concernant la sécurité des biens et des personnes ou de nouvelles normes techniques, administratives ou financières ne permettant pas au Déléataire d'assurer l'exploitation du parking dans les conditions prévues initialement.
- ✧ Les coûts liés aux dégradations, du revêtement, du fond et du tréfonds du parking.

CHAPITRE III - QUALITE DES PRESTATIONS

Dans ses missions de gestion de l'ouvrage et d'accueil des clients, le Déléataire s'engage à respecter les critères de qualité définis dans le référentiel des engagements ci-après.

Les procédures précisant les modalités d'exécution des prestations conformément aux engagements seront présentées à la Collectivité sur simple demande.

REFERENTIEL DES PROCEDURES

Rubrique 1 – Accueil clientèle		Objectifs attendus	Méthode	Supports / moyens
1.1	Les clients sont accueillis avec courtoisie par un agent identifiable et disponible	Les agents du parc adoptent une attitude avenante (sourire, regarder le client, formule de politesse...). La prise en charge du client est immédiate, en cas d’affluence à l’accueil, l’agent fait patienter le client par une mise en attente aimable avec une formule d’attente et de politesse. Le personnel est identifiable par sa tenue référencée. Sa tenue est propre et soignée	Le personnel au contact du client reçoit une formation à l’accueil et un document de présentation succinct des services proposés à disposition de la clientèle.	Procédure d’accueil clients dans les parkings
1.2	Les clients obtiennent une réponse adaptée à sa demande dans notre gamme commerciale	En réponse à une demande d’un client, chaque agent du parc peut apporter au minimum une information sur les services proposés par les parkings et l’agence voirie. Il dispose de plaquettes d’information et du plan des zones du stationnement payant sur voirie. Si l’agent du parc ne peut répondre directement à la demande du client, il l’oriente vers l’interlocuteur/le service le plus apte à le renseigner.		Document de présentation succinct des services proposés, plaquettes d’information, plan des zones du stationnement payant sur voirie

Convention d’Affermage du Parking des Arceaux

Rubrique 2 – Information clientèle		Objectifs attendus	Méthode	Supports / moyens
2.1	Les clients disposent, sur place, de l’information nécessaire à la bonne utilisation de nos services. Cette information est également accessible sur notre site Internet	Le règlement intérieur du parking est affiché dans le local d’accueil. Les heures de présence des agents au bureau d’accueil et les services proposés par le parc (prêt de vélos, prêt de chargeur de batterie sur certains parkings..) sont affichés dans le parc. Dans le bureau d’accueil, des documents commerciaux, sur les services proposés par TaM Stationnement, sont remis aux clients sur simple demande.	Contrôle de la présence des informations affichées Un suivi des stocks des documents commerciaux est réalisé. En cas de rupture, une information de substitution est mise en place.	Procédure de suivi des anomalies Check list
2.2	Les clients disposent d’une information complète, exhaustive et lisible relative à l’usage des équipements péagers (bornes d’entrée et de sortie, caisses automatiques). Les caisses automatiques sont équipées d’un bouton « langue » proposant une information en anglais, en allemand et en espagnol.	Sur les bornes d’entrée et de sortie, toutes les commandes sont lisibles : sur les bornes d’entrée, la position du bouton ticket, du lecteur de cartes, du bouton d’appel est clairement indiquée sur les bornes de sortie, la position du lecteur de cartes ou ticket, et du bouton d’appel est clairement indiquée.	Le personnel au contact du client reçoit une formation sur le fonctionnement des équipements	Procédure de suivi des anomalies Check list

Convention d’Affermage du Parking des Arceaux

		Aux abords des caisses automatiques, les modes de paiements acceptés sont indiqués Sur les caisses automatiques tous les modes de paiement sont clairement indiqués (billets, pièces, cartes bleues) avec détail des pièces et billets acceptés. L’emplacement du lecteur du ticket horaire est bien indiqué. L’emplacement du lecteur de carte bancaire, l’emplacement du monnayeur pour les paiements par pièces et les modalités d’obtention du justificatif sont bien indiqués. Le bouton d’appel (interphone) est bien visible.	L’agent de parc note les anomalies constatées.	Il existe un stock d’étiquettes d’information afin de remplacer rapidement les éléments défectueux.
	Rubrique 3 – Signalisation et accessibilité dans les parkings	Objectifs attendus	Méthode	Supports / moyens
3.1	Une signalétique piéton claire et visible oriente les clients sur le parking.	Le client doit repérer facilement les cheminements piéton, les emplacements des caisses automatiques et le bureau d’accueil. La situation du bureau d’accueil est indiquée de façon visible.	Les anomalies sont prises en charge dans les 48 heures ouvrées après détection.	Procédure de suivi des anomalies
				Procédure de suivi des anomalies Check list

Convention d’Affermage du Parking des Arceaux

3.2	Les clients repèrent facilement les accès piéton et véhicule grâce à une signalisation adaptée	L’enseigne du parking est en bon état, propre et visible	L’agent de parc note quotidiennement les anomalies constatées	Procédure de suivi des anomalies Check list
		Les panneaux d’accès piétons sont propres et en bon état.	Les anomalies sont prises en charge dans les 48 heures ouvrées après détection.	
		Les affichages obligatoires (horaires d’ouverture, prix disponibilité du parking, restriction d’admission : hauteur, vitesse,...) sont visibles par le client.		
Rubrique 4 – Disponibilité des équipements				
4.1	En cas d’incidents techniques, la demande d’intervention du prestataire concerné intervient dans les deux heures, après constatation du défaut.	L’agent du parc contrôle : - les lecteurs de cartes abonnés et de cartes bancaires, les barrières d’entrée et de sortie, les systèmes d’interphonie, les caisses automatiques, L’appel au prestataire de service est consigné sur une fiche de signalement.	Les incidents techniques sont signalés au prestataire dans les 2 heures ouvrées du prestataire	Procédure maintenance, réparation, contrôle des matériels de péage
				Panneau de remise en état du matériel
4.2	La date de remise en état du matériel est affichée sur l’équipement défectueux.	Un panneau indiquant la date prévisionnelle de remise en état est apposé sur l’appareil défectueux	Un panneau est apposé sur l’équipement	Fiche de signalement et de suivi des pannes
Rubrique 5 – Quiétude et Propreté des équipements parkings				
5.1	Les clients sont accueillis dans un édicule bien éclairé. (Eclairage du parking par l’éclairage public)	L’éclairage est suffisant et en bon état de fonctionnement. En cas de non-fonctionnement ou de signe de faiblesse l’agent de parc le signale au responsable qui sollicite le prestataire de service, dans les 48 heures ouvrées.	L’agent de parc vérifie 3 fois par semaine le fonctionnement de l’éclairage dans l’édicule	Contrat prestataire Procédure de contrôle et réparation de l’éclairage dans les parkings

Convention d’Affermage du Parking des Arceaux

5.2	L’espace de circulation et les places de stationnement sont propres.	L’agent de parc ou le prestataire de nettoyage procède à l’enlèvement quotidien de tous les détrit. Des poubelles sont présentes à proximité des caisses automatiques.	Des instructions sont données au personnel affecté sur chaque parking.	Procédure de nettoyage du parking par tour
5.3	Les équipements péagers (caisses automatiques, bornes d’entrée et sortie voiture) sont propres.	L’espace devant les caisses automatiques est nettoyé quotidiennement. Les caisses automatiques sont nettoyées deux fois par semaine, les détrit. déposés sur les caisses sont enlevés tous les jours. Les bornes d’entrée et sortie voitures sont nettoyées toutes les semaines.	Des instructions sont données en ce sens au personnel affecté sur chaque parking.	Plan et programme de nettoyage
Rubrique 6 – Respect de l’environnement		Objectifs attendus	Méthode	Supports / moyens
6.1	Le parking effectue le tri sélectif des déchets produits par son activité.	Mise en place de bacs de récupération pour nos déchets recyclables (exemples : papiers, revues, les piles, les cartouches d’encre de nos imprimantes).		Liste des déchets recyclables

COMITE TECHNIQUE PARITAIRE

Du 05 Février 2010

Le CTP du 5 février 2010 a débuté par la présentation (pour information) de l'élargissement du Plan de Déplacement Entreprise qui visera à moyen terme l'ensemble des déplacements domicile-travail et déplacements professionnels. Un prestataire externe sera désigné, après consultation, d'ici le mois d'avril et sera chargé dans un premier temps, d'établir un diagnostic sur les pratiques actuelles de déplacement et, dans un 2ème temps, de préconiser des solutions ambitieuses et adaptées au fonctionnement de la collectivité dans un souci économique.

1) SERVICE ENFANCE :

1.1 Réorganisation de la cellule sociale :

L'évolution des missions dévolues à la cellule sociale du Service Enfance ainsi que le départ de plusieurs agents, conduit à prendre en compte de nouveaux enjeux d'amélioration des procédures d'inscriptions tout en assurant un besoin croissant d'accompagnement des familles. Dans ce contexte, l'organisation de la cellule a été repensée avec la création de deux sections : « section sociale » et « section relations avec les familles ». Cette réorganisation est possible, à effectifs constants, et sera expérimentée sur plusieurs mois pour permettre une meilleure répartition des missions administratives et sociales.

Avis du Comité Technique Paritaire : approuvée à la majorité

1.2 Bilan des fermetures estivales des crèches et calendrier 2010 :

La fermeture sur 3 périodes au lieu de 2 comme précédemment a été testée durant la période estivale 2009. Suite à un bilan très positif, il a été proposé au CTP de pérenniser cette organisation (de la mi-juillet à mi-août).

Avis du Comité Technique Paritaire : approuvé à l'unanimité

2) SERVICE MINIMUM D'ACCUEIL : ADAPTATION DU DISPOSITIF :

Pour se conformer à la loi, la Ville de Montpellier a mis en place un Service Minimum d'Accueil. Ce service a été effectif à l'occasion des deux journées de grève qui concernaient les enseignants des écoles maternelles et élémentaires les 24 novembre et 15 décembre 2009. Il convient d'adapter les moyens mobilisés par la Ville à la réalité des besoins révélés pour ces 2 journées sans modifier les exigences absolues de sécurité des enfants et d'encadrement qualifié.

Le Service Education tient un décompte du nombre d'Etablissements susceptibles d'utiliser le SMA, par mouvement, afin d'adapter l'offre d'accueil à une demande prévisionnelle des familles. Une évaluation statistique des évolutions constatées sera effectuée en vue d'un éventuel réajustement du dispositif.

Avis du Comité Technique Paritaire : approuvé à la majorité

3) ACTUALISATION DU REGIME INDEMNITAIRE APPLICABLE AUX AGENTS RELEVANT DU CADRE D'EMPLOI D'AGENT DE MAITRISE :

Malgré une revalorisation du niveau de régime indemnitaire attribué aux agents exerçant les fonctions de contremaître, intervenue à l'occasion de la délibération du 25 juillet 2006, l'écart reste conséquent entre les montants dont bénéficient les surveillants de travaux et ceux dont bénéficient les contremaîtres.

Par ailleurs aucune distinction n'apparaît, parmi les agents relevant des fonctions de contremaître, entre les agents exerçant des fonctions d'encadrement et ceux n'exerçant pas de telles fonctions, pas plus qu'avec les agents exerçant des fonctions d'encadrement en qualité de « second » ou d'adjoint au chef d'équipe.

Il est donc proposé de :

- ✚ Revaloriser le régime indemnitaire attribué aux agents de maîtrise exerçant les fonctions de contremaître ;
- ✚ Créer un niveau de « contremaître adjoint » qui sera attribué aux agents exerçant les fonctions de « second » ou d'adjoint au chef d'équipe ;
- ✚ Créer un niveau « autres fonctions », qui correspondra à l'actuel niveau attribué aux contremaîtres, qui sera attribué aux agents qui n'assurent pas de fonction d'encadrement et ne relèvent pas d'une autre fonction déjà définie pour le cadre d'emploi d'agent de maîtrise.

Avis du Comité Technique Paritaire : approuvée à la majorité

4) MODIFICATION DE LA VALEUR FACIALE DES TICKETS RESTAURANTS :

Poursuivant l'objectif de renforcer l'aide apportée aux agents disposant de faibles revenus, Madame le Maire souhaite mettre en œuvre une nouvelle revalorisation et porter la valeur faciale des titres de restauration attribués aux agents appartenant aux deux premières tranches de revenu à 7 euros. Les agents relevant de la première tranche de revenus bénéficieront également d'une revalorisation de la valeur faciale qui sera portée de 5 à 5,5 euros.

Avis du Comité Technique Paritaire : approuvée à l'unanimité

5) DELEGATION DE SERVICE PUBLIC, PARKING DES ARCEAUX :

L'avis du CTP a été sollicité sur le renouvellement de la délégation de service public pour le parc de stationnement des « Arceaux ».

Avis du Comité Technique Paritaire : approuvée à l'unanimité

6) SUIVI DU DEPASSEMENT MENSUEL DU QUOTA D'HEURES SUPPLEMENTAIRES :

Bilan annuel des cas de dépassement du contingent mensuel de 25H, du fait de raisons de services.

Avis du Comité Technique Paritaire : approuvé à l'unanimité

7) SUPPRESSIONS ET CREATIONS DE POSTES POUR MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS :

L'avis du CTP est sollicité sur les suppressions et créations de postes au tableau des effectifs.

Avis du Comité Technique Paritaire : approuvé à l'unanimité

Il a également été présenté, pour information, le projet de gestion de la dépense d'impression qui consiste en la mise en place d'un décompte et d'une analyse des impressions par service : données qui serviront de base à la définition d'un projet de rationalisation des impressions.

Délégation de service public du parking des **ARCEAUX**

Rapport final après négociations

Novembre 2010

PREAMBULE

La Commission de délégation de service public du parc de stationnement des Arceaux s'est réuni le **mardi 28 septembre 2010** à l'Hôtel de Ville afin d'analyser et de sélectionner les offres déposées dans les délais impartis par les entreprises candidates à la gestion déléguée de ce parc.

Conformément à la liste arrêtée par procès verbal de la Commission précitée en date du 23 juillet 2010, ont été examinées les offres des 2 sociétés suivantes :

- EFFIA
- TaM, actuel délégataire

L'examen des offres est ordonné sur la base des critères suivants non hiérarchisés :

- Niveau détaillé de redevance
- Evolution de la grille tarifaire
- Qualité des investissements
- Montant des investissements
- Modalités générales de fonctionnement du parc

Pour les négociations, un courrier daté du 20/10/10 a été envoyé aux deux candidats.

Il portait pour EFFIA sur :

- Les différents tâches afférentes à l'entretien du parking, ainsi que leur montant par an..
- Les travaux de reprise du sol à prévoir durant la DSP et leur montant
- Les tarifs des abonnements
- L'étude d'une nouvelle variante portant sur la surveillance du parking : présence d'un gardien du lundi au samedi de 9h à 20h et le dimanche de 12h à 20h avec mise en place d'un système de vidéosurveillance
- La possibilité de revoir le niveau des redevances

Il portait pour TaM sur :

- L'étude d'une nouvelle variante portant sur la surveillance du parking
- La possibilité de revoir le niveau des redevances

Les offres étaient à remettre le 03 novembre 2010 au plus tard. Les deux offres ont été déposées dans les délais.

I. Qualité et montant des investissements

Le programme de travaux prévu au cahier des charges initial prévoyait une mise à niveau du revêtement de la place de stationnement et la reprise partielle du marquage au sol.

Par ailleurs il était précisé que « La Ville de Montpellier attire l'attention des candidats sur le fait que l'objectif est de réaliser les travaux a minima étant donné l'incertitude sur l'avenir de ce parc de stationnement »

1. Programme de base

L'offre initiale de la société EFFIA comportait la rénovation totale du sol pour un coût de travaux de 54 000 € HT dès le début de l'exploitation du parking.

L'offre initiale de la société TaM reprenait les prescriptions du document- programme (reprise partielle) pour un coût de travaux de 13 060 € HT en 2011 et 14 398 € HT en 2013, soit 27 458€ HT au total.

2. Offre des candidats dans le cadre des négociations, prenant en compte l'installation d'un système de vidéosurveillance

2-1 EFFIA : « reprise partielle du revêtement » :

Extrait du courrier : Revoir à la baisse le programme des investissements et de n'effectuer qu'une reprise partielle du revêtement, de manière à baisser le montant des investissements. Cette reprise du revêtement devra être effectuée 2 fois au cours de la DSP;

Pour répondre au courrier de négociation, EFFIA transmet les précisions suivantes concernant les travaux d'amélioration du parking :

- La neutralisation des zones à traiter avec barrières de chantier type Heras
- L'affichage à destination de la clientèle pour les informer des travaux réalisés
- La purge des « nids de poule »
- Le bouchage des « nids de poule » avec de l'enrobé
- L'effacement du marquage inutile
- Le marquage au sol des emplacements selon charte EFFIA

Une deuxième reprise du sol est prévue durant le contrat.

- **Le montant des travaux de reprise de revêtement** a été revu à la baisse dans la nouvelle offre.

- Les travaux de reprise (2 interventions durant le contrat) s'élèvent désormais à 46K€ HT contre 54K€ HT dans l'offre initiale.

- Afin de répondre aux conditions d'exploitation, la nouvelle offre d'EFFIA prend en compte, pour 11 K€ HT, **la pose et la mise en service de la vidéosurveillance** avec report des images sur le parc Arc de Triomphe sur lequel du personnel est présent 24h/24 et 7j/7. Ce montant vient s'ajouter au montant des travaux de reprise de revêtement.

Par conséquent, le montant total des investissements s'élève à 57K€ HT.

2-2 TaM : Mise en place d'un système de vidéosurveillance

Pour rappel aucune précision n'avait été demandée à TaM sur l'entretien du parking, l'offre initiale reste donc valable.

Concernant la vidéosurveillance :

La réduction de la durée d'amortissement de 10 ans à 5 ans et l'installation de la vidéosurveillance génèrent une charge supplémentaire de **71K€HT**.

Un système d'alarme anti intrusion sera également installé sur le guichet d'accueil, les WC, les caisses automatiques...

Coût des travaux : **11,8K€ HT**.

Le montant total des investissements s'élève donc à 39,258K€ HT (travaux de reprise : 27,458K€ HT+ mise en place du système de vidéosurveillance : 11,8K€ HT)

Conclusion :

- EFFIA répond pleinement à la demande de la Ville en précisant clairement les améliorations apportées au parking et en réduisant le programme d'investissement
- TaM pour des travaux équivalents propose un coût moins élevé

Les deux offres fournies par les candidats sont satisfaisantes, mais, en termes d'investissements, celle de TaM est plus intéressante pour la Ville.

II. Modalités de fonctionnement du parc

1. La surveillance du parking

Le document-programme imposait une ouverture 24h/24 et 7 j/7 avec présence permanente de personnel.

1-1 Programme de base

Dans son offre initiale, TaM, pour assurer cette amplitude horaire, maintient les effectifs actuels affectés au parc soit 5,7 ETP (équivalent temps plein).

L'offre initiale d'EFFIA répond également aux attentes de la Ville de Montpellier : l'équipe du parc est constituée de 5 agents d'exploitation.

	Charges de personnel en € HT / an	
TaM	241 000 €	} Différence = 57 500€ / an
EFFIA	183 500€	

La différence des charges de personnel s'explique par le fait que le personnel de la société TAM est affilié à la convention collective des transports urbains, qui est plus favorable aux agents que la convention collective des services de l'automobile dont dépendent les employés d'EFFIA.

Les variantes sont acceptées dans le règlement de la consultation.

Variantes du programme de base proposées par les candidats

a. EFFIA : variante « Pas de gardien la nuit »

Si le parc reste ouvert 24h/24 et 7h/j, EFFIA propose de réduire les heures de présence de personnel : il n'y aura pas de gardien (donc pas de présence humaine) :

- Du lundi au samedi : le soir, à partir de 19h jusqu'à 9h
- Le dimanche : de 13 h à 15h et le soir à partir de 19h

En dehors de ces heures, le parking est géré à distance depuis le parking Arc de Triomphe (où le personnel est présent 24/24h).

Cette variante permet de réduire les frais de personnel de -76 k€ / an soit -380 k€ sur toute la durée la DSP. Cela permet d'augmenter la redevance versée à la Ville de -73 k€ / an soit + 365 k€ sur toute la durée de la DSP.

b. TaM : variante « Pas de gardien le dimanche de 5h à 12h »

La variante proposée consiste à supprimer la présence de personnel le dimanche matin entre 5h et 12h La présence de personnel est :

- du lundi au samedi : 24h/24h,
- le dimanche : de 12h à 5h.

En cas d'appel, le parking est relié au PC de TaM à Europa.

Cette variante permet de réduire les frais de personnel de -5 k€ /an, soit -25 k€ sur toute la DSP. Cela permet d'augmenter la redevance versée à la Ville de +14 k€ / an soit +72 k€ sur toute la durée de la DSP.

1-2 Offre des candidats dans le cadre des négociations

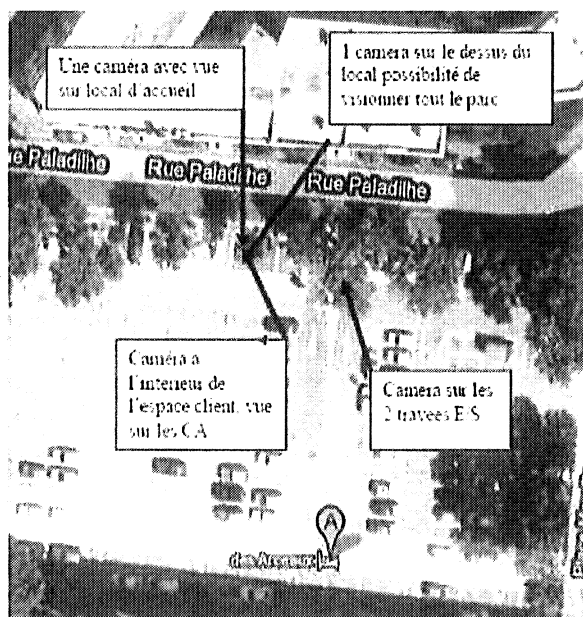
Pour les deux candidats la demande était la même, c'est-à-dire une nouvelle offre intégrant une présence du personnel du lundi au samedi de 9h à 20h et le dimanche de 12h à 20h et en complément l'installation d'une vidéosurveillance.

1-2-1 EFFIA : personnel + installation d'une vidéo surveillance

Dans sa nouvelle offre EFFIA prévoit :

- De 9h00 à 20h00 du lundi au samedi et de 12h00 à 20h00 le dimanche

En dehors des heures de présence du personnel, la surveillance sera assurée par vidéosurveillance par les agents situés au PC Arc de Triomphe. A ce propos, EFFIA prévoit l'installation de quatre caméras installées comme indiqué sur le plan ci-dessous.



Les caméras seront orientées vers les places de stationnement, le local d'accueil, les caisses automatiques et les entrées et les sorties. Ce dispositif sera complété par un enregistreur numérique.

Le montant des travaux d'installation est de **11K€ HT**.

Le planning de présence du personnel implique un surcoût de **5K€HT/an** par rapport à l'offre initiale.

En fin de compte, le montant total des charges d'exploitation s'élève à **198K€HT** contre **191K€HT** dans l'offre initiale d'EFFIA.

1-2-2 TaM : personnel + installation d'une vidéo surveillance

Dans cette nouvelle offre TaM propose, conformément aux demandes de la Ville, une présence du personnel :

- De 9h00 à 20h00 du lundi au samedi et de 12h00 à 20h00 le dimanche,

Le montant des charges de sous-traitance diminue de **560K€ HT** sur la durée totale de la DSP, ce qui permet d'augmenter le montant des redevances.

En dehors des heures de présence du personnel, la surveillance s'effectuera par vidéosurveillance. A cet effet, TaM installera un enregistreur vidéosurveillance raccordé sur le PC Europa et cinq caméras orientées vers les équipements du parking comme les barrières d'entrée et de sortie, les caisses, le guichet d'accueil...

Conclusion :

- EFFIA dans son offre a présenté un plan d'implantation des 4 caméras dirigées vers les places et les équipements du parking. Le montant des travaux s'élève à **11K€ HT**.
- TaM prévoit l'installation de 5 caméras. Le montant des travaux est légèrement plus élevé : **11,8K€ HT**.

Les offres d'EFFIA et de TaM sont équivalentes, TaM proposant une caméra supplémentaire qui peut donner un peu plus de latitude quant au champ de surveillance possible.

2. Entretien du parking

Comme indiqué dans le document programme : *les ouvrages, équipements et matériels permettant la marche de l'exploitation sont entretenus en bon état de fonctionnement et réparés par les soins du délégataire et à ses frais.*

2-1 Programme de base

2-1-1 TaM : travaux d'entretien et de maintenance du parc

La société TaM prévoit de prendre en charge tous les équipements et matériels permettant la bonne exploitation du parking. TAM évalue à en moyenne 39 k€/ an les frais d'entretien et de maintenance du parc de stationnement.

2-1-2 EFFIA : travaux d'entretien et de maintenance du parc

La société EFFIA prévoit d'assurer la maintenance des équipements en souscrivant un contrat de maintenance. EFFIA évalue en moyenne à 14 k€ / an les frais d'entretien et maintenance du parc de stationnement.

Sur le plan de la maintenance et de l'entretien du parking, l'offre de la société TAM est davantage conforme aux attentes de la Ville, en matière de qualité et niveau d'entretien d'un équipement public.

2-1-3 Surveillance et nettoyage du parc

TaM fait appel à une société externe pour la surveillance de nuit et les dimanches. De manière permanente, le parking est raccordé au poste central de sécurité situé au parking Europa.

Pour EFFIA, la surveillance et le nettoyage quotidien sont réalisés par les agents du parc. Un nettoyage plus approfondi est sous-traité auprès d'une entreprise spécialisée.

2-2 Offre des candidats dans le cadre des négociations

2-2-1 EFFIA : compléments sur l'entretien et la maintenance

Extrait du courrier :

1. Préciser si l'entretien et la maintenance du parking comprend :

- *Le remplacement des panneaux et flèches de jalonnement à l'intérieur du parc de stationnement ?*
- *Le balayage et le nettoyage de l'ouvrage et des équipements donnant sur la voie publique, dans l'emprise du parking ?*
- *Le marquage au sol ?*
- *L'entretien de l'interphonie et DECT ?*
- *L'entretien des locaux d'exploitation et leur nettoyage, et en particulier le nouvel édicule accueil ?*
- *L'entretien des divers équipements de réseaux ?*
- *La suppression des affiches et des graffitis ?*

2. Le cas échéant le montant annuel des frais d'entretien et de maintenance est-il de 14 k€ ?

La nouvelle offre d'EFFIA comprend :

- *Le remplacement des panneaux et flèches de jalonnement disposés à l'intérieur du parc de stationnement*
- *Le balayage et le nettoyage de l'ouvrage et des équipements donnant sur la voie publique, dans l'emprise du parking*
- *Le marquage au sol*
- *L'entretien de l'interphonie et DECT*
- *La suppression des affiches et graffitis*
- *Le remplacement de toute pièce défectueuse dans les équipements et le maintien en service (contrats ou autres) tels que : le péage, l'éclairage, la vidéosurveillance*
- *Le remplacement des équipements détériorés ou disparus*
- *L'entretien des sanitaires*
- *L'entretien des locaux d'exploitation et leur nettoyage*
- *L'entretien des divers équipements de réseau*

Les frais annuels d'entretien et de maintenance s'élèvent à **13K€ HT**. En revanche, la fréquence de l'entretien du parking (balayage, nettoyage des sanitaires ...) n'est pas mentionnée dans le projet de contrat.

2-2-2 TaM : aucun complément n'a été demandé. L'offre initiale qui correspondait parfaitement aux exigences de la Ville reste donc valable. Cette offre était la suivante :

- L'entretien des matériels de péage
- L'entretien des sanitaires
- Le remplacement des panneaux et flèches de jalonnement à l'intérieur du parc de stationnement
- Le balayage et le nettoyage de l'ouvrage et des équipements donnant sur la voie publique, dans l'emprise du parking
- Le marquage au sol
- L'entretien de l'interphonie et DECT
- L'entretien des locaux d'exploitation et leur nettoyage, et en particulier l'espace accueil
- L'entretien des divers équipements de réseaux
- La suppression des affiches et des graffitis.

Conclusion :

Les candidats ont répondu aux attentes de la Ville en matière d'entretien et de maintenance de manière équivalente.

3. Services proposés

Les candidats sont libres de proposer des services afin d'améliorer le niveau de prestation auprès des clients.

3-1 Services proposés par les deux candidats

Services proposés aux usagers du parc des Arceaux

	TaM	EFFIA
Toilettes publiques gratuites	oui	oui
Zone de stationnement des vélos	oui	oui
Tarif préférentiel accordé aux services de location de voiture en autopartage	oui	oui
	32€ TTC / mois	32€ TTC / mois
Bornes de recharge de véhicules électriques*	oui	oui
	à la demande de la Ville	2 places
Consigne gratuite 2 roues*	non	oui
Location de vélos	oui	oui
	Velomagg	Velomagg

* non demandé dans le cahier des charges

Conclusion :

Lors des négociations, aucun élément n'a été demandé aux candidats.

Les 2 candidats ont répondu de manière satisfaisante aux attentes de la Ville de Montpellier pour maintenir voire développer des services gratuits ou à prix préférentiels aux usagers du parc de stationnement.

En particulier, les 2 candidats proposent de mettre en place **un nouveau service gratuit** : des bornes de recharges de véhicules électriques.

III. Evolution de la grille tarifaire

Dans le cahier des charges initial, il était demandé aux candidats en matière de politique tarifaire : les tarifs pratiqués devront répondre aux exigences d'un équilibre économique tout en respectant les objectifs de la politique de stationnement de la Ville de Montpellier en matière de stationnement et de déplacements urbains.

1. Variantes du programme de base proposées par les candidats

1-1 TaM : offre initiale : variante 1 : suppression du tarif ½ heure VARIANTE NON RETENUE PAR LA VILLE

1-2 TaM : offre initiale : variante 2 : création d'un abonnement petit rouleur VARIANTE RETENUE PAR LA VILLE

Cet abonnement « petit rouleur » consiste à proposer aux résidents des Arceaux utilisant peu leur véhicule, un tarif préférentiel conditionné à un nombre modéré de sorties.

En fonction d'un nombre de sorties mensuelles compris entre 10 et 25, l'automobiliste se verra attribué un tarif réduit de 20 à 25 € au lieu de 50 € / mois pour un abonné résident classique.

Proposition TAM	Tarif mensuel	Conditions
Abonnement résident classique	50€	illimité
Abonnement petit rouleur - résidents	20€	10 sorties / mois
	25 €	15 sorties / mois
	43€	20 sorties / mois
	55€	25 sorties / mois

TaM propose d'appliquer un malus de 6 € par sorties supplémentaire au-delà de 25 sorties afin de dissuader un usage garde fou du parking. En effet au-delà de 25 sorties par mois, soit une sortie par jour, l'usager devient un usager pendulaire.

1-3 TaM variante 3 : hausse de l'abonnement Travail VARIANTE RETENUE PAR LA VILLE

Dans cette variante, TAM propose une hausse de l'abonnement Travail de 95 € à 100€ TTC / mois.

1-4 TaM variante 4 : baisse du tarif résident VARIANTE NON RETENUE PAR LA VILLE

2. Offre des candidats dans le cadre des négociations

2-1 EFFIA : intégration de la formule « petit rouleur » + augmentation de l'abonnement travail

Dans le courrier envoyé le 20/10, il était demandé à EFFIA d'intégrer les options suivantes :

⇒ Création d'un abonnement dit « Petit Rouleur » destiné aux résidents utilisant peu leur véhicule : instauration d'un tarif préférentiel conditionné à un nombre modéré de sorties.

En fonction d'un nombre de sorties mensuelles compris entre 10 et 25, le résident se verra attribué un tarif réduit de 20 à 25 € au lieu de 50 € / mois pour un abonné résident classique.

Proposition	Tarif mensuel	Conditions
Abonnement résident classique	50€	illimité
	20€	10 sorties / mois
Abonnement spécial	25 €	15 sorties / mois
résidents – faible rouleur	43€	20 sorties / mois
	55€	25 sorties / mois

⇒ Augmentation de l'abonnement travail de 95 € à 100 €TTC par mois

Conclusion :

EFFIA a répondu de manière satisfaisante aux demandes de la Ville.

2-2 TaM : aucun complément n'a été demandé

Aucune modification n'a été demandé à TaM puisque l'augmentation de l'abonnement « travail » et la formule « petit rouleur » sont déjà intégrés dans leur offre.

2-3 Tarifs horaires

Tarifs qui entreront en vigueur en 2011.

Tranches horaires	Tarifs actuels 01/08/2010	OFFRE TAM tarifs TTC au 01/01/2011	OFFRE EFFIA tarifs TTC au 01/01/2011	Différence TaM / EFFIA
30 minutes	1,00 €	1,00 €	1,00 €	0,00 €
1h00	1,90 €	1,90 €	1,90 €	0,00 €
1h30	2,70 €	2,70 €	2,70 €	0,00 €
2h00	3,50 €	3,50 €	3,50 €	0,00 €
2h30	4,30 €	4,30 €	4,30 €	0,00 €
3h30	5,00 €	5,00 €	5,00 €	0,00 €
3h00	6,20 €	6,20 €	6,20 €	0,00 €
3h30	6,50 €	6,50 €	6,50 €	0,00 €
4h00	6,80 €	6,80 €	6,80 €	0,00 €
5h00	7,40 €	7,40 €	7,40 €	0,00 €
6h00	8,00 €	8,00 €	8,00 €	0,00 €
7h00	8,60 €	8,60 €	8,60 €	0,00 €
8h00	9,20 €	9,20 €	9,20 €	0,00 €
9h00	9,90 €	9,90 €	9,90 €	0,00 €
10h00	10,20 €	10,20 €	10,20 €	0,00 €
11h00	12,50 €	12,50 €	12,50 €	0,00 €
12h à 24h00	12,50 €	12,50 €	12,50 €	0,00 €
forfait entre 12h et 14h	0,50 €	0,50 €	0,50 €	0,00 €
forfait de 20h à 7h	1,20 €	1,20 €	1,20 €	0,00 €
dimanche de 7h à 20h00	gratuit	gratuit	gratuit	-

2-4 Abonnements

Abonnements	Tarifs actuels 01/08/2010	OFFRE TAM tarifs TTC au 01/01/2011	OFFRE EFFIA tarifs TTC au 01/01/2011
Résidents	50,00 €	50,00 €	50,00 €
Forfaits grand cœur	90,00 €	92,00 €	92,00 €
Residents nuits	10,00 €	10,00 €	10,00 €
travail permanent	95,00 €	95,00 €	95,00 €
travail jour	75,00 €	supprimé	75,00 €
nuits gratuites	gratuit	gratuit	gratuit
places réservées autopartages	32,00 €	32,00 €	32,00 €
autres places services annexes		35,00 €	nc.

Les deux candidats maintiennent la même grille pour les abonnements. Seul TaM propose de supprimer l'abonnement travail jour (du lundi au vendredi) étant donné qu'il est peu utilisé (1 seule souscription).

Conclusion :

Les tarifs horaires et abonnements sont identiques pour les deux candidats et répondent aux exigences de la Ville.

EFFIA, en intégrant les demandes de la Ville, a augmenté les recettes liées au stationnement : 440 580€HT contre 440 080€HT dans son offre initiale.

IV. Niveau des redevances

1. Programme de base

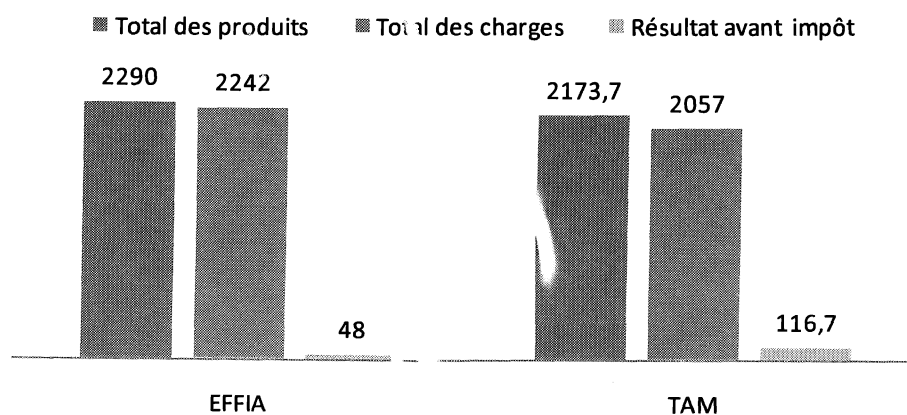
Comme indiqué dans le document programme : elle est constituée par les ressources que procure l'exploitation du parc de stationnement ainsi que de leurs activités annexes. Ainsi pour couvrir ses charges d'investissement et d'exploitation, le délégataire se rémunère auprès des usagers.

PROGRAMME BASE	EFFIA	TAM
Redevances totales versées à la Ville sur 5 ans	550 600 €	173 900 €
Dont fixe	71%	66%
dont variable	29%	34%

Les comptes d'exploitation

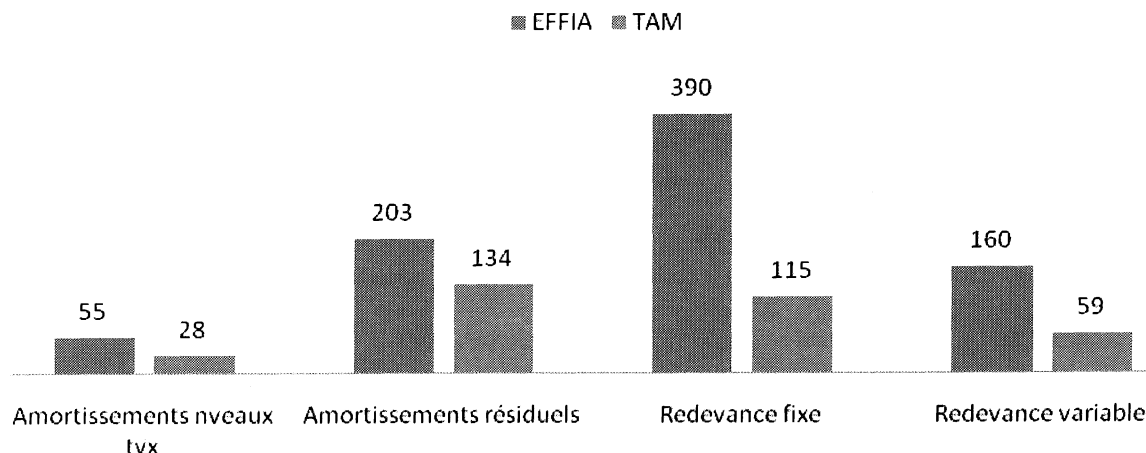
Sur les 5 ans de la délégation, on note ici qu'EFFIA prévoit de dégager un résultat avant impôt 2,4 fois inférieur à celui de TAM, soit 48K€ contre 116,7K€.

Compte de résultat prévisionnel sur 5 ans en milliers d'euros



Plusieurs éléments expliquent cela, notamment le montant de la redevance versée à la Ville, ainsi que les dotations aux amortissements.

Principaux écarts des postes de charges en milliers d'euros



- niveau du poste Amortissements des nouveaux investissements, EFFIA estime les travaux de mise à niveau du revêtement du parking et de reprise partielle du marquage au sol près de 2 fois plus cher que TAM.
- Concernant les amortissements résiduels (équipements non amortis à fin 2010), il est nécessaire de noter que ce qui explique la différence entre les 2 candidats tient au fait qu'EFFIA a fait le choix de les amortir en totalité sur la durée du contrat soit d'ici la fin 2015, alors que TAM a préféré les amortir sur 10 ans et laisser à fin 2015 une VNC de 69K€.

2. Comparaison des offres dans le cadre de la négociation (personnel+vidéosurveillance)

Dans le cadre des négociations :

- EFFIA propose une variante :
 - Offre de base : présence du personnel + vidéosurveillance + reprise partiel du sol
 - Variante : présence du personnel + vidéosurveillance + reprise partielle du sol + droit d'entrée de 400K€
- TaM propose une seule offre :
 - Offre de base : présence du personnel + vidéosurveillance

	EFFIA	Personnel du lundi au samedi de 9h à 20 h et de 12h à 20h le dimanche + installation d'une vidéosurveillance	Personnel du lundi au samedi de 9h à 20 h et de 12h à 20h le dimanche + installation d'une vidéosurveillance + versement d'un droit d'entrée de 400K€	TAM	Personnel du lundi au samedi de 9h à 20 h et de 12h à 20h le dimanche + installation d'une vidéosurveillance
Redevances totales versées à la Ville		905K€HT	674K€HT dont 400K€HT de droit d'entrée		Au minimum 966K€HT et 1 128K€ HT au maximum
Dont fixe		110K€HT/an	35K€/an		180K€HT/ans
Dont variable		14,5% des recettes réalisées soit 64K€HT/an	4% des recettes réalisées soit 18K€/an		75% du CAHT et reprise de provision au-delà de 420K€HT, ce seuil étant indexé à la fréquentation du parking

Conclusion :

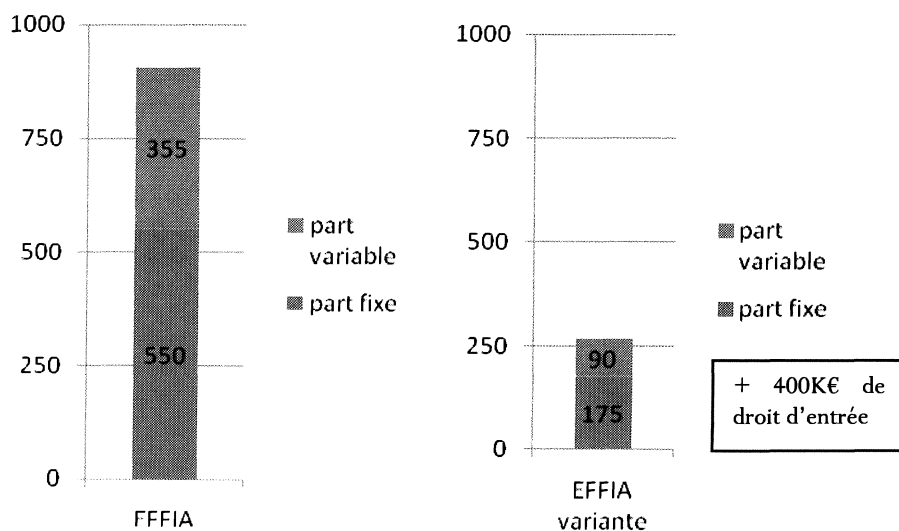
TaM a fixé le montant de la part variable de la redevance selon une indexation liée à la fréquentation du parking :

- Soit la fréquentation est constante et le montant de la part variable sera de **66K€HT/an**
- Soit la fréquentation augmente et dans ces cas là le montant de la part variable sera majoré de 5% ou 10% par rapport au montant correspondant à la fréquentation constante.

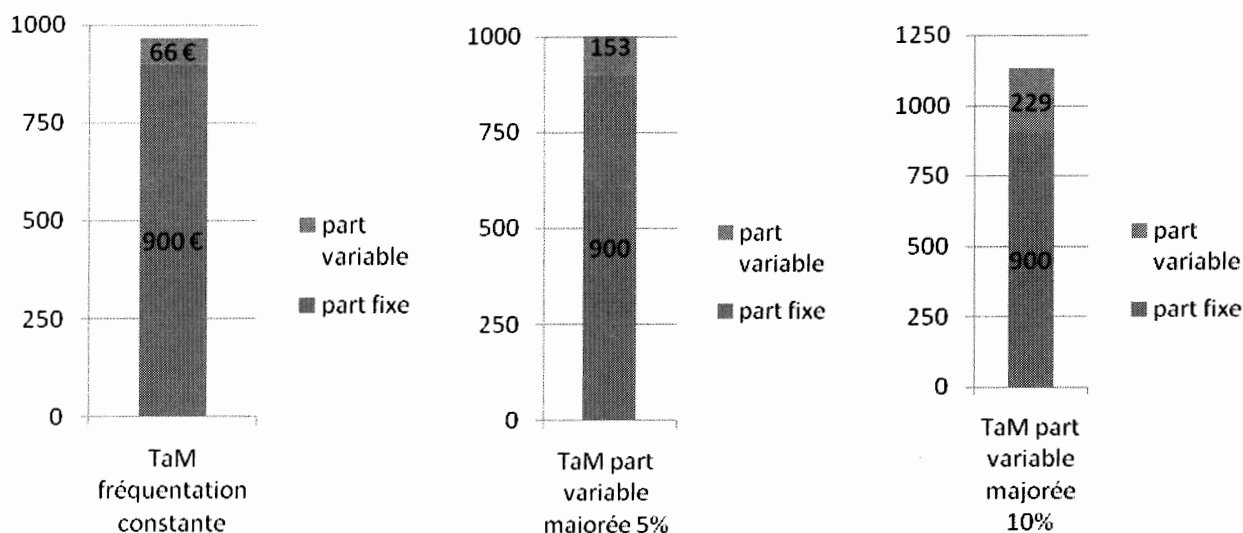
EFFIA a pris l'option d'intégrer dans une variante le versement de 400K€ dès son entrée dans le parking. La différence entre son offre de base et la variante réside dans le fait que pour obtenir ces 400K€, la société EFFIA a dû contracter un emprunt. Elle répercute donc ces frais d'investissement sur le montant de redevances.

3. Parts des redevances fixes et variables versées à la Ville sur 5 ans

Offres après négociations (présence personnel réduite + vidéosurveillance + reprise partielle du sol) :



Chiffres exprimés en K€



Chiffres

exprimés en K€

Conclusion :

TaM prévoit une hausse optimiste de la fréquentation du parking de 10% alors que les données des dernières années montrent une baisse de fréquentation. Raisonnablement, on peut espérer une majoration de 5% et avoir une redevance cumulée **1 053K€ HT**.

La réduction de la durée d'amortissement de 10 ans à 5 ans et la mise en place du système de surveillance génèrent une charge supplémentaire de 71 K€ HT sur la durée de la DSP.

	Programme de base		Variante 1	Variante 2	Variante 3	Variantes	Offres finales (03/11/10)		offre finale variante
	EFFIA	TAM	EFFIA	EFFIA	EFFIA	TAM	EFFIA	TAM	EFFIA
Redevances totales versées à la Ville sur 5 ans	550 600 €	173 900 €	613 100 €	916 000 €	698 000 €	247 500 €	905 000 €	966 100 € Au minimum	674 000€ dont 400 00€ de droit d'entrée
Dont fixe	71%	66%	74%	62%	83%	67%	61%	93%	85%
dont variable	29%	34%	26%	38%	17%	33%	39%	7%	15%

4. Comparatif de toutes les offres

	candidat	réalisation de travaux	personnel réduit	Nombre d'ETP	redevances sur 5 ans	droit d'entrée	total versé à la Ville sur 5 ans
Offres de base	EFFIA	Oui Reprise totale	non	5,8	551 €	non	551 €
	TaM	oui	non	5,7	174 €	non	174 €
base sans travaux	EFFIA	non	non	5,8	613 €	non	613 €
variantes	TaM	oui	oui présence le dimanche matin	5,5	248 €	non	248 €
	EFFIA 1	oui	oui présence le soir après 19h dimanche 13h/15	2,2	916 €	non	916 €
	EFFIA 2	oui	oui présence le soir après 19h dimanche 13h/15	2,2	290 €	oui 400K€	690 €
Offres de base après négociations	TaM	oui	oui présence du lundi au samedi de 9h à 20h et le dimanche de 12h à 20h	2,57	966 € min	non	966 € min
	EFFIA	Oui Reprise partielle	oui présence du lundi au samedi de 9h à 20h et le dimanche de 12h à 20h	2,2	905 €	non	905 €
Variante après négociations	EFFIA	oui	oui présence du lundi au samedi de 9h à 20h et le dimanche de 12h à 20h	2,2	274 €	oui 400K€	674 €

Pour améliorer son offre financière TAM augmente son CA abonnés prévisionnel de 77 K€ HT sur la durée de la DSP. De plus, TAM réduit les charges des trois postes suivant :

- **La sous-traitance multiservices – 560 K€ HT sur la durée de la DSP** grâce à la présence de personnel limitée de 9h00 à 20h00 du lundi au samedi et de 12h à 20h00 le dimanche.
- **Les fournitures de bureaux – 57.5 K€ HT sur la durée de la DSP** grâce à la modification de la ventilation de ces charges entre les différentes activités de la direction du stationnement.
- **Les frais de structures - 78.8 K€ HT sur la durée de la DSP** grâce à la prochaine attribution d'un contrat de gestion d'un parking privé.

Ces améliorations financières associées à l'augmentation des travaux du fait de la réduction des économies de charges font économiser 632 K€ HT à TAM sur la durée de la DSP.

- ❖ Le montant cumulé des redevances proposé par EFFIA est de **905K€HT**, montant légèrement inférieur à celui de TaM. Cependant, la part fixe est très inférieure à celle proposée par TaM, puisqu'elle n'est que de **550K€ HT**

Conclusion générale :

Les nouvelles offres proposées par les deux candidats répondent à l'ensemble des exigences financières et opérationnelles de la Ville et intègrent les modifications demandées dans le courrier du 20 octobre 2010 et notamment :

- Absence de gardien la nuit de 20h à 9h
- Absence de gardien le dimanche de 5h à 12h
- Création de l'abonnement « petit rouleur »

En effet, la nouvelle offre de TAM se traduit par d'importants efforts financiers sur certains postes de charges qui accroissent considérablement les redevances versées à la Ville grâce à une importante part fixe garantie à hauteur de 900 K€ et une part variable en fonction de la fréquentation horaire estimée au minimum à 66 K€ et au maximum à 228 K€. Cette nouvelle offre sur le montant de la redevance est par conséquent plus intéressante pour la Ville de Montpellier que l'offre d'EFFIA. De plus, la part fixe garantie à la ville la pérennité des ressources.

La société EFFIA qui se distinguait par son niveau de redevances a pour sa part répondu à l'ensemble des exigences de la Ville mais propose désormais un montant de redevance inférieur à l'offre de TAM 905 K€ contre 966 K€ avec une partie fixe de 573 K€.

Par conséquent, au regard des deux offres quasiment équivalentes pour ce qui concerne les critères d'investissement, de fonctionnement et de grille tarifaire et des offres de niveau de redevance, il est proposé de retenir TaM comme nouveau délégataire du parking des Arceaux.

Hélène MANDROUX

Maire de Montpellier

8°) DELEGATION DE SERVICE PUBLIC : PARKING DES ARCEAUX



L'article 33 de la loi N°84-53 du 26 janvier 1984 portant sur les dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale prévoit les conditions de consultation du Comité Technique Territoriale. Aux termes de cet article, le CTP est consulté, pour avis, pour toutes les questions relatives notamment à l'organisation des administrations concernées et aux conditions générales de fonctionnement de ces administrations.

Ainsi, lorsqu'une collectivité envisage de déléguer à une entreprise privée la gestion d'un service public, il s'agit de projets qui touchent à l'organisation des services ainsi qu'aux conditions générales de son fonctionnement.

L'avis du CTP est donc sollicité sur le projet de délégation de service public pour le parc de stationnement des « Arceaux ».

A savoir également que la Commission consultative des services publics locaux a été consultée le 16 décembre 2009 et a émis un avis favorable au renouvellement de la DSP à partir de janvier 2011.

1. Description sommaire de l'ouvrage

Le parc composé de 220 places, est un parking de surface qui se situe dans le quartier des Arceaux, aux pieds du Peyrou et de l'Aqueduc. C'est un parking dont la majorité des usagers est des abonnés. Il offre une capacité en stationnement non négligeable pour les riverains et les activités commerciales du quartier des « Arceaux » et constitue un parking pour les chalands du centre-ville arrivant notamment par le Nord/Ouest. Actuellement, le personnel de surveillance est présent 24h/24h et 7j/7j.

2. Conditions générales d'exercice des prestations du futur délégataire

L'actuelle DSP arrive à échéance le 31/12/2010.

2.1 Le choix de délégation de service public

Un choix s'offrait à la Ville entre la gestion en régie ou la gestion déléguée. Pour les raisons suivantes, il a été décidé de recourir à la gestion déléguée :

- Les responsabilités respectives en terme de définition de la politique générale de stationnement, du ressort de l'autorité organisatrice, et de gestion, qui relèvent de l'exploitant, sont plus nettement distinguées dans le cas d'une gestion déléguée que dans celui d'une gestion en régie ;
- La gestion d'un parc de stationnement requiert un professionnalisme de plus en plus poussé, notamment sur le plan technique et du point de vue du respect des normes techniques, de l'analyse et de la prise en compte des besoins de la clientèle, de l'optimisation de la maintenance du parc. L'ensemble de ces savoir-faire est généralement mieux maîtrisé au sein d'entreprises spécialisées, gestionnaires d'autres ouvrages ;
- Le recours à une entreprise spécialisée dans la gestion des parcs de stationnement permet de mettre au service de l'exploitation des compétences valorisées par la formation, l'échange d'expériences et le retour de pratiques professionnelles ;
- Sur le plan financier, la gestion du service expose la collectivité à un certain nombre de risques sur les coûts d'exploitation, mettant en jeu des montants importants, en particulier en termes de maintenance des matériels. Le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise de ces coûts dans la mesure où ils sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle en début de convention ;

2.2 Le délégataire

En contrepartie de la gestion et de l'exploitation du parc de stationnement, le délégataire se rémunérera directement auprès des usagers et sera redevable d'une redevance définie préalablement dans le contrat signé au démarrage de la délégation entre la Ville et le délégataire.

La délégataire aura seul la responsabilité des relations avec les usagers et rendra compte de sa gestion conformément à la loi (art. L411-3 du C.G.C.T.). Une fois la convention signée, la Ville se dotera de tous les moyens d'expertise pour exercer son devoir du contrôle du délégataire. Le délégataire a le devoir de fournir à la Ville tous les éléments nécessaires pour apprécier les conditions d'exécution du service public.

Durant l'exploitation, le délégataire sera en charge de :

- l'accueil des usagers et d'une façon générale des relations avec la clientèle
- l'encaissement des recettes
- la surveillance
- le nettoyage
- l'entretien technique des installations dans le respect des normes de sécurité.

2.5 La Ville

La Ville met à la disposition du Déléataire les installations et équipements du parking selon le descriptif qui sera fait dans la convention signée par les deux parties.

L'exploitation sera effectuée par voie d'affermage, le Déléataire gèrera l'ouvrage pour le compte de la Ville et assurera le fonctionnement général du parc de stationnement.

Le Déléataire exploitera le service à ses risques et périls et verse, chaque année, à la Ville une redevance.

La Ville de Montpellier exercera son contrôle sur le service délégué.

Elle aura notamment la faculté de contrôler le bon entretien des ouvrages et installations et pourra vérifier que la destination des locaux est conforme aux dispositions prévues dans la convention.

Elle exercera également son contrôle sur les conditions d'exploitation pour s'assurer que celles-ci sont conformes aux règlements relatifs à l'hygiène, à la sécurité et aux règles de police.

D'une façon générale, la Ville de Montpellier aura le droit de faire procéder à toutes les vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

En particulier, chaque année une visite des locaux sera effectuée par un agent de la Ville en présence d'un représentant qualifié du Déléataire afin de constater l'état des lieux et de l'appareillage ainsi que les modalités d'exploitation des ouvrages. Un procès verbal de cette visite sera dressé contradictoirement. Pour assurer l'ensemble des missions qu'elle s'est fixée elle pourra se faire assister ou représenter par un ou plusieurs organismes extérieurs de son choix.

Ces contrôles ne sauraient en aucune manière dégager le Déléataire de ses responsabilités, ni engager celle de la Ville. La Ville conserve le contrôle du service et s'engage à fournir au Déléataire tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

3. Le périmètre de la future DSP

Afin de permettre à la Ville de poursuivre sa réflexion sur le devenir de cet espace public urbain, il sera proposé au délégataire de réaliser un minimum de travaux, ayant pour objectif d'améliorer l'état général du parking et de ses abords. Ces travaux pourront comporter :

- La réorganisation des circulations piétonnes,
- L'amélioration du revêtement existant sur l'emprise du parking
- Le marquage au sol.

L'actuelle DSP arrivant à échéance le 31/12/2010, il est proposé de lancer une procédure de renouvellement pour une durée de DSP comprise entre 3 et 5 ans.

Séance publique du lundi 13 décembre 2010

Convoqué le mardi 7 décembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 13 décembre 2010 à 16h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Martine PETITOUT.

Régie d'exploitation des maisons pour tous, municipalisation des activités, dissolution et dévolution du patrimoine à la Ville de Montpellier

Au nom de la Commission, Patrick VIGNAL rapporte :

La régie d'exploitation des maisons pour tous créée par délibération du conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 25 septembre 1995, sous l'emprise des dispositions de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993, est une régie personnalisée à caractère administratif.

Ces statuts ont été modifiés à la suite de l'entrée en vigueur du décret n° 2001-184 du 23 février 2001, afin de mettre ceux-ci en conformité avec le nouvel état du droit.

Dès son origine, cet organisme s'est doté, pour assurer ses missions, de personnels de statut privé et de fonctionnaires territoriaux mis à disposition par la Ville.

Le travail de fond réalisé par la régie d'exploitation des maisons pour tous a permis à la fois de dynamiser les territoires et de conduire de nombreuses actions qui ont marqué la vie socio-culturelle de Montpellier.

Cependant, la structure actuelle de la régie mêlant une activité de nature administrative avec des personnels relevant du droit privé, est juridiquement contestable.

Aussi, sans aucunement remettre en cause l'offre faite aux publics concernés d'activités culturelles, sociales, sportives, éducatives et de loisirs, il est apparu indispensable de clarifier le statut de leur structure.

Cet état des lieux a conduit naturellement la Ville à rechercher un nouveau mode d'organisation :

- En reconfigurant les moyens mis à disposition tant de la Ville que des acteurs locaux demandeurs de plus d'expertise et de compétences variées pour venir en appui à leur propre capacité d'interventions,
- En prenant acte des spécificités des territoires composant la Ville en matière de besoins de la population dans les secteurs sportifs, culturels, éducatifs et sociaux, et de la nécessité de développer les partenariats dans ce domaine,
- En concentrant les moyens humains et matériels au sein d'une même entité globale pour renforcer leur coordination, leur réactivité et leur efficacité.

Ce constat a amené la Ville à envisager la municipalisation des activités assumées par la régie d'exploitation des maisons pour tous, et donc la dissolution de cette dernière.

Cette municipalisation permet de résoudre la problématique juridique d'organisation tout en maintenant la nature de l'offre de services au public.

Ce transfert d'activités implique la dissolution de la régie d'exploitation des maisons pour tous en tant qu'organisme autonome.

Comme conséquence de cette dissolution, l'actif et le passif de la régie seront repris dans les comptes de la Ville de Montpellier.

De même, il sera procédé à la dévolution de la totalité de ses droits, biens et obligations à la Ville de Montpellier, collectivité de rattachement.

Dans ce cadre général, la question du personnel sera réglée par les dispositions de l'article L 1224-3 du code du travail. Elles assurent les conditions de reprise desdits salariés dans le respect des dispositions générales applicables au statut de la fonction publique territoriale, tout en garantissant le maintien des clauses substantielles des contrats initiaux.

Outre le maintien du niveau élevé de qualité de service public rendu aux usagers, une telle municipalisation est de nature à permettre à terme une optimisation des compétences et des moyens humains et matériels municipaux mis à disposition de l'animation des territoires de la Ville.

Consulté conformément aux articles L 2323-1 et suivants du code du travail, le comité d'entreprise de la régie lors de sa séance exceptionnelle du 1er décembre 2010 a rendu un avis favorable au projet présenté à l'unanimité de ses membres.

Le conseil d'administration de la régie a également été consulté en application de l'article R 2221-18 du code général des collectivités territoriales.

Le comité technique paritaire de la Ville a été consulté sur ce dossier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la municipalisation des activités dévolues initialement à la régie d'exploitation des maisons pour tous,
- D'approuver, en conséquence, la dissolution de ladite régie prenant effet au 1^{er} janvier 2011 ;
- D'approuver la dévolution subséquente à la Ville de Montpellier de l'ensemble des droits, biens, obligations et contrats de la régie à compter de cette même date ;
- D'approuver le transfert à cette même date du personnel de la régie dans le respect des dispositions de l'article L 1224-3 du code du travail et de celles régissant le statut de la fonction publique territoriale ;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Madame le Maire,**

Hélène MANDROUX

Publiée le : 14/12/2010

Séance publique du lundi 13 décembre 2010

Convoqué le mardi 7 décembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 13 décembre 2010 à 16h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Martine PETITOUT.

Convention locale CitésLab, le réseau d'amorçage de projets

Au nom de la Commission, Marc DUFOUR rapporte :

Le Service d'amorçage de projet porté par l'association Boutique de Gestion BGE Montpellier permet une intervention de proximité dans les quartiers prioritaires, définis dans le CUCS (Contrat Urbain de Cohésion Sociale), visant à développer le nombre de porteurs de projets de création, de reprise ou d'implantation d'entreprises ayant recours à l'accompagnement généraliste ou financier. Ce service permet de :

- Déterminer les potentiels de projets en adéquation avec le territoire,
- Favoriser l'information de proximité des dispositifs de financement de la création d'entreprise.
- Mettre en place des actions visant à éveiller l'intérêt de la population et des acteurs locaux pour la création d'entreprises,
- Informer la population et des acteurs locaux des services proposés,
- Faire s'exprimer sans les censurer des idées de création d'entreprises,
- Aider les personnes à formuler leur idée,
- Les faire entrer dans une démarche de construction de projet,
- Les orienter ensuite vers les services adaptés à leur besoin,
- Assurer, en tant que de besoin, une fonction d'intermédiation entre les porteurs de projets et les personnes ou les institutions ressources.

Cette action lancée en 2007 est soutenue par la Caisse de Dépôts et Consignation, l'Etat, le Conseil Général de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier dans le cadre de l'appel à projet du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

Compte tenu du bilan très positif de cette action, il a été décidé par les différents partenaires de proposer la reconduction de cette convention de partenariat 2008-2010.

Une nouvelle convention triennale 2011-2014, annexée en pièce jointe, précise donc le mode de fonctionnement de ce service et l'engagement des différents partenaires.

Il est donc proposé qu'au titre de cette action la ville renouvelle ses précédents engagements, à savoir:

- Mettre à disposition de l'agent d'amorçage les locaux nécessaires à la tenue de ses permanences notamment au sein des Maisons pour tous des quartiers concernés

- Assurer l'accès aux informations, statistiques, études, diagnostics dont elle dispose concernant les quartiers,
- Appuyer la démarche de l'agent d'amorçage auprès des différents organismes intervenant sur chacun des quartiers concernés.

Le co-financement de l'action fera l'objet d'un vote annuel en Conseil Municipal.

En conséquence, il vous est demandé :

- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer cette convention et tout autre document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Madame le Maire,**


Hélène MANDROUX

Publiée le : 14/12/2010

CONVENTION LOCALE
CitésLab, le réseau d'amorçage de projets

ENTRE

La Caisse des dépôts et consignations (CDC), Etablissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par Madame VIOLA Directrice Régionale Languedoc Roussillon, dûment habilitée à l'effet des présentes,

ET

L'Etat, représenté par le sous-préfet chargé de la Politique de la Ville, XXXXX, dûment habilité à signer la présente convention,

ET

La Communauté d'Agglomération de Montpellier représentée par sa vice-présidente, Madame Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, habilitée par délibération n° en date du

ET

La Ville de Montpellier représentée par Madame le Maire de Montpellier, habilitée par délibération n° en date du

ET

Le Conseil Général de l'Hérault représenté par , habilitée par délibération n° en date du

ET

Le groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier représenté par sa directrice, Madame Béatrice Clerget-Lasne, habilitée par délibération du Conseil d'administration en date du

ET

BGE Montpellier (Association pour l'Emploi et le Développement des Entreprises), Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège 3 rue Pagezy à Montpellier représentée par Madame Joelle VERNISSE agissant en qualité de Présidente du Conseil d'Administration dûment habilitée à l'effet des présentes,

ci-après dénommés ensemble les « Parties » et individuellement une « Partie »,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La CDC et l'Etat ont signé le 25 septembre 2001 un protocole national d'accord avec :

- l'Association pour le droit à l'initiative économique,
- l'Association France active,
- le Réseau des boutiques de gestion,
- et l'Association France initiative réseau,

ces entités, ainsi que les structures locales intervenant pour leur compte, étant ci-après dénommées ensemble les « Réseaux d'appui à la création d'entreprises ». Ce protocole a pour objet la mise en œuvre d'une expérimentation de stimulation de l'entrepreneuriat et de détection de porteurs de projets dans les quartiers relevant de la Politique de la Ville. Les résultats positifs de cette expérimentation ont conduit les partenaires à étendre ce dispositif appelé « CitésLab, le réseau d'amorçage de projets ». La Caisse des Dépôts l'a inscrit dans son programme de développement économique des Territoires sensibles.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est portée candidate et a mobilisé les opérateurs locaux pour organiser la reconduction d'un tel dispositif sur son territoire.

Les Réseaux d'appui à la création d'entreprises, membres du comité de pilotage national, sont représentés, sur le territoire de **La Communauté d'Agglomération de Montpellier**, par les structures suivantes :

- BGE Montpellier (Association pour l'Emploi et le Développement des Entreprises), association régie par la loi de 1901, créée en 1994, adhérente au Réseau BGE, disposant du label qualité BGE,
- L'AIRDIE, association régie par la loi de 1901, créée en 1994 qui a pour objectif de permettre aux personnes en voie d'exclusion et en mesure de créer leur propre emploi, de bénéficier d'un concours financier sans lequel elles n'auraient pu lancer leur projet professionnel.

Ceci étant exposé, il a été conclu par la présente convention, destinée à définir les conditions de mise en œuvre, du dispositif CitésLab **Communauté d'Agglomération de Montpellier** et, dans cette perspective, les engagements de chacune des Parties.

ARTICLE 1 : Objet

Les Parties souhaitent marquer leur soutien et définir leur contribution à une intervention de proximité dans les quartiers prioritaires visant à développer le nombre des porteurs de projets de création, de reprise ou d'implantation d'entreprises ayant recours à l'accompagnement généraliste ou financier. Pour cela, les Parties conviennent de se mobiliser afin de permettre aux porteurs de projets issus des quartiers définis à l'article 3 (les « Quartiers ») ou souhaitant s'implanter dans ces derniers d'accéder à une offre de services complète et de qualité.

Il s'agit par conséquent d'assurer un service qui permette de :

- ✓ Déterminer les potentiels de projets en adéquation avec le territoire.
- ✓ Contribuer à une plus grande lisibilité du dispositif local d'accompagnement et de financement de la création d'entreprises.
- ✓ Mettre en place des actions visant à éveiller l'intérêt de la population et des acteurs

locaux pour la création d'entreprises.

- ✓ Informer la population et des acteurs locaux des services proposés.
- ✓ Assurer un service au public permettant de :
 - Faire s'exprimer sans les censurer des idées de création d'entreprises,
 - Aider les personnes à formuler leur idée,
 - Les faire entrer dans une démarche de construction de projet,
 - Les orienter ensuite vers les services adaptés à leur besoin,
 - Assurer, en tant que de besoin, une fonction d'intermédiation entre les porteurs de projets et les personnes ou institutions ressources.

Dans ce but, les Parties décident la mise en place du dispositif CitésLab **la Communauté d'Agglomération de Montpellier**, dont l'objet est d'intervenir au sein de chacun des Quartiers.

ARTICLE 2 : Conditions de mise en œuvre

Le dispositif CitésLab s'inscrit dans le cadre d'une coopération entre les organismes d'appui à la création d'entreprises et d'activités marchandes signataires de la présente convention.

Les Parties constituent le comité de pilotage local du dispositif CitésLab, prévu à l'article 6.

Elles confient à *BGE Montpellier* le soin d'assurer la mise en œuvre opérationnelle du dispositif CitésLab **Communauté d'Agglomération de Montpellier** et de porter auprès du public l'offre globale d'accompagnement et de financement qu'il comporte.

ARTICLE 3 : Périmètre d'intervention

L'action concerne [*prioritairement*] les quartiers de :

- la Mosson (Paillade et Hauts de Massane),
- le Petit Bard – Pergola
- la ZUS des Cévennes,
- Gély-Figuerolles, Gambetta, Nord Ecusson,
- la ZUS Pas du Loup – Paul Valéry – Val de Croze,
- Saint Martin et Tournezy.

ARTICLE 4 : Modes d'intervention des Réseaux d'appui à la création d'entreprises signataires

Afin de constituer une réponse globale aux besoins des porteurs de projets en articulant leurs compétences, les Réseaux d'appui à la création d'entreprises signataires s'accordent sur la définition suivante de leurs interventions respectives :

BGE Montpellier a pour champ d'intervention principal le pré-accueil, l'accueil, l'aide au montage et à la maturation, le soutien au financement, le suivi financier et le suivi de gestion de l'entreprise,

La Boutique de Gestion est compétente pour apporter aux entrepreneurs les prestations suivantes :

- Diagnostic du projet de création ou de reprise d'entreprise
- Accompagnement amont à la création ou à la reprise d'entreprise
- Soutien à la recherche de financements
- Accompagnement aval de l'entreprise créée
- Conseils et soutien aux entreprises en difficulté

La Boutique de Gestion intervient prioritairement auprès de tous publics pour tous secteurs d'activité sur les territoires suivants : Grand Montpellier, Ganges, Saint Mathieu de Tréviers /

- ...

L'AIRDIE, Fond Territorial France Active a pour mission de lutter pour l'insertion par l'économie en apportant aux porteurs de projet un accès au crédit, une expertise et un soutien financier (garanties sur emprunts bancaires et apports en fonds propres) sur le territoire de la Région Languedoc-Roussillon.

Afin d'assurer un parcours cohérent au porteur de projet et de travailler en coopération avec les différents acteurs de l'insertion et de la création d'entreprise, l'AIRDIE travaille en coordination avec les organismes d'accompagnement de créateurs d'entreprise. Au sein de cette chaîne de compétences, l'AIRDIE assure les fonctions d'expertise et d'accompagnement bancaire avec pour objectif l'implication de la communauté bancaire dans le financement des projets.

ARTICLE 5 : Engagements des Parties

Afin de garantir le fonctionnement effectif du dispositif CitésLab **Communauté d'Agglomération de Montpellier**, chacune des Parties s'engage à :

- participer activement au comité de pilotage défini à l'article 6,
- désigner un interlocuteur attitré pour le chef de projet CitésLab (tel que défini à l'article 5.1),
- orienter vers le dispositif CitésLab **Communauté d'Agglomération de Montpellier** les publics auxquels il est destiné,
- informer le chef de projet CitésLab (tel que défini à l'article 5.1) du devenir des projets que celui-ci aura orienté vers la Partie compétente.

5.1 : Engagements de la structure porteuse du service, BGE Montpellier

BGE Montpellier s'engage à désigner en son sein une personne dédiée exclusivement à l'amorçage de projets, dite « chef de projet CitésLab ».

Afin de garantir les meilleures conditions de mise en œuvre du CitésLab **Communauté d'Agglomération de Montpellier**, *BGE Montpellier* s'engage à :

- Porter directement le service en ayant un lien d'autorité direct sur le chef de projet CitésLab qui lui est dédié, sans sous-traitance ni mise à disposition.
- Mettre à jour la fiche de poste ou la lettre de mission en adéquation avec l'objet défini à l'article 1 et validée par le comité de pilotage local prévu à l'article 6.
- Fournir l'encadrement, la logistique, l'appui technique et méthodologique nécessaires au

chef de projet CitésLab dans le cadre de l'exercice de sa mission.

- Réaliser un *reporting* d'activité en utilisant le logiciel mis à disposition par la CDC conformément à l'article 5.2.
- Présenter, avant chaque réunion du comité de pilotage local, un tableau de bord issu de ce *reporting*, accompagné d'une note d'avancement.
- Contribuer activement à toute démarche d'évaluation ou de capitalisation engagée par l'un des financeurs ou par le comité de pilotage national.
- S'assurer de la présence du chef de projet CitésLab à chaque regroupement national d'animation-formation mis en place par la CDC conformément à l'article 5.2.
- S'assurer de la bonne mise en œuvre par celui-ci des méthodes, outils et contenus de communication élaborés ou identifiés lors des regroupements nationaux et s'assurer de sa contribution active au travail collectif.
- Veiller à ce que le chef de projet CitésLab réalise la mise en relation entre les porteurs de projets et les intervenants adéquats.

5.2 : Engagements de la CDC

La CDC s'engage à co-financer le fonctionnement de CitésLab *la Communauté d'Agglomération de Montpellier* sur une période de 3 ans.

Ce cofinancement sera assuré dans les limites suivantes :

- 50 % du budget de fonctionnement de CitésLab *Communauté d'Agglomération de Montpellier* au titre de sa première année de mise en œuvre, soit pour la période courant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011
- 40 % du budget de fonctionnement de CitésLab *Communauté d'Agglomération de Montpellier* au titre de sa deuxième année de mise en œuvre, soit pour la période courant du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012
- 30 % du budget de fonctionnement de CitésLab *Communauté d'Agglomération de Montpellier* au titre de sa troisième année de mise en œuvre, soit pour la période courant du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012

En outre, le cofinancement assuré par la CDC en vertu du présent article sera expressément limité :

- à la somme de 40 000 € sur trois ans,
- sans pouvoir excéder le montant total des contributions des collectivités locales (communes, intercommunalités, départements, régions) sur la même période.

Dans cette perspective, une convention financière et des avenants annuels au titre des deuxième et troisième années de mise en œuvre du dispositif CitésLab *Communauté d'Agglomération de Montpellier* seront établis entre la CDC et la structure porteuse du service, *BGE Montpellier*

La CDC s'engage également à mettre en place un dispositif national d'animation-formation des chefs de projet CitésLab affectés à l'amorçage de projets et à leur mettre à disposition un outil de *reporting* permettant une consolidation nationale des résultats.

5.3 : Engagements de l'Etat

L'action prévue à l'article 1 de la présente convention est éligible à un financement de l'ACSE dans le cadre de la programmation annuelle du CUCS de Montpellier

5.4 : Engagements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à :

- *Mettre à disposition du chef de projet CitésLab les locaux nécessaires à l'accomplissement des éventuelles actions de communication*
- Mobiliser l'ensemble de ses services et plus particulièrement les services de la direction économique et de l'emploi
- Assurer l'accès aux informations, statistiques, études, diagnostics dont elle dispose concernant les Quartiers.
- Appuyer la démarche du chef de projet CitésLab auprès des différents organismes intervenant sur chaque Quartier.
- Co-financer le fonctionnement du dispositif CitésLab **Communauté d'Agglomération de Montpellier** sous réserve du vote annuel du budget.

5.5 : Engagements de la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier s'engage à :

- Mettre à disposition de l'Agent d'amorçage les locaux nécessaires à la tenue de ses permanences,
- Assurer l'accès aux informations, statistiques, études, diagnostics dont elle dispose concernant les Quartiers.
- Appuyer la démarche de l'Agent d'amorçage auprès des différents organismes intervenant sur chaque Quartier.
- Co-financer le fonctionnement du dispositif CitésLab Communauté d'Agglomération de Montpellier sous réserve du vote annuel du budget.

5.6 : Engagements du Conseil Général de l'Hérault

Le Conseil Général de l'Hérault s'engage à :

- Mettre à disposition de l'Agent d'amorçage les locaux nécessaires à la tenue de ses permanences, si besoin est,
- Assurer l'accès aux informations, statistiques, études, diagnostics dont elle dispose concernant les Quartiers.
- Appuyer la démarche de l'Agent d'amorçage auprès des différents organismes intervenant sur chaque Quartier.
- Co-financer le fonctionnement du dispositif CitésLab Communauté d'Agglomération de Montpellier sous réserve du vote annuel du budget.

5.7 : Engagements du GIP-DSUA

Le GIP-DSUA s'engage à :

- Mobiliser ses services et notamment le service du Développement Economique-Insertion - Emploi
- Assurer l'accès aux informations, statistiques, études, diagnostics dont il dispose

concernant les Quartiers.

- Appuyer la démarche de l'Agent d'amorçage auprès des différents organismes intervenant sur chaque Quartier.

5.8 : Engagements des Réseaux d'appui à la création d'entreprises

Les Réseaux d'appui à la création d'entreprises s'engagent à faciliter la mise en œuvre du dispositif CitésLab *la Communauté d'Agglomération de Montpellier* ainsi que le travail de *BGE Montpellier* et notamment du chef de projet CitésLab.

Pour ce faire, elles s'engagent à :

- Faciliter au chef de projet CitésLab l'exercice de sa mission.
- Lui dispenser une formation initiale à leurs outils et modes d'intervention.
- Effectuer toutes les démarches permettant d'offrir une gamme complète de services aux porteurs de projets, directement ou à travers des partenariats avec des associations extérieures à leur propre réseau.
- Fournir toute information relative au projet permettant son évaluation.

ARTICLE 6 : Le pilotage local

6.1 : Le comité de pilotage

Un comité de pilotage local composé d'un représentant de chacune des Parties est reconduit.

Il est co-animé par la CDC et *le représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier*

Le comité de pilotage local se tant que de besoin pour suivre l'avancement du projet et au minimum deux fois par an.

Son rôle est *[au moins]* de :

- définir les objectifs locaux du dispositif CitésLab *Communauté d'Agglomération de Montpellier*,
- veiller à leur cohérence avec les objectifs nationaux,
- actualiser en permanence les constats à l'origine du dispositif CitésLab *Communauté d'Agglomération de Montpellier* au fur et à mesure de sa mise en œuvre et ajuster les objectifs en conséquence,
- valider un plan d'action local,
- suivre sa mise en œuvre et les résultats obtenus.

6.2: Le comité technique

Un comité technique est mis en place.

Ce comité dont les membres le sont à titre bénévole a pour objectifs de :

- suivre et faciliter l'implantation et le développement du service
- proposer des actions conjointes
- suivre l'évolution des projets de création d'entreprises émergents.

Sa composition doit permettre une bonne coordination des actions menées sur les quartiers cibles, surtout quand d'autres associations y mènent des actions qui relèvent de l'émergence. Il comporte dans la mesure du possible des représentants des chambres consulaires.

Le fonctionnement du comité technique ainsi constitué fera l'objet d'une évaluation qui pourra éventuellement conduire à le restreindre si les inconvénients posés par le nombre de participants dépassaient les atouts liés à la richesse des différents apports.

ARTICLE 7 : Suivi - Evaluation

Un consultant pourra être missionné par le comité de pilotage national, par le comité de pilotage local ou par l'une quelconque des Parties pour conduire une évaluation en continu de l'ensemble du programme. Les règles d'imputation et, le cas échéant, de répartition des coûts occasionnés par ce recours à un consultant seront définies, au cas par cas, d'un commun accord entre les Parties.

Les Parties s'engagent à fournir toute information permettant au cabinet susmentionné de mener à bien la mission qui lui aura été confiée.

ARTICLE 8 : Durée

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011 et est conclue pour une durée de trois ans. Elle est modifiable par avenant écrit signé par les Parties.

ARTICLE 9 : Résiliation

En cas de résiliation de la convention financière visée à l'article 5.2, conclue entre la CDC et la structure porteuse du service, *BGE Montpellier*, les Parties conviennent de se réunir afin de déterminer les conditions d'une éventuelle poursuite du dispositif CitésLab **Communauté d'Agglomération de Montpellier** sous de nouvelles modalités et/ou avec d'autres intervenants.

Dans l'hypothèse où aucun accord ne serait trouvé dans cette perspective entre les Parties dans un délai de 6 mois à compter de la résiliation de ladite convention financière, la présente convention sera résiliée automatiquement et de plein droit, ceci sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient, le cas échéant, être réclamés à la Partie responsable de cette résiliation.

ARTICLE 10 : Election de domicile – Attribution de compétence

Pour l'exécution de la présente convention :

- *La CDC fait élection de domicile en ses locaux : Immeuble Europe - 101 allée de Delos - 34965 Montpellier Cedex*
- *BGE Montpellier fait élection de domicile en ses locaux : 3 rue Pagezy à Montpellier*
- *La Communauté d'Agglomération de Montpellier fait élection de domicile en ses locaux : 50 place Zeus à MONTPELLIER*
- *La Ville de Montpellier fait élection de domicile en ses locaux : 1 place Francis Ponge à Montpellier*
- *Le Conseil Général de l'Hérault fait élection de domicile en ses locaux : 1000 rue d'Alco à Montpellier*
- *Le Groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier fait élection de domicile en ses locaux : 1 place Francis Ponge à Montpellier*

Les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention seront portés devant le Tribunal compétent du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

Fait à Montpellier., le2009

En autant d'exemplaires originaux que de Parties

**Pour la Caisse des dépôts et
consignations
Le Directeur Régional**

**Pour l'Etat
Le Préfet de la Région Languedoc-
Roussillon,
Préfet de l'Hérault**

**Pour la Communauté d'Agglomération
de Montpellier
Madame la Vice-Présidente**

**Pour le Conseil Général de l'Hérault
Le Président**

**Pour la Ville de Montpellier
Madame le Maire**

**Pour le GIP-DSUA
La directrice**

**Pour l'AIRDIE, Fonds territorial France
Active,
le Président**

**Pour la Boutique de Gestion AEDE
La Présidente**

Séance publique du lundi 13 décembre 2010

Convoqué le mardi 7 décembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 13 décembre 2010 à 16h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Martine PETITOUT.

Réalisation du pont de la République et élargissement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat

Bilan de la concertation

Arrêt des projets et mise à disposition du public

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

I- Rappel :

La forte croissance démographique que connaît le territoire montpelliérain depuis de nombreuses années a amené la Ville à organiser son développement dans le cadre d'un vaste projet urbain dont l'opération Port Marianne, développée sur plus de 400 hectares à l'est de Montpellier, constitue un des éléments principaux.

Ce développement urbain, initié au début des années 1980 avec le projet Antigone, puis Richter et Consuls de Mer dans les années 1990, se poursuit aujourd'hui par la réalisation des quartiers du nouvel hôtel de ville, Jacques Cœur et Parc Marianne et, demain, par les quartiers Rive Gauche et République. Ces opérations s'organisent dans le cadre d'un schéma d'aménagement général s'appuyant en particulier sur un maillage hiérarchisé de voiries primaires et de desserte, imaginé dès l'origine du projet Port Marianne et fixé depuis 1990 dans le document d'urbanisme de la Ville sous forme d'emplacements réservés.

A ce jour, certaines de ces voies sont réalisées ou en cours de requalification (avenue Marie de Montpellier, Avenue du Mondial 98, avenue Raymond Dugrand) et d'autres restent à réaliser (avenue Théroigne de Méricourt, avenue Nina Simone, pont de la République, avenue Germaine Tillon (à l'emplacement de l'ancienne voie ferrée d'intérêt local ou VFIL)).

Ce schéma viaire, connecté au reste du réseau de la ville et de l'agglomération, fait l'objet d'une mise en œuvre opérationnelle progressive, au fur et à mesure du développement des nouveaux quartiers et des besoins de desserte des nouvelles constructions.

Aussi, dans la perspective de la livraison du futur hôtel de ville en 2011, de la poursuite de l'aménagement des quartiers Jacques Cœur et Parc Marianne jusqu'en 2015, ainsi que de la livraison des premiers logements des quartiers Rive gauche et République en 2012 et 2014, l'achèvement opérationnel du schéma viaire de Port Marianne devient aujourd'hui une nécessité. Cette nécessité est confirmée par les conclusions de l'étude de circulation confiée par la Ville au bureau d'études EGIS, réalisée au 1^{er} semestre 2009.

Cela consistera à réaliser :

- l'élargissement et l'aménagement de la section de l'avenue du Pont Trinquat comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès,
- l'élargissement et l'aménagement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez (pont de la République) et l'avenue du pont Trinquat,
- le nouveau pont sur le Lez (pont de la République),
- l'avenue Théroigne de Méricourt, en rive gauche du Lez, permettant de se connecter à la future place Pablo Picasso, elle-même reliée aux avenues Raymond Dugrand et Nina Simone.

L'état actuel d'avancement des procédures d'aménagement relatives à ces opérations peut se résumer comme suit :

- l'avenue Raymond Dugrand est en cours de réalisation et l'avenue Nina Simone, située dans sa perpendiculaire, fait actuellement l'objet d'études complémentaires avant l'engagement des travaux programmés en 2011,
- l'avenue Théroigne de Méricourt fait elle aussi l'objet d'études et les travaux sont envisagés courant 2012,
- l'engagement des procédures relatives à l'aménagement de la section de l'avenue du Pont Trinquat comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès a été décidé par délibération du Conseil municipal lors de sa séance du 26 juillet 2010 et les études sont en cours,
- enfin, la réalisation du pont de la République et l'élargissement et réaménagement de la rue des Acconiers (section entre le Lez et l'avenue du pont Trinquat) qui font l'objet de la présente délibération.

La construction du pont de la République a été décidé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2009, qui en a confié les études et la réalisation à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'un avenant n°1 à la concession d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche. L'élargissement et le réaménagement de la rue des Acconiers a également été confié à la SERM par un avenant n°7 à la convention publique d'aménagement de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer approuvé lors du Conseil municipal du 9 février 2009.

Considéré comme un maillon fonctionnel important du réseau viaire montpelliérain, le principe d'élargissement et d'aménagement de la rue des Acconiers et la réalisation du pont de la République a été arrêté dès le début des années 1990 lors de l'élaboration du schéma directeur de Port Marianne puis traduit sous forme d'emplacement réservé dans les documents d'urbanisme successifs de la Ville. Aujourd'hui encore, ces aménagements font l'objet, avec l'avenue Théroigne de Méricourt, de l'emplacement réservé C37 du plan local d'urbanisme (PLU) approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006.

En termes de programme, les objectifs de ces aménagements consistent notamment à :

- poursuivre la politique de développement urbain responsable de la Ville en anticipant les questions de desserte des futures constructions et en offrant aux futurs habitants du secteur et à l'ensemble des montpelliérains un maillage viaire performant et évolutif ;
- construire un nouveau pont sur le Lez et élargir la partie de la rue des Acconiers située dans son prolongement afin d'achever le bouclage du réseau viaire de Port Marianne et assurer sa continuité vers la rive droite du Lez et l'ouest de la ville ;
- élargir et réaménager la rue des Acconiers pour assurer notamment le confort et la sécurité des piétons et des cycles en cohérence avec les dispositifs existants sur le reste du réseau ;
- constituer un nouveau moyen de franchissement du Lez pour l'ensemble des usagers (piétons, cycles, véhicules motorisés), afin d'offrir un moyen d'accès plus direct au centre ville en complément des ponts Jean Zuccarelli, Juvénal et Raymond Chauliac ;
- diffuser une partie du trafic sur le pont de la République et la rue des Acconiers pour limiter la saturation des carrefours Ernest Granier et Moularès/Antonelli, points névralgiques du réseau viaire à l'échelle de la ville ;
- permettre, par la rue des Acconiers réaménagée, la desserte du projet autour du futur hôtel de Ville et notamment de l'extension de la ZAC Consuls de Mer en cours d'étude (entre 400 et 600 logements prévus à terme).

Les caractéristiques des deux ouvrages à réaliser sont les suivantes :

- le pont de la République aura une largeur d'environ 17 mètres, pour une longueur d'environ 75 mètres. Il pourra ainsi accueillir confortablement piétons, cycles, et véhicules motorisés (une voie de circulation dans chaque sens) et sera raccordé à l'ensemble des réseaux de déplacement ;
- la rue des Acconiers, actuellement d'une largeur de 3 mètres sans trottoir, sera réaménagée sur une largeur d'environ 23 mètres avec une voie à double sens de circulation, de larges trottoirs accessibles et sécurisés, des pistes cyclables reliées au reste du réseau et du stationnement bilatéral.

II- Concertation

Considérant la continuité et la complémentarité de leur aménagement, une concertation auprès du public a été organisée de manière concomitante sur les projets de réalisation du pont de la République et d'élargissement de la rue des Acconiers. En application des dispositions des articles L.300-2 et R.300-1 du code de l'urbanisme, cette concertation s'est déroulée du 2 novembre 2010 au 23 novembre 2010 conformément aux objectifs programmatiques et aux modalités adoptés par délibération du Conseil municipal en date du 26 juillet 2010.

La concertation s'est organisée selon les modalités suivantes :

- une mise à disposition du public du dossier relatif au projet d'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat, du 2 novembre 2010 au 23 novembre 2010 inclus. Les dossiers soumis à la concertation comprenaient les éléments suivants :
 - élargissement/réaménagement de la rue des Acconiers :
 - notice explicative du projet d'aménagement,
 - plans : plan de situation, plan de masse, profil en travers type et schéma de circulation,
 - projet d'étude d'impact,
 - estimation sommaire des dépenses,
 - réalisation du pont de la République :
 - notice de présentation et programme du projet d'aménagement,
 - plans : plan de situation, périmètre du projet, profil en travers type et schéma de circulation,
 - étude de faisabilité du projet.
- une réunion publique de concertation organisée le mercredi 10 novembre 2010 à la mairie de Montpellier (salle Urbain V). Lors de cette réunion, les documents suivants ont notamment été présentés :
 - un plan de localisation du projet et un schéma de circulation du secteur permettant de présenter le positionnement de ces opérations au sein du territoire montpelliérain et leur articulation avec l'ensemble des quartiers adjacents et des réseaux de déplacements ;
 - des extraits graphiques des documents d'urbanisme de la ville de Montpellier montrant l'antériorité de la planification des aménagements envisagés (depuis le plan d'occupation des sols de 1990 jusqu'au plan local d'urbanisme de 2010), et faisant apparaître l'emplacement réservé C37 destiné à la création d'un nouvel axe constitué par la rue des Acconiers, le pont de la République et l'avenue Théroigne de Méricourt ;
 - un plan du projet d'aménagement envisagé pour la rue des Acconiers ;
 - les profils en travers pour chacun des deux ouvrages (rue des Acconiers et pont de la République), permettant d'appréhender la manière dont seront organisés les différents usages des futures voies.
- des avis
 - parus dans la presse :
 - journal « l'Hérault du Jour » du 30 octobre 2010 ;

- journal « Midi Libre » du 31 octobre 2010 ;
 - hebdomadaire « La Gazette de Montpellier » du 28 octobre au 3 novembre 2010;
 - le journal municipal « Montpellier Notre Ville » n°351 du mois de novembre 2010.
- parus sur Internet :
 - site « Montpellier.fr / Mairie en ligne » à partir du 28 octobre 2010.

Le bilan de la concertation, annexé à la présente délibération, reprend et analyse les remarques du public sans faire apparaître d'opposition de la population au projet de réalisation du pont de la République et d'élargissement/aménagement de la rue des Acconiers (section entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat) qui lui a été présenté.

Le caractère d'intérêt général du projet n'a pas été remis en cause.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le bilan de la concertation organisée auprès du public sur les projets de réalisation du pont de la République et d'élargissement/aménagement de la rue des Acconiers (section entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat) qui lui ont été présentés ;
- d'arrêter les projets de réalisation du pont de la République et d'élargissement/aménagement de la rue des Acconiers (section entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat) ;
- de dire que ces dossiers seront mis à disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie au public ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire,

Hélène MANDROUX



Publiée le : 14/12/2010

519



REALISATION DU PONT DE LA REPUBLIQUE ET AMENAGEMENT DE LA RUE DES ACCONIERES

(SECTION COMPRISE ENTRE LE FUTUR PONT DE LA REPUBLIQUE
ET L'AVENUE DU PONT TRINQUAT)



DOSSIER DE CONCERTATION

Octobre 2010

PROJET DE REALISATION DU PONT DE LA REPUBLIQUE ET D'ELARGISSEMENT/AMENAGEMENT DE LA RUE DES ACCONIERES (SECTION COMPRISE ENTRE LE LEZ ET L'AVENUE DU PONT TRINQUAT)

- BILAN DE LA CONCERTATION -

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a défini les objectifs d'aménagement proposés pour le pont de la République et pour l'élargissement et le réaménagement de la rue des Acconiers (section comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat).

Lors de cette même séance, le Conseil municipal a défini les modalités de la concertation du public préalable à ces opérations d'aménagement. Celles-ci se déclinent comme suit :

- une réunion publique,
- une mise à disposition du public du projet pour une durée minimale de quinze jours avec un cahier permettant de recueillir les observations du public,
- un article dans le journal d'informations municipales.

1 – Modalités et résultats de la concertation

1.1 – Mise à disposition du public, du 2 novembre 2010 au 23 novembre 2010 inclus, du dossier de concertation relatif aux projets de réalisation du pont de la République et d'élargissement/réaménagement de la rue des Acconiers (section comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat) :

Ce dossier comprenait :

- pour le projet d'élargissement/réaménagement de la rue des Acconiers :
 - une notice explicative du projet d'aménagement ;
 - des plans : plan de situation, plan de masse, profil en travers type de voirie et schéma général de circulation ;
 - le projet d'étude d'impact ;
 - l'estimation sommaire des dépenses ;
- pour le projet de réalisation du pont de la République :
 - une notice de présentation et le programme du projet d'aménagement ;
 - des plans : plan de situation, périmètre du projet, profil en travers type de l'ouvrage et schéma de circulation ;
 - l'étude de faisabilité du projet.

Cet ensemble était accompagné d'un cahier sur lequel chacun a pu consigner ses remarques et suggestions.

Au terme du délai de concertation du public, plusieurs remarques ont été inscrites sur ce cahier :

1. **1^{ère} remarque du 3/11/2010** (de Mme Grespan, quartier de la Rauze) : Madame Grespan énumère certaines structures publiques ou projets qui, selon elle, entraînent des nuisances et amènent à « *asphyxier le quartier de la Rauze et ses habitants* » (NB : le quartier de la Rauze est situé au sud du projet faisant l'objet de la présente concertation). Elle cite le bruit de l'autoroute A9 et l'absence de murs anti-bruits, la station d'épuration MAERA, la future ligne TGV ou le centre d'hébergement et de réinsertion sociale Acala.
Réponse : la concertation objet du présent bilan porte sur l'aménagement d'une section de la rue des Acconiers et sur la réalisation du pont de la République dont les effets sur l'environnement immédiat ne sont en rien liés aux ouvrages identifiés comme générateurs de nuisances par Madame Grespan.
2. **2^{ème} remarque du 5/11/2010** (de M. Serge Bonvilla) : Monsieur Serge Bonvilla réside en limite sud de la rue des Acconiers et du projet d'élargissement envisagé. Il demande que le puits situé sur son terrain soit conservé et souhaite qu'un mur séparatif entre sa propriété et le projet soit prévu.
Réponse : l'emprise de la propriété de M. Bonvilla n'est pas impactée par les projets objets de la concertation. Ainsi, le puits et le mur séparatif avec la rue des Acconiers seront conservés. Cependant, dans le cas d'une incompatibilité du projet avec la conservation du mur existant, ou en cas de dommages durant la phase chantier, ce mur sera reconstruit par le maître d'ouvrage.
3. **3^{ème} remarque du 5/11/2010** (de M. Daniel Bonvilla) : Monsieur Bonvilla évoque à nouveau la conservation du puits existant en limite du projet ainsi que la réalisation d'un éventuel rond-point au croisement entre la rue des Acconiers et l'avenue Germaine Tillion. Il s'inquiète également de l'augmentation du trafic annoncée et demande que soient prévus des dispositifs de ralentissement sur les voies.
Réponse : même réponse que la remarque précédente concernant le puits. Pour ce qui est du projet de rond-point, un ouvrage de cette nature avait été envisagé par les premières études menées sur le quartier au début des années 1990 qui n'est plus d'actualité aujourd'hui. L'intersection Acconiers / Pont Trinquat / Germaine Tillion / ligne 3 du tramway sera gérée par un carrefour à feux.
Concernant l'augmentation du trafic véhicules, il est incontestable que le projet va générer un flux de circulation nouveau, aujourd'hui quasi inexistant du fait la configuration actuelle de la rue des Acconiers en impasse étroite et de sa fonction de desserte riveraine. Dans le cadre des études à venir sur le projet, l'hypothèse de ralentisseurs sur chaussée sera examinée aux côtés d'autres solutions qui se révéleront peut être plus efficaces pour réduire les risques d'excès de vitesse. En tout état de cause, la configuration des voies sera définie pour éviter la prise de vitesse qui sera, de toute façon, limitée à 50 km/h.
4. **4^{ème} remarque du 5/11/2010** (de M. G. Bonvilla) : la remarque concerne l'absence d'information au sujet de l'impact du projet sur l'air et la santé (volet 4 de l'étude d'impact).

Réponse : la remarque a été formulée le 5 novembre 2010 alors que le volet « air et santé » de l'étude d'impact a été finalisé le 9 novembre par le bureau d'études prestataire et joint au dossier de concertation proposé au public le jour même. M Bonvilla a été contacté par les services de la Ville qui l'ont informé de ce complément et l'ont invité à venir en prendre connaissance.

5. **5^{ème} remarque du 15/11/2010** (de Mme Marie Boudil) : Madame Boudil s'inquiète des nuisances sonores existantes et à venir sur son quartier, déjà très impacté selon elle par les bruits de l'autoroute A9. Elle s'interroge sur la pertinence du schéma de circulation envisagé sur le secteur et notamment sur le faible nombre des points d'accès au quartier (deux points d'accès seulement sont cités : le rond-point Prés d'Arènes et l'avenue du Pont Trinquat).

Réponse : les nuisances sonores générées par l'autoroute A9 constituent un sujet de préoccupation important pour la Ville de Montpellier, consciente de leur impact préjudiciable sur la qualité de vie des riverains. C'est pour cette raison que la Ville demande depuis plusieurs années à l'Etat et à ASF, respectivement propriétaire et gestionnaire de l'autoroute, que le projet de doublement de l'A9 soit rapidement mis en œuvre afin de pouvoir procéder au déclassement de l'autoroute actuelle en voie urbaine et l'équiper de dispositifs acoustiques pour protéger les montpelliérains de ses nuisances.

Le projet d'élargissement de la rue des Acconiers amènera en lui-même une part de bruit supplémentaire liée à la génération d'un trafic automobile aujourd'hui inexistant. C'est pourquoi, comme le précise l'étude d'impact, des mesures compensatoires sont prévues sur les propriétés impactées, conformément à la réglementation en vigueur (cf. étude d'impact du dossier de concertation).

Enfin, le schéma de circulation proposé n'offre pas seulement deux points d'entrée/sortie, mais quatre. A ceux cités par Madame Boudil s'ajoutent l'accès depuis le pont de la République (permettant de rejoindre l'avenue Théroigne de Méricourt puis l'avenue Raymond Dugrand), et celui depuis l'avenue Germaine Tillon, (nouvelle voie créée en bordure de la ligne 3 du tramway à l'emplacement de l'ancienne voie ferrée d'intérêt local permettant de rejoindre l'avenue du Professeur Etienne Antonelli).

6. **6^{ème} remarque du 15/11/2010** (de Mme Monique Cornet) : Madame Cornet demande que soit prévu un ombrage côté sud de la rue des Acconiers, voire de conserver la haie existante. Elle s'inquiète également de l'augmentation de la pollution de l'air et des nuisances sonores liées au projet, tout en formulant le souhait qu'une avenue à quatre voies ne vienne pas se substituer au final aux deux voies de circulation envisagées.

Réponse : la demande relative à l'ajout de plantations sur le trottoir sud du projet de la rue des Acconiers a fait l'objet de plusieurs remarques formulées dans le cadre de la concertation sur le projet. Aussi, considérant le bien fondé de ces remarques, la Ville a décidé de faire évoluer le projet en conséquence et d'intégrer des plantations complémentaires sous forme d'une rangée d'arbres de haute tige sur le trottoir sud de la nouvelle voie.

En ce qui concerne le bruit, des mesures compensatoires sont envisagées comme précisé précédemment. Il est par ailleurs confirmé que le projet prévoit deux voies de circulation uniquement (une dans chaque sens) et non quatre.

Enfin, sur le volet « santé et air », l'étude réalisée sur les impacts du projet par le bureau d'études BURGEAP conclue que, globalement, « *entre 2008 et 2015, la situation sanitaire de la zone d'étude tend à s'améliorer* ». Il est à noter néanmoins que la réalisation du projet s'accompagnera d'une augmentation moyenne des émissions polluantes de 13 % sur la zone. Cette augmentation s'explique à la fois par la génération d'un nouveau trafic (de 2 à près de 1500 véhicules/heure de pointe) et par l'augmentation globale du parc de véhicules à moteur. Il convient de préciser par ailleurs que sans la réalisation du projet d'élargissement de la rue des Acconiers, la zone d'étude connaîtrait tout de même une hausse des polluants.

7. **7^{ème} remarque du 17/11/2010** (de Mme Colette Chamboreron, riveraine de l'avenue de la Pompignane) : cette dame affirme n'avoir rien contre le projet objet de la concertation mais souhaite que le quartier de la Pompignane soit relié à la ligne 2 du tramway via une passerelle piétonne à réaliser au dessus du Lez.

Réponse : cette observation ne concerne pas le projet objet de la concertation et n'appelle donc aucune réponse particulière dans ce cadre.

8. **8^{ème} remarque du 18/11/2010** (de M. Philippe Gayraud) : Monsieur Gayraud considère qu'il est indispensable de rester sur un profil de chaussée à 2x1 voies (soit une voie dans chaque sens de circulation) pour éviter de bouleverser trop profondément le quartier. Il demande également que des ralentisseurs soient construits sur l'avenue du Pont Trinquat (section entre la rue des Acconiers et l'avenue du docteur Jacques Fourcade), que les rues du Hameau de la Rauze restent fermées à la circulation générale et qu'un schéma général sur le stationnement dans le quartier soit réalisé.

Réponse : il est rappelé que le projet prévoit bien un profil de chaussée à 2x1 voies et que rien ne justifie, en l'état actuel des choses, une évolution de ce point de programme.

Les autres sujets n'appellent pas de réponse ici puisqu'ils ne concernent pas directement les projets faisant l'objet de la présente concertation. Il est toutefois précisé qu'une étude urbaine globale, incluant la problématique du stationnement, sera réalisée prochainement sur le quartier.

9. **9^{ème} remarque du 18/11/2010** (de M. Michel Lefranc, rue Nicolas Copernic) : d'une part, Monsieur Lefranc souhaite, par souci de sécurité et de confort, que l'aménagement de la bande de stationnement côté sud de la rue des Acconiers soit ponctuée de fosses d'arbres afin d'éviter qu'elle se transforme en voie de circulation ; cela apporterait, de plus, de l'ombre pour les piétons empruntant le trottoir.

Il suggère d'autre part que la piste cyclable soit plus éloignée du stationnement pour éviter les risques d'accident lors des ouvertures de portières. Il conseille enfin de conserver les arbres existants sur le site et d'aménager plus de parkings d'échange tramway à proximité du site afin d'éviter la création de nouvelles voies.

Réponse : cf. réponse à la remarque n°6 pour ce qui concerne les plantations complémentaires sur le côté sud de la voie. Concernant le tracé de la piste cyclable, son décalage par rapport à la bande de stationnement entraînerait un désaxement général de la voie en rendant plus difficile et moins lisible son raccordement au pont de la République et à l'avenue du Pont Trinquat ; cette

option sera toutefois étudiée dans le cadre des études techniques complémentaires restant à réaliser (niveau avant-projet).

Au sujet de la haie existante, il a déjà été précisé que sa conservation est incompatible avec le projet de la nouvelle voie. Cette haie, composée d'arbustes sans grande valeur paysagère, ne comporte pas d'arbre de haute tige remarquable susceptible de conférer une plus-value notable au projet.

Enfin, la proposition de réaliser des parkings d'échanges supplémentaires pour éviter la création de nouvelle(s) voie(s) ne semble pas être une réponse adaptée. Les parkings d'échanges sont essentiellement destinés à l'usage des personnes extérieures au quartier et à la ville et ne répondent pas aux besoins de déplacements des habitants actuels et futurs des environs du projet. Sans le projet envisagé - dont l'objectif est d'assurer une desserte locale autant qu'une liaison inter-quartiers -, ces habitants n'auraient plus la possibilité de rejoindre leur domicile avec leur véhicule.

A noter que les parkings d'échange sont réalisés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, compétente en la matière, le long du réseau de tramway et partout où ils sont susceptibles de dissuader les automobilistes de l'usage de la voiture en ville.

10.10^{ème} remarque du 22/11/2010 (de M. A. Surménian, rue de Saint Hilaire) :

Monsieur Surménian regrette que ce projet vienne, selon lui, « déstructurer » et « sacrifier » le quartier en y amenant un trafic qui ne lui est pas propre et regrette que les alternatives proposées par ses soins n'aient pas été retenues.

Réponse : l'antériorité du projet, lié à l'élaboration du schéma directeur de Port Marianne au début des années 1990, et sa traduction, présentée dans le dossier soumis à la concertation, démontrent que cette opération d'intérêt général n'a pas pour but de préserver inconditionnellement l'existant mais de répondre de manière planifiée, raisonnée et durable aux besoins de déplacements inhérents aux évolutions urbaines et démographiques de ce secteur de la ville.

En faisant le choix de réaliser ce projet, la Ville met en œuvre aujourd'hui les principes d'aménagements définis à l'origine du projet Port Marianne en intégrant les préoccupations urbaines et environnementales qui s'imposent désormais à tous. Elle assume son rôle d'aménageur du territoire et de défense de l'intérêt général en anticipant la réponse à des difficultés de circulation et des questions de sécurité routière qui devront être gérées dès l'horizon 2012.

Les alternatives d'aménagement évoquées par M. Surménian n'étant ni précisées ni argumentées dans le cahier de concertation, elles ne peuvent donner lieu à réponse et commentaire.

1.2 – Réunion publique de concertation organisée le mercredi 10 novembre 2010 à 18h30, en mairie, salle Urbain V :

Lors de cette réunion, la salle étant équipée d'un système de vidéo projection, les documents suivants ont notamment été présentés :

- un plan de localisation du projet et un schéma de circulation du secteur permettant de montrer le positionnement des opérations concernés au sein du territoire montpelliérain et leur articulation avec l'ensemble des quartiers adjacents et des réseaux de déplacements ;

- des extraits graphiques des documents d'urbanisme de la ville de Montpellier montrant l'antériorité de la planification des aménagements envisagés (depuis le plan d'occupation des sols de 1990 jusqu'au plan local d'urbanisme de 2010), et faisant apparaître l'emplacement réservé C37 destiné à la création d'un nouvel axe constitué par la rue des Acconiers, le pont de la République et l'avenue Théroigne de Méricourt ;
- un plan du projet d'aménagement envisagé pour la rue des Acconiers ;
- les profils en travers pour chacun des deux ouvrages (rue des Acconiers et pont de la République), permettant d'appréhender la manière dont seront organisés les différents usages sur les futures voies.

Cette réunion était présidée par Monsieur Philippe SAUREL, adjoint au Maire délégué au projet urbain, à l'urbanisme et à l'aménagement durable, accompagné de Madame Annie BENEZECH, adjointe au maire, déléguée au quartier Prés d'Arènes et à la lutte contre l'exclusion et de Madame Perla DANAN, adjointe au maire déléguée au quartier Port Marianne et au Conseil des Sages, assistés de fonctionnaires municipaux.

L'assistance, composée d'environ une cinquantaine de personnes, était constituée de riverains de la rue des Acconiers mais également d'habitants de divers quartiers de Montpellier.

Monsieur SAUREL et ses collaborateurs sont intervenus pour :

- rappeler le contexte de cette réunion publique, qui s'inscrit dans le cadre de la concertation organisée au titre des articles L.300-2 et R.300-1 du code de l'urbanisme sur les projets de réalisation du pont de la République et d'élargissement/aménagement de la rue des Acconiers, pour sa section comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat ;
- préciser qu'un dossier de concertation comportant une notice de présentation, des plans et des schémas de principe et accompagné d'un cahier de remarques est tenu à la disposition du public du 2 novembre 2010 au 23 novembre 2010 inclus ;
- présenter les différentes composantes, existantes et futures, des quartiers Port Marianne et Prés d'Arènes : le projet du futur hôtel de Ville et son quartier environnant, l'avenue Raymond Dugrand, les lignes 1 et 3 du tramway, le futur pont de la République, les équipements publics... ;
- exposer le schéma de circulation envisagé à terme sur l'ensemble de ce secteur et son articulation avec les projets faisant l'objet de la présente concertation, notamment avec la réalisation des avenues Théroigne de Méricourt et Nina Simone qui permettra de finaliser le schéma viaire de Port Marianne ;
- présenter les éléments de programme des projets d'aménagement concernés connus à ce jour et notamment le principe de profil en travers ;
- détailler le planning prévisionnel de réalisation (travaux en 2012 pour une livraison durant l'année 2013).

Au cours de cette réunion, plusieurs remarques et questions ont été formulées par le public :

Question : Quel sera le profil en travers précis de la rue des Acconiers ?

Réponse : l'emprise transversale du projet est d'environ 23 mètres. Le profil en travers de voirie projeté s'organise comme suit : trottoirs latéraux partagés piétons/cycles avec marquage des pistes cyclables, deux rangées de stationnement bilatérales, plantation d'arbres d'alignement et une voie pour chaque sens de circulation.

Question : Pourquoi ne pas conserver la haie existante actuellement le long de la rue des Acconiers ?

Réponse : cf. réponse à 9^{ème} remarque consignée sur le cahier de concertation.

Question : Quelle sera l'altimétrie précise de la rue des Acconiers et comment sera-t-elle reliée à l'avenue du Pont Trinquat et au reste du réseau ? Comment se feront les accès aux propriétés riveraines ?

Réponse : l'altimétrie exacte de la future voie n'est pas encore fixée à ce jour. Elle sera connue à l'issue des études complémentaires qui permettront de définir l'ensemble des caractéristiques du projet, et notamment les points de raccordement aux voiries existantes et aux propriétés riveraines. Ces derniers seront bien entendu maintenus dans leur totalité, voire améliorés par rapport à la situation existante si des modifications devaient y être apportées.

Question : la section de l'avenue du Pont Trinquat rejoignant le chemin de Moularès depuis la rue des Acconiers va-t-elle passer à double sens de circulation ?

Réponse : oui, comme cela a été acté à l'issue de la concertation organisée à ce sujet en avril 2010.

Question : Un projet d'aménagement est-il prévu sur la partie sud de l'avenue du Pont Trinquat, notamment pour ralentir la vitesse excessive des véhicules empruntant cette voie ?

Réponse : cette partie de l'avenue du Pont Trinquat n'est pas concernée par le projet d'aménagement présenté ce jour. Dans l'immédiat, aucun aménagement n'est envisagé. Le problème devra néanmoins être étudié.

Question : Quel sera le trafic envisagé sur l'axe pont de la République/rue des Acconiers ?

Réponse : il est assez difficile de dire précisément le nombre de véhicules qui empruntera cet axe à terme (NB : les simulations réalisées par les bureaux d'études spécialisés et reportées dans le dossier de concertation indiquent un trafic d'environ 1500 véhicules/heure de pointe). En tout état de cause, la circulation actuelle estimée à 2 véhicules/heure sera à l'évidence plus importante après la réalisation de la nouvelle voie qui aura à la fois une fonction de desserte et de liaison inter-quartier.

Question : Que va devenir la section sud de la rue des Acconiers qui suit la rive droite du Lez ?

Réponse : ce secteur encore préservé de l'urbanisation ne fait, pour l'instant, pas l'objet d'un projet d'aménagement. Il s'agit d'un espace doté d'éléments de grande valeur paysagère sur lequel une réflexion sera menée à terme, intégrant les caractéristiques paysagères remarquables du site et son usage de promenade en bordure du fleuve. Dans le cadre de sa politique foncière à long terme, la Ville s'est déjà porté acquéreur de certaines propriétés riveraines.

Question : Que vont devenir les berges du Lez au droit du futur pont de la République et à ses environs ?

Réponse : les berges du Lez feront l'objet d'un traitement qualitatif très végétalisé qui s'inscrira dans la continuité des aménagements du parc de la nouvelle mairie. La conception très qualitative de cet aménagement sera définie en cohérence avec le projet de mise en navigabilité du Lez et de création d'un port de plaisance porté par le Conseil Régional du Languedoc-Roussillon.

Ce projet régional pour lequel une équipe de maîtrise d'œuvre a déjà été désignée est à un stade d'étude avancé. Le port sera réalisé à l'emplacement de l'actuel bassin Jacques Cœur et permettra de relier Montpellier à la mer via le Lez. Cet équipement sera particulièrement moteur pour le développement touristique et économique du territoire montpelliérain.

Question : Le pont de la République sera-t-il surélevé pour laisser passer les bateaux ? Cela aura-t-il un impact sur les propriétés riveraines ?

Réponse : L'altimétrie du pont sera compatible avec les passages des embarcations. Le raccordement précis avec la future rue des Acconiers et les propriétés riveraines sera déterminé par les études techniques complémentaires restant à réaliser. Toutes les personnes dont la propriété sera impactée par les projets faisant l'objet de la présente concertation seront invitées à une réunion spécifique avec la Ville et la SERM sur les caractéristiques détaillées des aménagements et les modalités de leur mise en œuvre.

Question : un projet de rond-point figurait sur certaines cartes : est-il toujours d'actualité ?

Réponse : cf. réponse à 3^{ème} remarque consignée sur le cahier de concertation.

Question : Le stationnement sur la rue des Acconiers sera-t-il payant ou gratuit ?

Réponse : Il est très probable, compte tenu du contexte urbain particulier du secteur – et notamment de la proximité du tramway et d'équipements structurants majeurs comme la nouvelle mairie – qu'une zone de stationnement payant soit instituée assez rapidement. Cela aura pour effet d'éviter le stationnement abusif des non résidents.

Question : Qu'est-il prévu pour dissuader le stationnement des non résidents dans les rues des lotissements situés au sud du projet ?

Réponse : une tarification adaptée sera étudiée en parallèle de la mise en service de la ligne 3 du tramway. Les riverains bénéficieront bien évidemment d'une tarification préférentielle.

Question : Y aura-t-il une nouvelle voie le long de la ligne 3 du tramway, sur l'ancienne VFIL, et combien comprendra-t-elle de voies ?

Réponse : oui, il s'agit de l'avenue Germaine Tillon qui desservira notamment le parking public du futur hôtel de Ville. Elle sera adjacente à la ligne 3 du tramway en cours de réalisation et comprendra deux voies, une par sens de circulation.

Question : Comment les riverains de la rue des Acconiers pourront accéder chez eux ?

Réponse : tous les accès aux propriétés privées existants seront maintenus ou repris en fonction des caractéristiques du projet. La section de la rue des Acconiers située en bordure du Lez (aménagée actuellement en chemin) sera maintenue en

l'état : seule la jonction avec le pont de la République sera réaménagée pour s'adapter à l'altimétrie des nivellements des nouveaux ouvrages.

Question : Des mesures seront-elles prises pour éviter les vitesses excessives des voitures ?

Réponse : Il est rappelé que la vitesse sera limitée à 50 km/h comme dans l'essentiel des rues de la ville. Par ailleurs, les caractéristiques très urbaines des aménagements projetés, en particulier le stationnement bilatéral, permettront de dissuader les comportements excessifs. Les traversées piétonnes pourront être aménagées en plateaux surélevés, qui constitueront un élément supplémentaire de dissuasion.

Question : les propriétés privées situées en bordure nord du projet sont situées dans son emprise : quand seront-elles acquises ?

Réponse : l'acquisition des biens nécessaires à la réalisation du projet fait l'objet de négociation avec leur propriétaire et s'inscrit dans une procédure longue et complexe. Aucune habitation n'est impactée par le projet qui ne concerne que des emprises non bâties.

Question : quel est le calendrier de réalisation du projet et celui des avenues Théroigne de Méricourt et du Pont Trinquat ?

Réponse : le pont de la République et la rue des Acconiers seront réalisés avant la fin du mandat municipal, soit avant mars 2014. Plus précisément, l'objectif est de programmer un début des travaux du pont et de la rue des Acconiers dès 2012 pour une mise en service au cours de l'année 2013.

L'avenue Théroigne de Méricourt qui se situe dans la continuité du pont de la République, en rive gauche du Lez, sera mise en service à la même échéance. Il en est de même pour la première tranche (section ouest) de l'avenue Nina Simone située dans son prolongement, à l'est de la place Pablo Picasso. Le même calendrier est envisagé pour l'avenue du Pont Trinquat.

Question : le quartier de la Rauze n'a pas fait l'objet d'étude urbaine permettant d'appréhender ses possibilités d'évolution et d'avoir une vision d'ensemble sur ses dysfonctionnements et sur son avenir. Ne serait-il pas opportun de programmer une telle étude ?

Réponse : les environs du quartier de la Rauze sont en effet en pleine mutation avec des projets de grande envergure tels que le futur hôtel de Ville et son quartier, l'opération « *Les Patios d'Or* » à l'emplacement de l'ancien « trou Arnal » ou la réalisation de la ligne 3 du tramway. Des projets moins importants mais qui, mis bout à bout, participent au changement de la physionomie du quartier, sont également réalisés ou en cours de réalisation (avenue Germaine Tillion, avenue du Pont Trinquat, extension de la ZAC Consuls de Mer,...). Toutes ces évolutions, bien qu'issues d'une réflexion approfondie, n'ont pas fait l'objet d'une synthèse prospective susceptible de veiller à leur bonne cohérence d'ensemble. Une étude sera donc réalisée pour cela, dès 2011 si le budget municipal le permet. L'opportunité d'instituer un périmètre d'études sera également examinée pour permettre à la ville de surseoir à statuer sur des projets de nature à obérer les développements à venir.

Question : le parc public de la Rauze sera-t-il supprimé ?

Réponse : Non.

Question : Y aura-t-il des murs antibruit en accompagnement du projet ?

Réponse : Des murs de séparation entre la rue des Acconiers et les propriétés riveraines seront conservés ou réhabilités et participeront à la réduction du bruit engendré par le projet : il s'agit des mesures compensatoires comme cela est précisé dans l'étude d'impact présentée dans le dossier de concertation. Le traitement de ces murs sera qualitatif.

Question : la rue des Acconiers est-elle classée dans le domaine public ?

Réponse : oui, il s'agit d'une rue intégrée dans le domaine public de la Ville.

Un débat ne concernant pas directement le projet soumis à la concertation s'ensuit au sujet du projet de doublement de l'autoroute A9 et de la réalisation de la ligne TGV : Monsieur Saurel présente ces deux projets et en explique l'intérêt pour le territoire montpelliérain.

Avant de clôturer la séance, Philippe Saurel reprecise les dates de mise à disposition du dossier de présentation du projet au public ainsi que les horaires d'ouverture des bureaux de la mairie durant lesquelles ce dossier peut être consulté.

Aucune autre question n'étant formulée, la réunion est clôturée à 19 h 40.

1.3 – Courriers reçus par la Ville durant la phase de concertation organisée :

Durant la période de concertation organisée sur les projets concernés, un seul courrier relatif à ces projets a été reçu par la Ville : il s'agit d'une correspondance de Madame Christiane Bertuel, résidente de la rue Edmond Halley, en date du 12 novembre 2010, dans lequel elle exprime son enthousiasme pour les réunions publiques en général après avoir assisté à celle organisée le 10 novembre sur le pont de la République et la rue des Acconiers.

Elle souhaite par ailleurs obtenir le compte rendu de cette réunion publique. Un courrier lui a ainsi été adressé en l'invitant à venir prendre connaissance du présent bilan de la concertation, une fois que celui-ci aura été approuvé par le Conseil municipal.

1.4 – Publicité :

Les modalités de concertation développées aux paragraphes 1.1 et 1.2 ont fait l'objet d'une publicité par le biais d'avis :

- parus dans la presse :

- journal « *l'Hérault du Jour* » du 30 octobre 2010 ;
- journal « *Midi Libre* » du 31 octobre 2010 ;
- hebdomadaire « *La Gazette de Montpellier* » du 28 octobre au 3 novembre 2010 ;
- le journal municipal « *Montpellier Notre Ville* » n°351 du mois de novembre 2010.

- parus sur Internet :

- Site « *Montpellier.fr / Mairie en ligne* » à partir du 28 octobre 2010.

Par ailleurs un avis d'information sur la tenue de la réunion publique organisée le 10 novembre 2010 sur le projet a été diffusé par les services de la Ville dans les boîtes aux lettres des riverains du projet.

2 – Commentaires

La concertation organisée sur les projets de réalisation du pont de la République et sur l'élargissement/réaménagement de la rue des Acconiers (section comprise entre le pont de la République et l'avenue du Pont Trinquat) a fait l'objet d'une mobilisation de la population relativement importante, notamment grâce au dispositif d'information et d'annonce mis en place par la collectivité.

Un dizaine d'observations a été consignée sur le cahier de remarques mis à la disposition du public. Celles-ci concernent essentiellement des interrogations sur le projet d'aménagement objet de la concertation ou sur d'autres projets liés de près ou de loin au quartier concerné. La plupart des questions formulées sur le registre de concertation ont trouvé réponse lors de la présentation du projet : préservation des propriétés riveraines du côté sud (murs séparatifs, puits,...), mesures compensatoires en matière acoustique, plantations complémentaires pour améliorer le projet, etc.... Toutes les remarques démontrent un véritable attachement des résidents à leur quartier mais aucune n'est fondamentalement opposée aux projets présentés.

La réunion publique organisée le 10 novembre 2010 en mairie de Montpellier (salle Urbain V) a rassemblé une cinquantaine de personnes et a donné lieu à de nombreux échanges avec le public. L'intérêt de la population s'est essentiellement porté à la fois sur les caractéristiques physiques du pont et de la voie réaménagée, notamment sur le profil en travers des ouvrages, sur l'évolution urbaine générale du quartier et sur les nuisances éventuelles que pourraient subir les riverains. La mutation profonde du secteur et la nécessité de maîtriser cette évolution grâce à un aménagement adapté de la rue des Acconiers et à la réalisation du pont de la République, par ailleurs prévus depuis longtemps dans le projet urbain et dans le document d'urbanisme de la Ville, ont globalement bien été comprises par la plupart des riverains.

Les différents échanges intervenus avec la population ont permis d'affiner le projet au fil des rencontres afin de concilier dans la plus grande sérénité les impératifs dictés par l'intérêt général et les particularités individuelles. C'est le cas notamment pour le trottoir sud du projet de réaménagement de la rue des Acconiers. Celui-ci n'était, à l'origine, pas pourvu de végétation : le débat à ce sujet durant la concertation a amené la Ville à proposer l'ajout d'une bande plantée et permet ainsi une amélioration substantielle du projet. D'autres adaptations ponctuelles seront encore possibles, si nécessaire, au cours des étapes d'études ultérieures du projet.

Les interrogations et remarques du public durant cette concertation ne constituent donc pas une opposition à la réalisation des projets de réalisation du pont de la République et d'élargissement/aménagement de la rue des Acconiers.

3 – Bilan de la concertation

En conclusion :

- au vu des échanges établis avec la population lors de la réunion publique,
- au vu des remarques recueillies sur le cahier mis à la disposition du public,
- au vu de l'absence d'avis ou de toute remarque formulée par courrier ou sur le site internet de la Ville,

les projets de réalisation du pont de la République et d'élargissement/aménagement de la rue des Acconiers n'ont pas suscité d'opposition de la part du public.

En conséquence, les projets de réalisation du pont de la République et d'élargissement/aménagement de la rue des Acconiers, pour sa section comprise entre le pont de la République et l'avenue du Pont Trinquat, établi sur la base de l'emplacement réservé C37 du Plan local d'urbanisme (PLU) et tenant compte de la concertation organisée auprès du public peut être arrêté par le Conseil municipal.

Ce dossier fera l'objet d'études techniques complémentaires en vue de sa finalisation avant la phase d'appel d'offres et de travaux.

Séance publique du lundi 13 décembre 2010

Convoqué le mardi 7 décembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 13 décembre 2010 à 16h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne-Consuls de Mer Elargissement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat Arrêt du dossier d'enquête publique relative à la protection de l'environnement et préalable à la déclaration d'utilité publique Arrêt du dossier d'enquête parcellaire

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer, initiée au début des années 1990 le long de la rive droite du Lez et dans le prolongement du quartier d'Antigone, a d'ores et déjà permis la construction de près de 3 000 logements, de bureaux, de commerces de proximité, ainsi que de nombreux équipements publics, dont notamment l'hôtel de Police Nationale, le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, et le futur hôtel de Ville de Montpellier en cours d'achèvement.

La réalisation de cette opération s'est organisée en trois périmètres successifs depuis 1993, dont le dernier en date a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 2008 et a porté la superficie totale de la ZAC à environ 25 hectares.

Ce secteur, qui constitue la 3^{ème} phase de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer, est situé au sud de la ZAC existante, dans le prolongement direct du nouvel hôtel de ville et de son parc. Sa réalisation a été confiée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) via un avenant n°7 à la convention publique d'aménagement dont les termes ont été approuvés par le Conseil municipal par délibération du 9 février 2009.

Sur une superficie d'environ 4 hectares, cette extension a notamment pour objectifs d'assurer une continuité urbaine avec les programmes de la ZAC existante et de poursuivre l'aménagement d'un quartier vivant et animé par la construction d'opérations de logements et de bureaux autour du futur hôtel de ville. Elle a également pour objectif d'organiser la densification de l'urbanisation à proximité des lignes 1 et 3 du tramway qui la bordent et de contribuer ainsi à satisfaire la demande en logements toujours croissante sur la ville, en particulier en matière de logements sociaux (25 % de logements sociaux minimum seront construits).

Cette extension de ZAC prévoit enfin la réalisation des infrastructures de voirie nécessaires à la desserte de l'opération, et notamment ses accès ouest (avenue Germaine Tillion) et sud (rue des Acconiers).

L'avenue Germaine Tillion a fait l'objet d'un projet d'aménagement conjoint à la ligne 3 du tramway qui la borde, dont les travaux sont en cours de réalisation.

La rue des Acconiers, dont la configuration actuelle est héritée du temps où ce secteur des bords du Lez constituait la limite de la ville, est une voie étroite de 3 mètres de large desservant en impasse quelques habitations. L'aménagement de cette rue, prévu dans le cadre de la mise en œuvre du projet urbain Port Marianne, a été défini et traduit dans les documents d'urbanisme au début des années 1990.

La réalisation prochaine de l'avenue Théroigne de Méricourt en rive gauche du Lez et du pont de la République, dont la mise en service est prévue au premier semestre 2013, nécessite d'engager dès aujourd'hui le réaménagement de la rue des Acconiers dans le prolongement de ces ouvrages, sur sa section comprise entre l'avenue du Pont Trinquat et le Lez (longueur d'environ 250 mètres).

Ce réaménagement permettra d'assurer non seulement la desserte des opérations alentours mais aussi d'achever le maillage des liaisons inter-quartier entre Port Marianne et les Prés d'Arènes, telles que projetées dans le schéma directeur d'aménagement du secteur défini au début des années 1990.

Prenant en compte le projet du pont de la République, l'aménagement de la rue des Acconiers consistera à élargir l'emprise de la rue afin d'organiser l'ensemble des fonctionnalités d'usage de l'espace public, tant en regard du développement urbain environnant que des impératifs de sécurité et de développement durable liés à chaque mode de déplacement. Suivant ces objectifs, le profil en travers de la nouvelle voie se déclinera selon ce principe : deux voies de circulation automobile en double sens (3 mètres d'emprise par sens de circulation), stationnement bilatéral, plantation d'arbres d'alignement et dégagement d'espaces confortables affectés aux modes de déplacements doux (piétons et cycles). L'ensemble ainsi aménagé concernera une emprise d'une largeur totale d'environ 23 mètres.

Le projet d'aménagement prévoit également la réalisation des réseaux secs et humides aptes à répondre aux nouveaux besoins d'assainissement et de consommation et nécessaires au maillage cohérent de ce secteur avec le reste de la ville (eaux pluviales, eaux usées, électricité, gaz...).

Une concertation du public a été organisée du 3 au 23 novembre 2010 sur le projet d'aménagement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat, conformément aux articles L.300-2 et R.300-1 du code de l'urbanisme. L'arrêt de ce projet et la présentation du bilan de la concertation à laquelle il a donné lieu font l'objet d'une autre délibération inscrite à l'ordre du jour de la présente séance du conseil municipal.

La maîtrise foncière n'étant pas à ce jour totalement assurée par la collectivité sur l'emprise du projet, la Ville de Montpellier doit solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault, Préfet de la région Languedoc Roussillon, sa déclaration d'utilité publique et l'organisation préalable de l'enquête publique et de l'enquête parcellaire qui s'y rattachent.

Le dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et à la protection de l'environnement annexé à la présente délibération contient, conformément aux articles R.11-3-I et R.11-14-2 du code de l'expropriation :

- une note explicative,
- le plan de situation,
- le plan général des travaux,
- les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants,
- l'appréciation sommaire des dépenses,
- une étude d'impact,
- un document mentionnant les textes qui régissent l'enquête et indiquant la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative à l'opération considérée.

Le dossier d'enquête parcellaire ci-annexé contient, conformément à l'article R.11-19 du code de l'expropriation :

- un plan parcellaire régulier des terrains et bâtiments,
- la liste des propriétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'arrêter le dossier d'enquête publique relatif à la protection de l'environnement et préalable à la déclaration d'utilité publique ainsi que le dossier d'enquête parcellaire relatifs à l'élargissement et l'aménagement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat ;
- de demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Préfet de la région Languedoc Roussillon, d'engager les procédures administratives préalables et d'ouvrir conjointement l'enquête publique relative à la protection de l'environnement et préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à l'élargissement et l'aménagement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat, ainsi que l'enquête parcellaire ;
- de solliciter de Monsieur le Préfet la déclaration d'utilité publique et l'arrêté de cessibilité qui se rattachent à cette opération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire,

Hélène MANDROUX



Publiée le : 14/12/2010

ZAC Port Marianne – Consuls de Mer

**Elargissement de la section de la rue des Acconiers
Comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat**

**Arrêt du dossier d'enquête publique relative à la protection de l'environnement
et préalable à la déclaration d'utilité publique**

Arrêt du dossier d'enquête parcellaire

Pièce non dématérialisable

Séance publique du lundi 13 décembre 2010

Convoqué le mardi 7 décembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 13 décembre 2010 à 16h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Martine PETITOUT.

Accession aidée à la propriété : Attribution de subventions au titre du dispositif Prêt Pass Foncier

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée dans la mise en œuvre d'une politique en faveur de l'accès social à la propriété qui vise à :

- développer une offre accessible pour des ménages qui ne trouvent pas de produits adaptés à leurs ressources sur le territoire de la Ville de Montpellier,
- favoriser les parcours résidentiels positifs en proposant une offre diversifiée, notamment pour des ménages sortant du parc locatif social,
- libérer des logements locatifs.

Afin de compléter et renforcer cette politique, le conseil municipal a approuvé par délibération en date du 3 mai 2010 la mise en œuvre du dispositif Prêt Pass Foncier.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier s'est engagée à attribuer à des ménages à revenus modestes une aide financière complémentaire au Prêt Pass Foncier porté par les organismes du 1% logement au titre des opérations dites « accédants ».

Une convention de partenariat spécifique a été signée le 30 juillet 2010 avec le Groupe CIL UNICIL, CIL référent pour la mise en œuvre du dispositif en lien avec le CIL CILEO partenaire de l'action, afin de définir notamment les modalités de soutien financier apporté par la Ville de Montpellier.

A ce titre, la Ville de Montpellier s'est engagée à participer financièrement aux projets présentés par les accédants selon les critères suivants :

Par rapport aux accédants :

- être primo accédant de sa résidence principale,
- respecter les plafonds de ressources du PLSA (prêt social location accession),
- respecter les caractéristiques d'éligibilité au Prêt Pass Foncier.

Le montant de la subvention a été fixé à 3000 euros pour un logement destiné à être occupé par un ménage de 1 à 3 personnes et 4000 euros pour un ménage de 4 personnes et plus.

Par rapport aux logements éligibles :

Par délibérations du conseil municipal en date des 26 juillet et 4 octobre 2010, trois programmes immobiliers ont fait l'objet d'un agrément prévoyant des logements éligibles au Prêt Pass Foncier et en conséquence à l'aide de la Ville. Ces programmes, situés sur la ZAC Port Marianne - Parc Marianne, sont les suivants :

- Ilot 17A, attribué au promoteur BOUYGUES Immobilier pour la programmation de 13 logements pouvant bénéficier de la subvention spécifique Pass'Foncier de la Ville.
- Ilot 17B, attribué au promoteur KAUFFMAN & BROAD L.R pour la programmation de 6 logements pouvant bénéficier de la subvention spécifique Pass'Foncier de la Ville de Montpellier.
- Ilot 17C, attribué au promoteur GROUPE ARCADE SFHE pour la programmation de 18 logements pouvant bénéficier de la subvention spécifique Pass'Foncier de la Ville.

Faisant suite à l'expertise de la faisabilité des projets d'accession par les CIL UNICIL et CILEO, 26 demandes de subventions éligibles à l'aide de la Ville de Montpellier pour un montant total de 80 000 euros ont été transmises.

En conséquence, il est proposé :

- D'attribuer 26 subventions pour un montant total de 80 000 € aux ménages dont la liste ainsi que le montant de la subvention sont annexés à la présente délibération, sous réserve de l'octroi définitif des prêts Pass foncier.
- D'indiquer que chaque subvention attribuée sera déposée auprès d'un notaire sur un compte séquestre au nom du bénéficiaire et sera versée au ménage lors de la signature de l'acte authentique constatant le transfert de propriété.
- De prélever ces sommes prévues au budget de la Ville.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire,

Hélène MANDROUX



Publiée le : 14/12/2010

ANNEXE

Liste des ménages bénéficiaires de la subvention de la Ville de Montpellier au titre du dispositif Prêt Pass Foncier

ARAZO David	Route de Mizas 34120 Pézenas	EQUINOXE	SFHE ARCADE	T3	3 000 €
BAILLY Claire	Rés. Novacérès – 52 rue de Claret – appt 33 34070 Montpellier	EQUINOXE	SFHE ARCADE	T2	3 000 €
BARRIERE Sophie	1 rue Saint Jean 34470 PEROLS	EQUINOXE	SFHE ARCADE	T3	3 000 €
BELFORT Fabienne	176 rue des Photonias 34980 St GELY DU FESC	EQUINOXE	SFHE ARCADE	T3	3 000 €
BERNARD Martine	Résidence Aristid Briand 28 rue Victor Vasarely 34000 MONTPELLIER	PINK GARDEN	KAUFFMAN	T3	3 000 €
BLANC Jérôme	387 rue LE TINTORET 34000 MONTPELLIER	RAY CHARLES	BOUYGUES	T3	3 000 €
BRIGNIER Christopher	241 IMPASSE PAUL HARRIS 34400 VILLETTELLE	RAY CHARLES	BOUYGUES	T3	3 000 €
CABOT Richard	8 rue les Mas de la Vieille 34670 BAILLARGUES	EQUINOXE	SFHE ARCADE	T2	3 000 €

24

CURCIO Grégory	1574 avenue St Maur Résidence Eden Palm Appt B 18 34000 MONTPELLIER	PINK GARDEN	KAUFFMAN	T4	3 000 €
DELAROCQUE Béatrice	28 QUAI DU VERDANSON 34090 MONTPELLIER	EQUINOXE	SFHE ARCADE	T3	3 000 €
FALCIONI Aurore	161 avenue de Boirargues Appat 4 34000 Montpellier	EQUINOXE	SFHE ARCADE	T2	3000
GUTIERREZ Isabelle	68 avenue de la Justice de Castelnau Bat E 34090 MONTPELLIER	EQUINOXE	SFHE ARCADE	T4	3 000 €
HANTZEN Nelly	164 rue d'Epidaure aptt 45 34000 Montpellier	EQUINOXE	SFHE ARCADE	T4	3 000 €
MOREAU Sylvain	69 RUE SHIRIN EBADI 34000 MONTPELLIER	PINK GARDEN	KAUFFMAN	T3	3 000 €
MOUTIER David	660 chemin du Romany 34140 MEZE	EQUINOXE	SFHE ARCADE	T3	3 000 €
NAILI Hayet	2 RUE LASSEDERON 34680 ST GEORGES DORQUES	RAY CHARLES	BOUYGUES	T3	3 000 €
NALBONE Fabiola	LE FONTMAGNE 1 BAT 1 N°20 49 RUE PIERRE LAPORTE 34000 MONTPELLIER	PINK GARDEN	KAUFFMAN	T4	4 000 €
OLIVIN Chrstine	VILLA ALEXANDRE BAT D 15 RUE DES GLADIATEURS 34170 CASTELNAU LE LEZ	EQUINOXE	SFHE ARCADE	T3	3 000 €

POTHIN Bertrand	RES LES AIGRETTES BAC C N°25 47 AV DE LA SEPTIMANIE 34970 LATTES	EQUINOXE	SFHE ARCADE	T4	3 000 €
PRUNET Frédéric	2 rue des Sophoras 30320 Bezouce	EQUINOXE	SFHE ARCADE	T2	3 000 €
RIVIERE Elodie	2312 bld Paul Valéry appt 53 34070 Montpellier	EQUINOXE	SFHE ARCADE	T2	3 000 €
ROTTIERS Loïc	25 rue Raoul Dufy 34000 MONTPELLIER	PINK GARDEN	KAUFFMAN	T2	3 000 €
SALVAING Valérie	54 RUE SHIRIN EBADI 34000 MONTPELLIER	PINK GARDEN	KAUFFMAN	T2	3 000 €
SEBLIN Mikel	21 PLACE PAUL VIGNE D'OCTON 34070 MONTPELLIER	EQUINOXE	SFHE ARCADE	T4	4 000 €
TEKE ERKAN	RES RIVES DROITE N°B212 175 AV DU PR E.ANTONELLI 34070 MONTPELLIER	EQUINOXE	SFHE ARCADE	T4	3 000 €
THERY Romain	104 AV LE TINTORET 34000 MONTPELLIER	RAY CHARLES	BOUYGUES	T3	3 000 €

Séance publique du lundi 13 décembre 2010

Convoqué le mardi 7 décembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 13 décembre 2010 à 16h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde Agrément de candidature ROXIM Management (îlot J1)

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

La société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) a été désignée comme concessionnaire de l'opération ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde par délibération du conseil municipal en date du 30 mars 1998 afin d'en réaliser les études et les aménagements.

Ces études ont été confiées à Christian de Portzampac, architecte. Les dossiers de création et de réalisation de ZAC ont été approuvés par délibérations du conseil municipal respectivement du 20 décembre 1999 et du 29 septembre 2000. Une procédure d'extension de la ZAC sur l'îlot Z, correspondant aux anciens terrains de l'ASPTT a été engagée, et le dossier de réalisation y afférant a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005.

L'objet de cette opération est de réaliser, dans le cadre du projet urbain Port Marianne, un nouveau quartier à vocation principale d'habitat, sans toutefois exclure les activités, notamment le long des voies primaires (avenue Pierre Mendès France et avenue du Mondial 98).

Cette ZAC est entrée en phase opérationnelle en 2003 avec, toutefois, une première réalisation de bureaux dès l'année 2000.

La SERM propose, conformément à la convention publique d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de ROXIM Management en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation d'un programme de logements collectifs dans cette ZAC.

- Dénomination du candidat : ROXIM Management
Espace Pitot
230 place Jacques Mirouse
Bât. E
34000 Montpellier

- Localisation : Ilot J1
ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde
- Parcelles cadastrées : Section DL n°525a et 514a
- Nature du projet : Environ 76 logements collectifs
- SHON maximale : 5 500 m² dont 2 090 m² SHON en accession à la propriété aidée
- Surface maximale constructible : 5 700 m²

La SERM précise que la candidature de ROXIM Management prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il vous est demandé :

- d'approuver la candidature de ROXIM Management en vue de la réalisation d'un programme de logements collectifs sur l'îlot J1 de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire,

Hélène MANDROUX



Publiée le : 14/12/2010

Séance publique du lundi 13 décembre 2010

Convoqué le mardi 7 décembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 13 décembre 2010 à 16h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TRODEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Martine PETITOUT.

ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature 1ère tranche lot 5C ACM

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature d'ACM.

Maître d'ouvrage : A.C.M.
407, avenue du Professeur Antonelli
CS 15590
34074 MONTPELLIER cedex 3

Localisation du projet : Section PB n°86 et 116 p

Surface du lot : 1 141 m²

Nature du projet : 38 logements collectifs sociaux

SHON envisagée : 2890 m² SHON
3035 m² SHON maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'agréer la candidature d'A.C.M.,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire,

Hélène MANDROUX

Publiée le : 14/12/2010



Séance publique du lundi 13 décembre 2010

Convoqué le mardi 7 décembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 13 décembre 2010 à 16h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Martine PETITOUT.

ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature 1ère tranche lot 7BisB ACM

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucaulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, la Conseil municipal a confié une concession d'aménagement de la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature d'ACM.

Maître d'ouvrage : A.C.M.
407, avenue du Professeur Antonelli
CS 15590
34074 MONTPELLIER cedex 3

Localisation du projet : Section PB n°8p et section PC n°160

Surface du lot : 666 m²

Nature du projet : 15 logements collectifs sociaux

SHON envisagée : 1085 m² SHON
1100 m² SHON maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'agréer la candidature d'A.C.M.,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire,

Hélène MANDROUX



Publiée le : 14/12/2010

Séance publique du lundi 13 décembre 2010

Convoqué le mardi 7 décembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 13 décembre 2010 à 16h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Martine PETTOUT.

ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature 3ème tranche lot 10B ACM

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement de la Société d'Équipement de la Région Montpellicaine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature d'ACM.

Maître d'ouvrage : A.C.M.
407, avenue du Professeur Antonelli
CS 15590
34074 MONTPELLIER cedex 3

Localisation du projet : Section PB n°196p

Surface du lot : 1760 m²

Nature du projet : 46 logements collectifs sociaux

SHON envisagée : 3378 m² SHON
3730 m² SHON maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

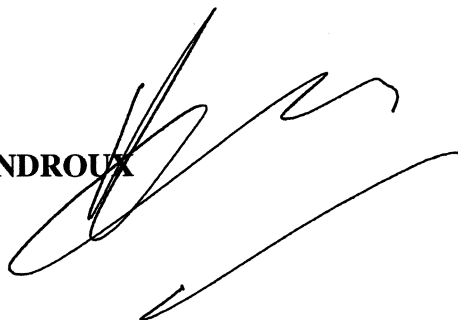
- d'agréer la candidature d'A.C.M.,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire,

Hélène MANDROUX

Publiée le : 14/12/2010



Séance publique du lundi 13 décembre 2010

Convoqué le mardi 7 décembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 13 décembre 2010 à 16h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Futur Hôtel de Ville- Autorisation de signer les avenants aux marchés de travaux des lots 6.2, 7, 9, 10, 15, 19, 21, 22, 26, 29, 31, 32

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002, la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de concours du nouvel hôtel de ville. Le 19 décembre 2002, un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cette opération a été confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM).

A l'issue d'un concours, un contrat de maîtrise d'œuvre a été attribué par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2003 au groupement : « J. Nouvel / F.Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Rappelons que le programme prévoit la réalisation d'environ 27 000 m² de SHON pour l'accueil du public, les bureaux des élus et des services, les espaces communs et les locaux techniques.

L'avant projet détaillé a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 1^{er} février 2005.

Par délibération du Conseil Municipal du 26 juillet 2007, la Ville de Montpellier a désigné le groupement d'entreprises LABASTERE – DL Pyrénées et l'entreprise sous traitante LAUBEUF SA, pour assurer les travaux du lot 6 : « Végétations - Brises soleil fixes - Menuiseries extérieures ».

Par avenant n°1, les travaux du lot 6 ont été transférés de la société LABASTERE à la société LABASTERE 64.

Par avenant n°2, la partie de travaux « végétations inox et Brises Soleil fixes » a fait l'objet d'une cession par le groupement à l'entreprise LAUBEUF SA. Ces lots ont été rebaptisés :

6-1 : Menuiserie extérieures et brises soleil

6-2 : Végétations et brises soleil fixes

Par délibération du Conseil Municipal du 26 juillet 2007, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise LAUBEUF SA, pour assurer les travaux du lot 7 : « Grandes Façades ».

Par délibération du Conseil Municipal du 4 février 2008, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise SODAC pour assurer les travaux du lot 09 : « Cloisons doublage Plâtrerie ».

Par délibération du Conseil Municipal du 26 juillet 2007, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise CLESTRA, pour assurer les travaux du lot 10 : « Cloisons démontables ».

Par délibération du Conseil Municipal du 26 juillet 2007, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise SODIFRA Agencement, pour assurer les travaux du lot 15 : « Parquet et Platelage bois ».

Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise ATELIER MEDITERRANNEEN, pour assurer les travaux du lot 19 : « Peinture revêtement muraux et sols ».

Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise FONTBONNE & FILS SAS, pour assurer les travaux du lot 21 : « Serrurerie -Métallerie».

Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise FONTBONNE & FILS SAS, pour assurer les travaux du lot 22 : « Serrurerie fine ».

Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise MULTITEC, pour assurer les travaux du lot 26 : « Electricité, courant fort ».

Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné le groupement d'entreprises FONTANIE - SOMITEG - JP ELEC, pour assurer les travaux du lot 29 : « Courant faible ».

Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise TUNZINI AZUR, pour assurer les travaux du lot 31 : « Plomberie, Sanitaire ».

Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise AXIMA, pour assurer les travaux du lot 32 : « C.V.C.D. ».

Les présents avenants ont pour objet la prise en compte technique et financière dans les marchés de travaux, sans bouleversement des marchés initiaux, de la réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution.

Pour le lot 6.2, il s'agit essentiellement de modifications de façades demandées par la Ville, afin d'améliorer la clarté intérieure des locaux, et de l'intégration de portes coupe-feu devant les escaliers de secours, portant le marché du titulaire, l'entreprise LAUBEUF à 9 228 440.27€ HT.

L'augmentation du lot 7, correspond à diverses modifications de façades liées à la réglementation incendie. Le montant du marché, après prise en compte de l'avenant, sera de 3 011 800,68€ HT.

Les modifications liées à l'évolution du programme (salle du Conseil Municipal, recloisonnement des salles techniques et accueils d'étages) sont à l'origine de l'augmentation de l'enveloppe des travaux du lot 9, dont l'entreprise SODAC est titulaire, pour un montant de 1 675 376.90 € HT.

Concernant le lot 10, l'augmentation est due à l'incorporation dans les cloisons, des meubles de rangement, ce qui porte le marché de l'entreprise CLESTRA, titulaire de ce lot, à 3 192 021,92 € HT.

Le souhait de la Ville de traiter en parquet les sols des grandes salles de réunion, la création d'un plancher intermédiaire dans le noyau D, les diverses modifications sur la salle du Conseil Municipal ainsi que sur les planchers techniques, portent le marché du lot 15 (parquet et platelage bois), de l'entreprise SODIFRA à 1 137 866.50 € HT.

La mise en peinture des plafonds béton dans les bureaux porte le montant du marché du lot 19 (peinture, revêtement muraux et sols), attribué à ATELIER MEDITERRANNEEN, à 518 140,40€ HT.

La réalisation de divers ouvrages complémentaires, la mise en stabilité au feu des murs rideaux du hall, le bardage des locaux techniques en toiture, des modifications de portes de distribution de certains locaux, et la mise en place de potelets inox démontables liaisonnant les chemins de câbles pour assurer la

flexibilité des bureaux, portent le montant du marché du lot 21 (métallerie-miroiterie) de l'entreprise FONTBONNE & FILS, à 2 649 121,20€ HT.

Concernant le lot 22 (serrurerie fine), dont le titulaire est l'entreprise FONTBONNE & FILS, la mise en place de garde-corps complémentaires en toiture, l'habillage de la cage d'ascenseur du noyau D et les modifications des murs rideaux du hall, portent son marché à 987 173,20 € HT.

La motorisation des brise-soleil des bureaux, l'augmentation de la puissance du transformateur, la modification des prestations des bureaux, et celles de la salle du Conseil Municipal, ainsi que l'augmentation de la puissance des onduleurs, portent le marché de l'entreprise MULTITEC, titulaire des lots 26 (Electricité, courants forts) à 4 302 465.65 € HT.

Le passage à la technologie sous IP du système de vidéo surveillance, les travaux liés aux modifications du programme, l'équipement des salles informatiques en baies de brassage, portent le montant du marché de l'entreprise FONTANIE du lot 29 (Courant faible) à 2 255 855.17€ HT.

La modification du système de désenfumage lié à la sécurité incendie, la modification de la climatisation des salles informatiques et les modifications de la salle du Conseil Municipal porte à 4 550 600,02€ HT le montant du marché de l'entreprise AXIMA, titulaire du lot 32 (C.V.C.D.).

Enfin, l'ajout des équipements intérieurs sanitaires, l'adaptation des équipements sanitaires à la réglementation d'accessibilité à l'horizon 2015 et la prolongation, à la demande des pompiers, de la colonne sèche jusqu'aux terrasses techniques, portent le montant du marché n°31 (Plomberie sanitaire) de l'entreprise TUNZINI AZUR à 791 471.80€ HT.

Les montants et pourcentages d'augmentation par rapport aux montants initiaux des marchés sont présentés comme suit :

N° avenant	Désignation	Entreprise	Marché initial HT	Montant avenant HT	Montant total HT	% augmentation
3	lot 6.2 : Vétages et brises soleil fixes	LAUBEUF SA	8 415 000,00	873 440,27	9 288 440,27	10,38%
1	Lot 7 : Grandes Façades	LAUBEUF SA	2 868 646,58	143 154,10	3 011 800,68	4,99%
1	Lot 9 : Cloisons, Doublage	SODAC	1 382 546,70	292 830,20	1 675 376,90	21,18%
1	Lot 10 : Cloisons démontables	CLESTRA	2 793 804,40	398 217,52	3 192 021,92	14,25%
1	Lot 15 : Parquet et platelage bois	SODIFRA	924 923,00	212 943,50	1 137 866,50	23,02%
1	Lot 19 : peinture, revêtement	Atelier Méditerranéen	453 189,60	64 950,80	518 140,40	14,33%
1	Lot 21 : Serrurerie Métallerie	FONTBONNE & Fils	2 175 708,42	473 412,78	2 649 121,20	21,76%
1	Lot 22 : Serrurerie fine	FONTBONNE & Fils	896 000,00	91 173,20	987 173,20	10,18%
1	Lot 26 : Electricité Courant fort	MULTITEC	3 762 008,61	540 457,04	4 302 465,65	14,37%
1	Lot 29 : Courant Faible	FONTANIE SOMITEG JP ELEC	1 829 493,34	426 361,83	2 255 855,17	23,30%
1	Lot 31 : Plomberie, sanitaire	TUNZINI AZUR	679 200,00	112 271,80	791 471,80	16,53%
1	Lot 32 : CVCD	AXIMA	4 224 926,00	325 674,02	4 550 600,02	7,71%

L'ensemble des avenants proposés représentent 5.32% du montant des marchés notifiés, il n'y a donc pas lieu de procéder à la modification du bilan financier global de l'opération qui reste dans les objectifs fixés initialement par le maître d'ouvrage.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver l'avenant n°3 au marché de l'entreprise LAUBEUF SA, lot 6.2 pour un montant de 873 440.27 € HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise LAUBEUF SA, lot 7 pour un montant de 143 154.10 € HT,

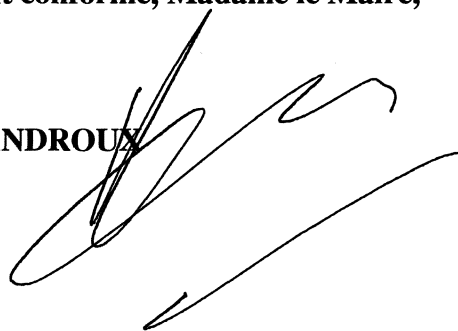
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise SODAC, lot 9 pour un montant de 292 830.20 € HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise CLESTRA, lot 10 pour un montant de 398 217.52 € HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise SODIFRA, lot 15 pour un montant de 212 943.50 € HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise ATELIER MEDITERRANNEEN, lot 19 pour un montant de 64 950.80 € HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise FONTBONNE & FILS, lot 21 pour un montant de 473 412.78 € HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise FONTBONNE & FILS, lot 22 pour un montant de 91 173.20 € HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise MULTITEC, lot 26 pour un montant de 540 457.04 € HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise FONTANIE – SOMITEG - JP ELEC, lot 29 pour un montant de 426 361.83€ HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise TUNZINI AZUR, lot 31 pour un montant de 112 271.80 € HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise AXIMA, lot 32 pour un montant de 325 674.02 € HT,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville, Service Conduite d'Opérations : Nature : 23 13 - Fonction : 900 201 - Programme : 10040

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire,

Hélène MANDROUX

Publiée le : 14/12/2010



S26

Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE MONTPELLIER

Mandataire du maître de l'ouvrage

SERM

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

Groupeement de maîtrise d'œuvre

Ateliers Jean Nouvel (Mandataire)
- Eurl Fontes – TERRELL - VERDIER

MARCHE DE TRAVAUX

155 T 07.28

Lot n° 32: C.V.C.D.

AVENANT N° 01

Titulaire

AXIMA

5, Rue Paul Rocache
31035 TOULOUSE Cedex 01

Juin 2010

SOMMAIRE

1.	ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT.....	3
1.1.	DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHE.....	3
2.	ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHE.....	4
3.	ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX	5
4.	ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS	5
5.	ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES	5

Le présent avenant est passé entre les soussignés:

SERM : Maître d'Ouvrage, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

Et

D'autre part,

L'entreprise AXIMA représentée par Monsieur ROCHER

D'autre part

1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 07.28 pour la réalisation des travaux du lot 32 : C.V.C.D.

Le marché a été notifié le 06 juin 2007 pour un montant de 4 224 926,00 € HT par ordre de service n°1.

La préparation des travaux a été notifiée le 01 Août 2008 pour une période de 4 mois par ordre de service n°2.

Le démarrage des travaux tous corps d'état au 28 février 2008, pour l'ensemble de l'opération, a été notifié à l'entreprise le 22 février 2008 par ordre de service n° 4 pour une durée de 33 mois.

Le présent avenant a pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux, sans bouleversement du marché initial, de la réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution et qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise puis d'ordre de services successifs listés et détaillés ci-après.

1.1. Détails des travaux supplémentaires au marché

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de l'Etat des Prix Forfaitaires de la part de l'entreprise, analysé et validé par le maître d'œuvre. Ils sont en cours d'exécution suite à la notification d'ordre de services à prix provisoires ou restent à réaliser dans le cadre du présent avenant.

**L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous
AXIMA (lot C.V.C.D.)**

	MO	ARCHI	BET	CT/Pompiers	Aléas	
OS011 rideau d'air chaud +modif prestations + raccordement ZAG - devis 5A	49 440,84	6 317,51			7 275,00	
OS012 échelle à crinoline	-3 112,10					
OS013 prestation DES (rectif. OS 08)					78 843,18	
OS014 clim. Locaux info. (rectif. OS 09)	14 048,20					
OS015 modif salle du conseil - devis 10-A	15 695,60					
OS017 salles de réunion - devis 6-B	36 257,03					
OS018 modification R+8 - devis 13-B	45 057,14					
Avenant 01 modification tous niveaux - devis 15-A	75 851,62					
						325 674,02

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
Modifications désenfumage Etat Civil	A la demande de la commission de sécurité il a été modifié le système de désenfumage de l'Etat civil de naturel à mécanique
Climatisation salle serveur et locaux informatique	Le maître d'ouvrage a souhaité équiper d'un groupe VRV indépendant des groupes du reste du bâtiment pour la climatisation des locaux des baies serveurs informatiques
Modification de cloisonnement	La modification de la distribution des locaux par le maître de l'ouvrage a nécessité l'adaptation des prestations de CVC.
Modification de la salle du conseil	Suite à la demande du maître de l'ouvrage d'étendre la salle du conseil à 102 places, il est proposé à l'entreprise modifier et d'adapter ses prestations initiales à la nouvelle configuration des locaux

2. ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Marché Initial : 4 224 926.00 € HT

Art. 1.1 Travaux Supplémentaire : 325 674,02 € HT

Montant total du nouveau Marché **4 550 600,02 € HT**

3. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX

Conformément à l'OS TCE n°02 du 6 juillet 2010 les délais de travaux intégrerons les données du planning indice C du 1 juillet 2010, plus particulièrement le Planning *N°01, N° 03 et N°04*

4. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs et cités dans le présent avenant.

5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

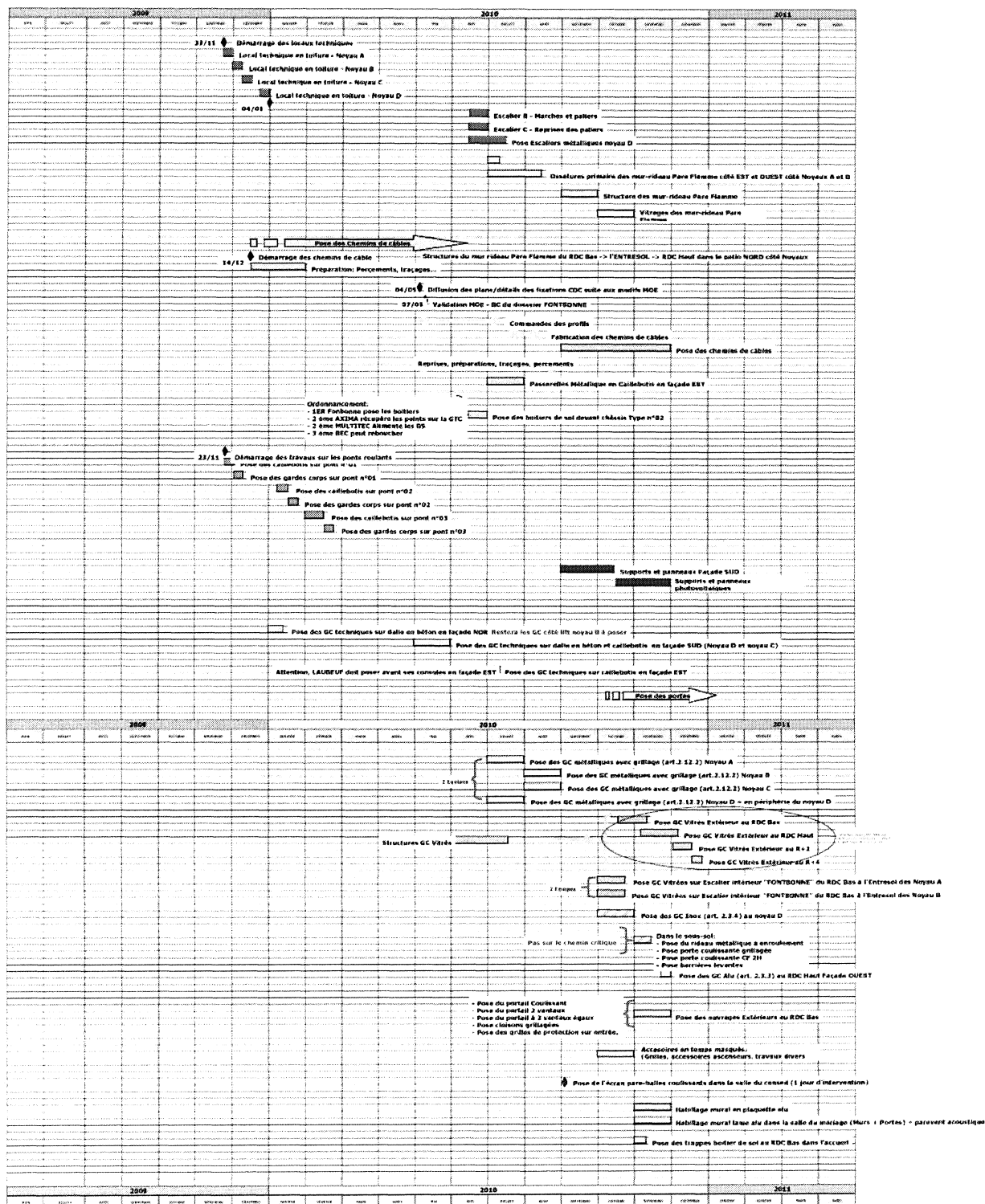
SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Ariebo

Planning n°02: Planning FONTBONNE



134



Montpellier mille et une vies



Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE MONTPELLIER

Mandataire du maître de l'ouvrage

SERM

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

Groupeement de maîtrise d'œuvre

Ateliers Jean Nouvel (Mandataire)
- Eurl Fontes – TERRELL - VERDIER

MARCHE DE TRAVAUX

155 T 07.27

Lot n° 31 : plomberie, sanitaire

AVENANT N° 01

Titulaire

TUNZINI AZUR

1320 rue Jean Perrin

BP 448000

13592 AIX EN PROVENCE CEDEX 3

Novembre 2010

SOMMAIRE

1.	ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT.....	3
1.1.	DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHÉ.....	3
2.	ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ	4
3.	ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX	4
4.	ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS	4
5.	ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES	5

Le présent avenant est passé entre les soussignés:

SERM : Maître d'Ouvrage, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

Et

D'autre part,

L'entreprise TUNZINI représentée par Monsieur ROSA

D'autre part

1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 07.07 pour la réalisation des travaux du lot 31 : plomberie, sanitaire.

Le marché a été notifié le 06 juin 2007 pour un montant de 679 200.00 € HT par ordre de service n°1.

La préparation des travaux a été notifiée le 23 Août 2008 pour une période de 6 mois par ordre de service n°2.

Le démarrage des travaux tous corps d'état au 28 février 2008, pour l'ensemble de l'opération, a été notifié à l'entreprise le 22 février 2008 par ordre de service n° 4 pour une durée de 33 mois.

Le présent avenant a pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux, sans bouleversement du marché initial, de la réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution et qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise puis d'ordre de services successifs listés et détaillés ci-après.

1.1. Détails des travaux supplémentaires au marché

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de l'Etat des Prix Forfaitaires de la part de l'entreprise, analysé et validé par le maître d'œuvre. Ils sont en cours d'exécution suite à la notification d'ordre de services à prix provisoires ou restent à réaliser dans le cadre du présent avenant.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous
TUNZINI (lot plomberie sanitaire)

	MO	ARCHI	BET	CT/Pompiers	Aléas	
OS010 notification devis n°200/11/05 siphon PMR					1 190,00	
OS012 notification devis 2010/03/10 siphons escaliers				2 418,00		
OS014 notification devis 21 mise en place ECS niveau OB	2 899,00					
Avenant - prolongement des colonnes sèche en toiture - devis 20-A				9 734,80		
Avenant - raccordement siphon de palier - devis 22				3 707,70		
Avenant - alimentation rideau CF au S1 - devis 24-B		1 223,80				
Avenant - fabrication et pose d'un cache EU/EV noyau D. - devis 29		2 250,00				
Avenant - dépose et repose d'un chauffe eau niv. S10A - devis 30				1 435,00		
Avenant - modification réseaux suite modifications de la Ville - devis 210-05-12	1 261,22					
Sièges de douches PMR	4 336,50					
Modif sanitaires Noyau A	1 172,00					
Avenant - prestations complétées au marché de base pour équipement sanitaire supplémentaires		80 643,78				
						112 271,80

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
Prestations complétées au marché de base	A la demande du maître de l'ouvrage il a été rajouté des équipements intérieurs des sanitaires : distributeur papier, savon, poubelles ;, etc.. Certaines prestations ont été modifiées (robinetterie, Cuvette, vasques) Les équipements PMR n'avaient été prévus initialement dans le marché (douche PMR)
Prolongement des colonnes sèches en toiture terrasse	A la demande des pompiers lors de leur dernière visite du site, il été exigé de poursuivre les colonnes sèches jusqu'en terrasse technique dernier niveau

2. ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Marché Initial : 679 200.00 € HT

Art. 1.1 Travaux Supplémentaire : 112 271,80 € HT

Montant total du nouveau Marché **791 471,80 € HT**

3. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX

Conformément à l'OS TCE n°02 du 6 juillet 2010 les délais de travaux intégrerons les données du planning indice C du 1 juillet 2010.

4. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs et cités dans le présent avenant.

5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE MONTPELLIER

Mandataire du maître de l'ouvrage

SERM

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

Groupement de maîtrise d'œuvre

Ateliers Jean Nouvel (Mandataire)
- Eurl Fontes – TERRELL - VERDIER

MARCHE DE TRAVAUX

155 T 07.25

Lot n° 29: courant faible

AVENANT N° 01

Titulaire

FONTANIE

188, Rue Georges Auric
34070 MONTPELLIER

Juillet 2010

SOMMAIRE

1.	ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT.....	3
1.1.	DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHE.....	3
2.	ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHE	4
3.	ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX	4
4.	ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS	5
5.	ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES	5

Le présent avenant est passé entre les soussignés:

SERM : Maître d'Ouvrage, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

Et

D'autre part,

Le groupement FONTANIE – SOMITEG – JP ELEC dont le mandataire est l'entreprise FONTANIE représentée par Monsieur DENIS

D'autre part

1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 07.25 pour la réalisation des travaux du lot 29 : courant faible

Le marché a été notifié le 06 juin 2007 pour un montant de 1 829 493.34 € HT par ordre de service n°1.

La préparation des travaux a été notifiée le 23 Août 2008 pour une période de 6 mois par ordre de service n°2.

Le démarrage des travaux tous corps d'état au 28 février 2008, pour l'ensemble de l'opération, a été notifié à l'entreprise le 22 février 2008 par ordre de service n° 4 pour une durée de 33 mois.

Le présent avenant a pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux, sans bouleversement du marché initial, de la réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution et qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise puis d'ordre de services successifs listés et détaillés ci-après.

1.1. Détails des travaux supplémentaires au marché

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de l'Etat des Prix Forfaitaires de la part de l'entreprise, analysé et validé par le maître d'œuvre. Ils sont en cours d'exécution suite à la notification d'ordre de services à prix provisoires ou restent à réaliser dans le cadre du présent avenant.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous
FONTANIE (lot courant faible)

	MO	ARCHI	BET	CT/Pompiers	Aléas	
Réseaux Pégase	14 295,60 €					
Distribution réseaux Pégase et FT sur AL		15 339,86 €				
Enrobage réseaux Pégase et FT sur AL	17 332,25 €					
Modification nature des réseaux	15 238,16 €					
Modification du SSI	2 448,96 €		16 547,08 €			
saignée pour alim boîtier de sol pour le compte de BEC					-4 683,55 €	
Avenant n°1 - vidéo surveillance sur IP	166 562,95 €					
Avenant n°1 - Modification SSI au niveau S1 (devis n° 008SOM)	11 967,08 €					
Modification câblage VDI suite à modif des cloisonnements	29 771,55 €					
Modification câblage sécurité contrôle d'accès et caméras+ modification de la détection incendie des grandes salles	50 929,11 €					
Equiperment de la salle baies informatique + cordon RJ 45 supplémentaires	87 210,24 €					
Modification CdC Ssol R+7 et R+8	3 402,54 €					
						426 361,83

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
Réseaux PEGASE	A la demande du maître de l'ouvrage il a été créé des fourreaux supplémentaires de pénétration dans le bâtiment pour alimenter de différents points de pénétration le bâtiment pour le réseau PEGASE essentiellement
Système transfert des données sur IP	Le maître de l'ouvrage a souhaité dans l'architecture du système de télécommunication des données remplacer la technologie commuté par le système de voix sur IP qui uniformise les données informatiques, vidéo et voix sur un même principe.
Modification SSI Niv -1 - modifications de cloisonnement - Modifications contrôle d'accès et caméras - Détection des grandes salles	Suite à la demande du maître d'ouvrage de modifications de distribution de locaux, il a été nécessaire d'adapter les câblages courants faibles (SSI - VDI) au nouveau cloisonnement - A la demande du bureau de Sureté il a été augmenté le nombre des contrôle d'accès et des caméras de video - La modification de certaines contraintes technique dans la réalisation des plafonds des grandes salles a nécessité le changement de la technique de détection par aspiration
Equiperment dees baies informatiques en Ssol	Suite à la demande du maître de l'ouvrage il a été rajouté l'équipement de 18 baies informatiques nécessaires pour le brassage ainsi que les cordons RJ allant des caissons au postes de travail.

2. ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Marché Initial Tranche Ferme :	1 829 493,34 €
Art. 1.1 Travaux supplémentaires :	426 361,83 €
Montant total du Nouveau Marché	2 255 855,17 €

3. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX

Conformément à l'OS TCE n°02 du 6 juillet 2010 les délais de travaux intégrerons les données du planning indice C du 1 juillet 2010.

4. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs et cités dans le présent avenant.

5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE MONTPELLIER

Mandataire du maître de l'ouvrage

SERM

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

Groupement de maîtrise d'œuvre

Ateliers Jean Nouvel (Mandataire)
- Eurl Fontes – TERRELL - VERDIER

MARCHE DE TRAVAUX

155 T 07.25

Lot n° 29: courant faible

AVENANT N° 01

Titulaire

FONTANIE

188, Rue Georges Auric
34070 MONTPELLIER

Juillet 2010

SOMMAIRE

1.	ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT	3
1.1.	DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHE.....	3
2.	ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHE	4
3.	ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX	4
4.	ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS	5
5.	ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES	5

Le présent avenant est passé entre les soussignés:

SERM : Maître d'Ouvrage, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

Et

D'autre part,

Le groupement FONTANIE – SOMITEG – JP ELEC dont le mandataire est l'entreprise FONTANIE représentée par Monsieur DENIS

D'autre part

1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 07.25 pour la réalisation des travaux du lot 29 : courant faible

Le marché a été notifié le 06 juin 2007 pour un montant de 1 829 493.34 € HT par ordre de service n°1.

La préparation des travaux a été notifiée le 23 Août 2008 pour une période de 6 mois par ordre de service n°2.

Le démarrage des travaux tous corps d'état au 28 février 2008, pour l'ensemble de l'opération, a été notifié à l'entreprise le 22 février 2008 par ordre de service n° 4 pour une durée de 33 mois.

Le présent avenant a pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux, sans bouleversement du marché initial, de la réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution et qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise puis d'ordre de services successifs listés et détaillés ci-après.

1.1. Détails des travaux supplémentaires au marché

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de l'Etat des Prix Forfaitaires de la part de l'entreprise, analysé et validé par le maître d'œuvre. Ils sont en cours d'exécution suite à la notification d'ordre de services à prix provisoires ou restent à réaliser dans le cadre du présent avenant.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous
FONTANIE (lot courant faible)

	MO	ARCHI	BET	CT/Pompiers	Aléas	
Réseaux Pégase	14 295,60 €					
Distribution réseaux Pégase et FT sur AL		15 339,86 €				
Enrobage réseaux Pégase et FT sur AL	17 332,25 €					
Modification nature des réseaux	15 238,16 €					
Modification du SSI	2 448,96 €		16 547,08 €			
saignée pour alim boîtier de sol pour le compte de BEC					-4 683,55 €	
Avenant n°1 - vidéo surveillance sur IP	166 562,95 €					
Avenant n°1 - Modification SSI au niveau S1 (devis n° 008SOM)	11 967,08 €					
Modification câblage VDI suite à modif des cloisonnements	29 771,55 €					
Modification câblage sécurité contrôle d'accès et caméras+ modification de la détection incendie des grandes salles	50 929,11 €					
Equipement de la salle baies informatique + cordon RJ 45 supplémentaires	87 210,24 €					
Modification CdC Ssol R+7 et R+8	3 402,54 €					
						426 361,83

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
Réseaux PEGASE	A la demande du maître de l'ouvrage il a été créé des fourreaux supplémentaires de pénétration dans le bâtiment pour alimenter de différents points de pénétration le bâtiment pour le réseau PEGASE essentiellement
Système transfert des données sur IP	Le maître de l'ouvrage a souhaité dans l'architecture du système de télécommunication des données remplacer la technologie commuté par le système de voix sur IP qui uniformise les données informatiques, vidéo et voix sur un même principe.
Modification SSI Niv -1 - modifications de cloisonnement - Modifications contrôle d'accès et caméras - Détection des grandes salles	Suite à la demande du maître d'ouvrage de modifications de distribution de locaux, il a été nécessaire d'adapter les câblages courants faibles (SSI - VDI) au nouveau cloisonnement - A la demande du bureau de Sureté il a été augmenté le nombre des contrôle d'accès et des caméras de vidéo - La modification de certaines contraintes technique dans la réalisation des plafonds des grandes salles a nécessité le changement de la technique de détection par aspiration
Equipement des baies informatiques en Ssol	Suite à la demande du maître de l'ouvrage il a été rajouté l'équipement de 18 baies informatiques nécessaires pour le brassage ainsi que les cordons RJ allant des caissons au postes de travail.

2. ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Marché Initial Tranche Ferme :	1 829 493,34 €
Art. 1.1 Travaux supplémentaires :	426 361,83 €
Montant total du Nouveau Marché	2 255 855,17 €

3. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX

Conformément à l'OS TCE n°02 du 6 juillet 2010 les délais de travaux intégrerons les données du planning indice C du 1 juillet 2010.

4. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs et cités dans le présent avenant.

5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE



Montpellier *mille et une vies*



Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE MONTPELLIER

Mandataire du maître de l'ouvrage

SERM

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

Groupeement de maîtrise d'œuvre

AJN (Mandataire)

FONTES - TERRELL

MARCHE DE TRAVAUX

155 T 07.22

Lot n° 26 : Electricité, courant forts

AVENANT N° 01

Titulaire

MULTITEC

Parc de l'Aéroport
195 rue Alfred Sauvy
34470 PEROLS

Octobre 2010

SOMMAIRE

1.	ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT.....	3
1.1.	DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHE.....	3
2.	ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHE	4
3.	ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX	5
4.	ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS	5
5.	ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES	5

Le présent avenant est passé entre les soussignés:

SERM : Maître d'Ouvrage, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

Et

D'autre part,

L'entreprise MULTITEC représentée par Monsieur DUBEDAT

D'autre part

1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 07.22 pour la réalisation des travaux du lot 26 : Electricité, courant fort.

Le marché a été notifié le 06 juin 2007 pour un montant de 3 749 754.65 € HT par ordre de service n°1 et l'option n° 2 du transformateur d'un montant de 12 253,96 € H.T. a été notifié par OS n°10 du 10 février 2009.

Le présent avenant a pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux du groupement titulaire, sans bouleversement du marché initial, de réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution ou à venir et qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise listés et détaillés ci-après.

1.1. Détails des travaux supplémentaires au marché

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de l'Etat des Prix Forfaitaires de la part de l'entreprise, analysé et validé par le maître d'œuvre. Ils sont en cours d'exécution suite à la notification d'ordre de services à prix provisoires ou restent à réaliser dans le cadre du présent avenant.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous
MULTITEC (Electricité, courant fort)

	MO	ARCHI	BET	CT/Pompiers	Aléas	
OS007 alimentation des brises soleil	102 952,03					
OS018 notification du devis n°6641-40 modif alim générale du bât	22 228,03					
OS019 répartition du devis 6-A de CASTEL sur guirlandes élec.					-26 046,00	
OS020 saignée pour alim boîtier de sol pour le compte de BEC					-4 683,55	
Avenant 01 onduleurs 60Kva	52 615,16					
Avenant 01 balance des luminaires		283 077,35				
Liaison radio entre VC et Radar détecteur de présence			76 579,68			
Modif câblage suite à modification des bureaux	77 313,74					
Avenant 01 suppression des flexibles métalliques de descente		-43 579,40				
						540 457,04

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
Alimentation électrique des brises soleil	A la demande du maître de l'ouvrage les brises soleil manuel à cadre et lames orientables ont été motorisés ce qui a nécessité la mise en place d'un câblage électrique supplémentaire.
Alimentation électrique du bâtiment	L'option d'un transformateur électrique d'une plus grande puissance (800 KVA) nécessite la mise en place d'un câble d'alimentation de section plus importante
Modification des bureaux	La maîtrise d'œuvre a modifié certaines prestations pour satisfaire à certaines exigences acoustiques et CF, non prévues initialement.
Modification de la salle du conseil	Suite à la demande du maître de l'ouvrage d'étendre la salle du conseil à 102 places, il est proposé à l'entreprise de créer un caniveau en sous face du plancher pour acheminer les câblages supplémentaires vers les différents pupitres
Modifications de cloisonnements	Suite à la demande du maître d'ouvrage de modifications de distribution de locaux il s'avère nécessaire de corriger le câblage correspondant à ce nouveau projet d'aménagement
Emetteur radar entre détecteur de présence et alimentation electrovanne du Ventilconvecteur	La liaison filaire entre le détecteur n'avait pas été décrite par la MOE et a été proposée avec une liaison radio pour permettre la modularité des bureaux.
Onduleur 2*60 KVA autonomie 30'	Le maître d'ouvrage a souhaité augmenter la puissance des onduleurs compte tenu des nouveaux équipements à sécuriser.

2. ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Marché Initial Tranche Ferme :	3 762 008,61 €
Art. 1.1 Travaux supplémentaires :	540 457,04 €
Montant total du Nouveau Marché	4 302 465,65 €

3. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX

Conformément à l'OS TCE n°02 du 6 juillet 2010 les délais de travaux intégreront les données du planning indice C du 1 juillet 2010.

4. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs, cités dans le présent avenant.

5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE



Montpellier mille et une vies



Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE MONTPELLIER

Mandataire du maître de l'ouvrage

SERM

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

Groupeement de maîtrise d'œuvre

Ateliers Jean Nouvel (Mandataire)
- Eurl Fontes – TERRELL - VERDIER

MARCHE DE TRAVAUX

155 T 07.17

Lot n° 22 : Serrurerie fine

AVENANT N° 01

Titulaire

FONTBONNE & FILS SAS

57, rue Emile Zola
69 151 Decines

Juillet 2010

SOMMAIRE

1.	ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT	3
1.1.	DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHE.....	3
2.	ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHE	4
3.	ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX	4
4.	ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS	4
5.	ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES	4

Le présent avenant est passé entre les soussignés:

SERM : Maître d'Ouvrage, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

Et

D'autre part,

L'entreprise FONTBONNE & Fils SAS représentée par Monsieur Fontbonne

D'autre part

1. **ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT**

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 07.17 pour la réalisation des travaux du lot 21 : Serrurerie – Métallerie du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier.

Le marché a été notifié le 6 juin 2007 pour un montant de 896 000,00 € HT par ordre de service n°1.

La préparation des travaux a été notifiée le 23 Août 2007 pour une période de 6 mois par ordre de service n°2.

Le présent avenant a pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux, sans bouleversement du marché initial, de la réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution et qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise puis d'ordre de services successifs listés et détaillés ci-après.

1.1. **Détails des travaux supplémentaires au marché**

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de l'Etat des Prix Forfaitaires de la part de l'entreprise, analysé et validé par le maître d'œuvre. Ils sont en cours d'exécution suite à la notification d'ordre de services à prix provisoires ou restent à réaliser dans le cadre du présent avenant.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous
FONBONNE & Fils (lot Serrurerie fine)

	MO	ARCHI	BET	CT/Pompiers	Aléas
OS008 garde corps façade Est et Ouest toiture - devis 06		66 685,20			
OS012 - habillage cage ascenseur - devis n°23		29 560,00			
Avenant 01 - modification salle du conseil - devis n°28	-38 772,00				
Habillage aluminium salle des mariages supprimé	-23 822,00				
Avenant 01 - portails extérieurs - devis n°09 moins 16,40	31 571,60				
Avenant 01 - mur rideau Hall d'accueil - devis n°29 corrigé		77 305,40			
Avenant 01 - moins value écran pare balle		-8 520,00			
Avenant 01 - suppression panneaux acoustique salle des mariages		-42 835,00			
					91 173,20

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
Garde corps façade EST et OUEST	La prestation de garde corps technique en toiture n'a pas été décrite par le MOE. Cette prestation obligatoire est à rajouter au titre des travaux supplémentaires
Habillage de l'intérieur de la cage d'ascenseur	Les ascenseurs vitrés deux faces traversent des niveaux. L'architecte a demandé à l'entreprise de réaliser un habillage de finition à l'intérieur des cages des ascenseurs vitrés duplex et simplex dans les traversés des niveaux opaques (salle des rencontres, salles du conseil)
Mur rideau hall d'accueil	A la demande de l'architecte il est proposé des vitrages filmés de teinte différentes qui nécessitent, compte tenu des exigences PF 1/2h, la mise en place d'un vitrage isolant au lieu du simple vitrage clair prévu initialement.
Portails extérieurs	Oubli dans le descriptif des portails extérieurs : <ul style="list-style-type: none"> o Passerelles OUEST o Angle Rdc Bas sur parvis (cour anglaise EST) Plus value pour portail extérieur OUEST niv 23,54 NGF anodisé inox idem bardage

2. **ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ**

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Montant du marché initial	896 000,00 €
Art. 1.1 Travaux supplémentaires	91 173,20 €
Montant total du nouveau Marché	987 173,20 €

3. **ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX**

Conformément à l'OS TCE n°02 du 6 juillet 2010 les délais de travaux intégreront les données du planning indice C du 1 juillet 2010, plus particulièrement le Planning N°02 FONTBONNE.

4. **ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS**

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs et cités dans le présent avenant.

5. **ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES**

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

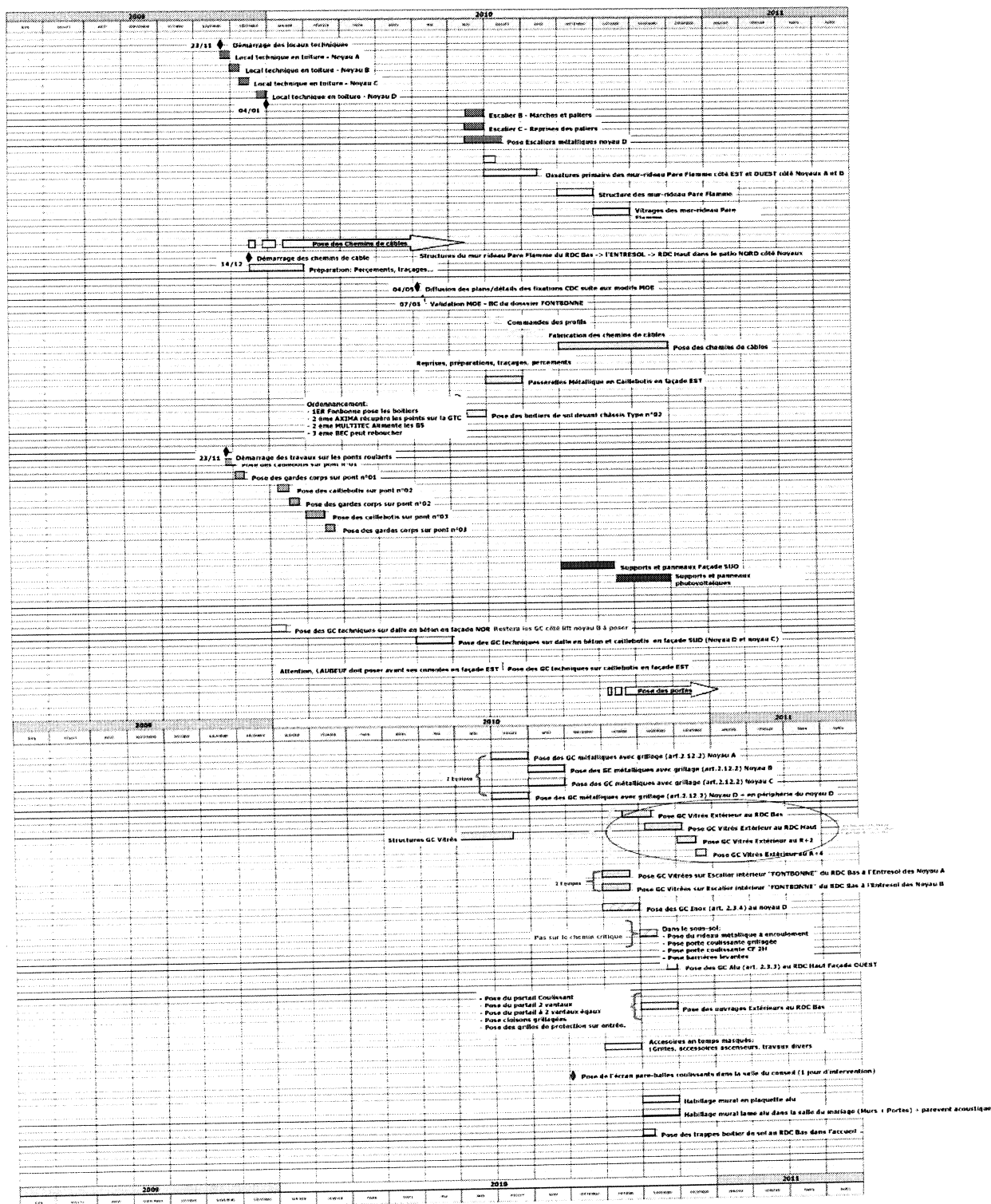
SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE

ANNEXE 1

Planning détaillé n°02



Planning n°02: Planning FONTBONNE



Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE MONTPELLIER

Mandataire du maître de l'ouvrage

SERM

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

Groupement de maîtrise d'œuvre

Ateliers Jean Nouvel (Mandataire)
- Eurl Fontes – TERRELL - VERDIER

MARCHE DE TRAVAUX

155 T 07.06

Lot n° 21 : Métallerie - Miroiterie

AVENANT N° 01

Titulaire
FONTBONNE & FILS SAS
57, rue Emile Zola
69 151 Decines

Juillet 2010

SOMMAIRE

1.	ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT.....	3
1.1.	DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHE.....	3
2.	ARTICLE 2 – MONTANT DE L’AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHE.....	4
3.	ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX	4
4.	ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS	5
5.	ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES	5

Le présent avenant est passé entre les soussignés:

SERM : Mandataire du Maître d'Ouvrage, agissant au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

Et

D'autre part,

L'entreprise FONTBONNE & Fils SAS représentée par Monsieur Fontbonne

D'autre part

1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 07.06 pour la réalisation des travaux du lot 21 : Serrurerie – Métallerie du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier.

Le marché a été notifié le 6 juin 2007 pour un montant de 2 175 708,20 € HT par ordre de service n°1.

La préparation des travaux a été notifiée le 23 Août 2007 pour une période de 6 mois par ordre de service n°2.

Le démarrage des travaux tous corps d'état au 28 février 2008, pour l'ensemble de l'opération, a été notifié à l'entreprise le 22 février 2008 par ordre de service n° 4 pour une durée de 33 mois.

Le présent avenant a pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux, de la réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution ou restant à réaliser et détaillés ci-après.

1.1. Détails des travaux supplémentaires au marché

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de l'Etat des Prix Forfaitaires de la part de l'entreprise, analysé et validé par le maître d'œuvre. Ils sont en cours d'exécution suite à la notification d'ordre de services à prix provisoires ou restent à réaliser dans le cadre du présent avenant.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous
FONTBONNE & Fils (lot Métallerie - Miroiterie)

	MO	ARCHI	BET	CT/Pompiers	Aléas	
OS007 poutre liaison brise soleil		15 860,00				
OS008 suppression escalier niveaux bas				-8 472,00		
OS010 notification des portes - devis n°14 bis	5 784,66	21 761,34				
OS011 bardage LT toiture - devis 11bis	119 400,00					
OS012 mur rideaux - devis 13				56 335,00		
OS013 échelle à crinoline - devis 07	12 448,38					
OS014 paliers de recoupement des gaines CF				33 750,00		
Avenant n°1 - moins value supports photovoltaïque en TT et GC ponts roulants cf. devis 15		-99 468,00				
Avenant n°1 - potelet	217 591,20					
Avenant n°1 - boîtier de sol pour coffret de synchro. LABASTERE		15 158,00				
Portes supplémentaires	31 583,00					
Fond de fosse					9 850,00	
Parois vitées Petrarque, seneur, Salle de Crise	7 306,20					
Avenant n°1 - couvertures caillebotis sur Aire de Livraison					10 200,00	
Avenant n°1 - rail portail coulissant					9 395,00	
Avenant n°1 - laquage de la fibralith sur CDC bureaux		29 866,00				
Suppressio 2.8 et 2.1 Chassis vitré	-14 936,00 €					
						473 412,78

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
Poutre liaison Brise soleil Photovoltaïque	L'architecte a souhaité voir rajouter sur la façade SUD une poutre filante qui relie les consoles support des capteurs photovoltaïques. Cette prestation manquante à l'origine est rajoutée
Modifications de portes	L'architecte a souhaité que soit dissimulé dans l'hubriserie les quincailleries type ferme porte et ventouses de sécurité
Bardage des locaux techniques en toiture	Le maître de l'ouvrage a demandé que soit réalisé une enveloppe isolée dans les locaux techniques de toitures prévus hors d'air, hors d'eau mais pas isolés
Ossature liaison Mur rideau	Mise en place d'une ossature Stable au feu support du mur rideau du hall d'accueil et assurant la séparation entre le hall et les locaux Etat civil, suite à une exigence du bureau de contrôle.
Paliers de recoupement	A la demande du bureau de contrôle il a été demandé de recouper la hauteur des gaines tous les 2 étages
Potelets de descente des câbles informatiques et électrique	A la demande du maître d'ouvrage, après présentation des prestations prévues initialement au lot Courants forts et sur proposition de l'architecte il a été décidé mettre en place des potelets en inox assurant la liaison rigide et néanmoins démontable par des potelets en inox de diamètre 60mm liaisonnant les chemins de câbles aux bureaux
Portes de recoupement supplémentaires	A la demande du Maître de l'ouvrage de modification de la distribution de certains locaux il a été demandé de créer ou de déplacer des portes de recoupement des circulations
Peinture sur fibralith des chemins de câbles	Le fibralith acoustique dans les bureaux était prévu brut, l'architecte a demandé que cette prestation soit peinte de la même teinte que les habillages des VC et mobiliers fixes adossés en cloison de circulation
Boîtiers de sol	Mise en place de boîtiers de sol pour assurer la liaison avec les brises soleils et les contacts de feuillures dans les espaces vitrés tte hauteur

2. ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Montant du marché initial	2 175 708,42 €
Art. 1.1 Travaux supplémentaires	473 412,78 €
Montant total du nouveau Marché	2 649 121,20 €

3. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX

Conformément à l'OS TCE n°02 du 6 juillet 2010 les délais de travaux intégreront les données du planning indice C du 1 juillet 2010, plus particulièrement le Planning N°02 FONTBONNE

4. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs et cités dans le présent avenant.

5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

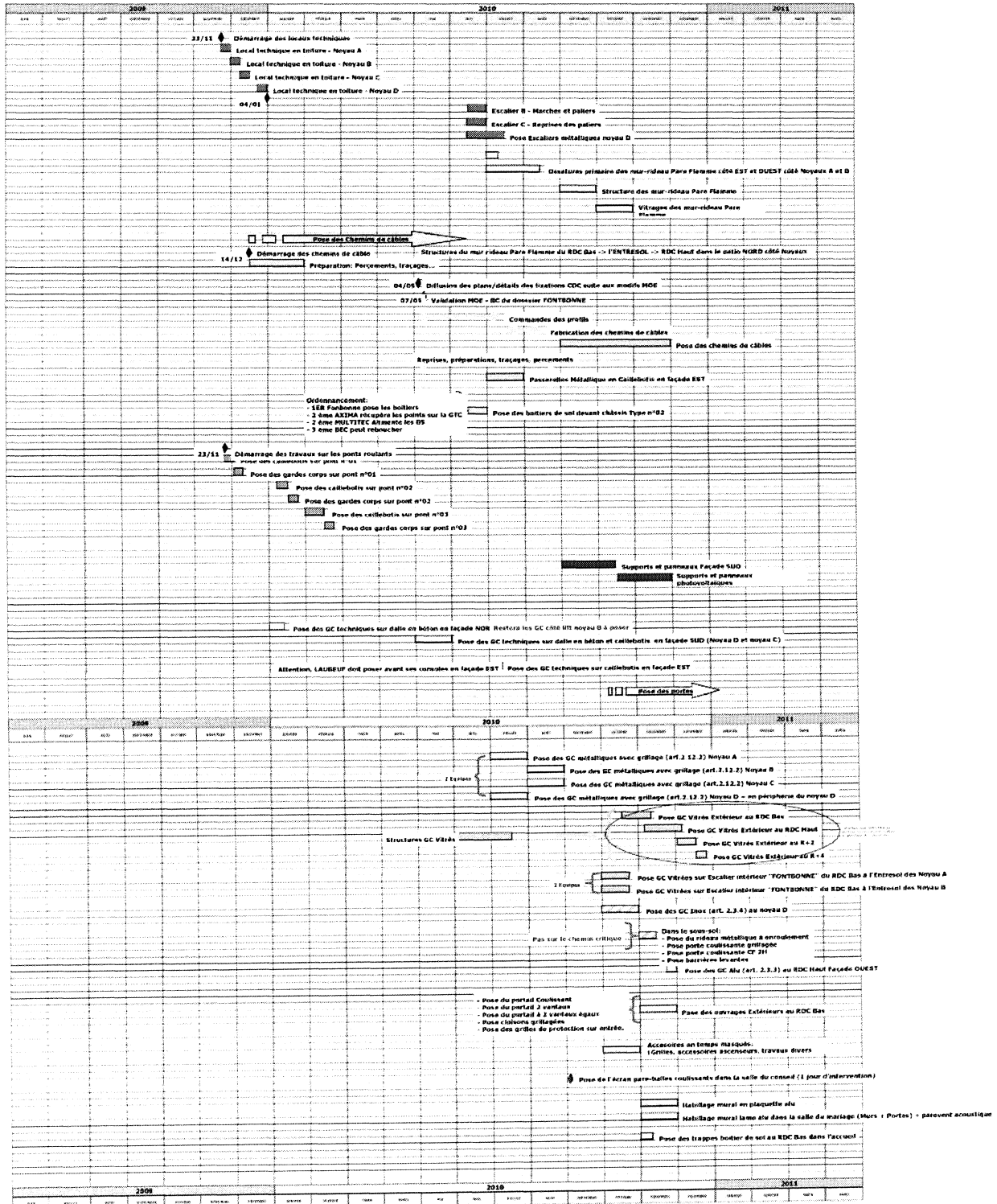
SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE

ANNEXE 1

Planning détaillé n°02



Planning n°02: Planning FONTBONNE



Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE MONTPELLIER

Mandataire du maître de l'ouvrage

SERM

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

Groupeement de maîtrise d'œuvre

Ateliers Jean Nouvel (Mandataire)
- Eurl Fontes – TERRELL - VERDIER

MARCHE DE TRAVAUX

155 T 07.14

Lot n° 19: peinture, revêtement muraux et sols

AVENANT N° 01

Titulaire
ATELIER MEDITERRANNEEN
Espace commercial Fréjorgues
374 rue Nungesser
34130 MAUGUIO

Novembre 2010

SOMMAIRE

1.	ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT.....	3
1.1.	DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHE.....	3
2.	ARTICLE 2 – MONTANT DE L’AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHE.....	4
3.	ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX	4
4.	ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS	4
5.	ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES	4

Le présent avenant est passé entre les soussignés:

SERM : Maître d'Ouvrage, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

Et

D'autre part,

L'entreprise ATELIER MEDITERRANNEEN représentée par Monsieur MARTINEZ

D'autre part

1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 07.14 pour la réalisation des travaux du lot 19 : peinture revêtement muraux et sols

Le marché a été notifié le 06 juin 2007 pour un montant de 453 189.60 €HT par l'ordre de service n°1.

La préparation des travaux a été notifiée le 23 Août 2008 pour une période de 6 mois par ordre de service n°2.

Le démarrage des travaux tous corps d'état au 28 février 2008, pour l'ensemble de l'opération, a été notifié à l'entreprise le 22 février 2008 par ordre de service n° 4 pour une durée de 33 mois.

Le présent avenant a pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux, sans bouleversement du marché initial, de la réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution et qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise puis d'ordre de services successifs listés et détaillés ci-après.

1.1. Détails des travaux supplémentaires au marché

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de l'Etat des Prix Forfaitaires de la part de l'entreprise, analysé et validé par le maître d'œuvre. Ils sont en cours d'exécution suite à la notification d'ordre de services à prix provisoires ou restent à réaliser dans le cadre du présent avenant.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous
FONTANIE (lot courant faible)

	MO	ARCHI	BET	CT/Pompiers	Aléas	
Avenant - mise en peinture des plafonds et murs sanitaires	64 97 0,80					
						64 950,80

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
Peinture des murs des sanitaires	Cette prestation était prévue initialement en option au lot revêtement de sol qui devait les murs en matériau caoutchouc, option abandonnée et remplacée par de la peinture transférée au présent lot

2. ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Marché Initial : 453 189.60 € HT

Art. 1.1 Travaux Supplémentaire : 64 950,80 € HT

Montant total du nouveau Marché **518 140,40€ HT**

3. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX

Conformément à l'OS TCE n°02 du 6 juillet 2010 les délais de travaux intégrerons les données du planning indice C du 1 juillet 2010.

4. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs et cités dans le présent avenant.

5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE



Montpellier mille et une vies



Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE MONTPELLIER

Mandataire du maître de l'ouvrage

SERM

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

Groupeement de maîtrise d'œuvre

AJN (Mandataire)

FONTES - TERRELL

MARCHE DE TRAVAUX

155 T 07.03

Lot n° 06.2 : Vétages – Brises Soleils Fixes

AVENANT N° 03

Titulaire

LAUBEUF

5, avenue du Général de Gaulle
94 160 Saint Mandé

Juillet 2010

SOMMAIRE

1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT.....	3
1.1. DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHE.....	3
2. ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHE.....	4
3. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX	4
4. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS	4
5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES	4

Le présent avenant est passé entre les soussignés:

SERM : Maître d'Ouvrage, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

Et

D'autre part,

L'entreprise LAUBEUF SA représentée par Monsieur Alain CORNIER

D'autre part

1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT

Il a été confié par marché n° 155 T 07.03 en date du 9 juillet 2007 la réalisation des travaux du lot 6 : Vêtages – Brises Soleils Fixes – Menuiseries extérieures au Groupement d'entreprises LABASTERE – DL Pyrénées avec l'entreprise LAUBEUF sous traitance pour partie.

Par avenant n°1 au dit marché, celui-ci a été transféré de la Sté LABASTERE à la Sté LABASTERE 64.

Par avenant n°2 en date du 7 Mars 2008, la partie de travaux Vêtage inox et Brises Soleil fixes a fait l'objet d'une cession par le groupement et à la demande de l'entreprise LAUBEUF au profit de cette dernière.

Pour des raisons de distinction ce lot a été rebaptisé

- 6-1 : Menuiseries extérieures et brises soleil
- 6-2 : Vêtages et Brises soleil fixes (au montant de 8.415.000,00 € H.T.)

Le présent avenant a pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux du groupement titulaire, sans bouleversement du marché initial, de réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution ou à venir et qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise listés et détaillés ci-après.

1.1. Détails des travaux supplémentaires au marché

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de l'Etat des Prix Forfaitaires de la part de l'entreprise, analysé et validé par le maître d'œuvre. Ils sont en cours d'exécution suite à la notification d'ordre de services à prix provisoires ou restent à réaliser dans le cadre du présent avenant.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous
LAUBEUF (Vêtages et Brises soleils fixes)

	MO	ARCHI	BET	CT/Pompiers	Aléas	
OS001 portes escaliers - devis n°07-C		394 000,00 €				
OS003 ouvrants noyau D niveau OB - devis n°12		6 825,60 €				
Avenant n°1 - coffret Gaz - devis n°21-A					3 623,40 €	
Avenant n°1 - modification des trumeaux T1B - devis n°22-B	302 192,00 €					
Avenant n°1 - SAS Entrée personnel parvis - devis n°09-A	69 765,38 €					
Avenant n°1 - prolongement bardage dans escaliers - devis n°23-B		97 033,89 €				
						873 440,27

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
Portes des escaliers	Suite à un oubli de ces prestations dans le dossier d'appel d'offre il est rajouté à la demande du maître d'œuvre les portes extérieures donnant sur les cages d'escaliers de tous les niveaux
Modification des trumeaux type 1B	A la demande du maître d'ouvrage il est proposé de remplacer les éléments opaque de la façade type 1B bardés d'inox par des éléments vitrés qui nécessite la reprise de tous les trumeaux de ces ouvertures modifiées
Bardage sas entrée personnel sur parvis	A la demande de la maîtrise d'œuvre il est proposé de rajouter en bardage l'habillage de l'entrée du personnel donnant sur le parvis afin d'assurer une continuité visuelle de parement.
Prolongement bardage dans escaliers sous sol	A la demande du maître d'œuvre il est proposé de prolonger le bardage existant dans les cages d'escalier du RdC bas, jusqu'au sous sol

2. **ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ**

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Marché Initial Tranche Ferme :	8 415 000,00 €
Art. 1.1 Travaux supplémentaires :	873 440,27 €
Montant total du Nouveau Marché	9 288 440,27 €

3. **ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX**

Conformément à l'OS TCE n°02 du 6 juillet 2010 les délais de travaux intégreront les données du planning indice C du 1 juillet 2010.

4. **ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS**

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs, cités dans le présent avenant.

5. **ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES**

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE MONTPELLIER

Mandataire du maître de l'ouvrage

SERM

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

Groupement de maîtrise d'œuvre

AJN (Mandataire)
FONTES - TERRELL

MARCHE DE TRAVAUX

155 T 07.04

Lot n° 7 : Grandes façades

AVENANT N° 03

Titulaire

LAUBEUF

5, avenue du Général de Gaulle
94 160 Saint Mandé

Juillet 2010

SOMMAIRE

1.	ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT.....	3
1.1.	DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHÉ.....	3
2.	ARTICLE 2 – MONTANT DE L’AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ.....	4
3.	ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX	4
4.	ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS	4
5.	ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES	4

Le présent avenant est passé entre les soussignés:

SERM : Maître d'Ouvrage, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

Et

D'autre part,

L'entreprise LAUBEUF SA représentée par Monsieur Alain CORNIER

D'autre part

1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 07.04 pour la réalisation des travaux du lot 7 : Grandes façades du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier.

Le marché a été notifié le 08 Novembre 2007 pour un montant de 2 868 646,58 € HT par ordre de service n°1.

Le présent avenant a pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux du groupement titulaire, sans bouleversement du marché initial, de réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution ou à venir et qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise listés et détaillés ci-après.

1.1. Détails des travaux supplémentaires au marché

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de l'Etat des Prix Forfaitaires de la part de l'entreprise, analysé et validé par le maître d'œuvre. Ils sont en cours d'exécution suite à la notification d'ordre de services à prix provisoires ou restent à réaliser dans le cadre du présent avenant.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous
LAUBEUF (Vêtages et Brises soleils fixes)

	MO	ARCHI	BET	CT/Pompiers	Aléas	
OS012 amenée d'air dans l'Etat Civil - devis n°03				23 958,72 €		
OS013 ajout d'ouvrants de confort - devis n°04		6 489,66 €				
OS018 validation du devis n°18 modif salle du conseil	11 432,88 €					
OS19 écoinçon de portes - devis n°20-A		70 000,00 €				
OS20 découpe du mur agglo file A-3 au compte de BEC					-5 985,23 €	
OS22 équipements pour contrôle d'accès sur IS - devis n°15-A	20 520,00 €					
Avenant n°3 - adaptation du C+D Etat Civil suite aux modifications de cloisonnement de la Ville - devis 19-B	16 738,07 €					
						143 154,10

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
Amenée d'air dans le niveau Rdc bas Etat Civil	Suite aux demandes de la commission de sécurité figurant dans l'avis du permis de construire il est demandé de prévoir dans les locaux Etat Civil un désenfumage mécanique et de modifier les entrées d'air et les extractions en conséquence
Modification de la salle du conseil	Suite à la demande du maître de l'ouvrage d'étendre la salle du conseil à 102 places, il est proposé à l'entreprise d'adapter ses vitrages arrières de la salle des pas perdus en conséquence.
Ecoinçons des portes sur escalier extérieur	Adaptation d'écoinçons rendus nécessaires suite à l'absence de description dans le CCTP, des portes extérieures donnant sur les cages d'escalier
Adaptation du C+D Etat Civil	Suite aux modifications de cloisonnement du maître de l'ouvrage il est nécessaire d'adapter les vitrages CF nécessaires pour satisfaire la réglementation.

2. **ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ**

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Montant du marché initial	2 868 646,58 €
Art. 1.1 Travaux supplémentaires	143 154,10 €
Montant total du nouveau Marché	3 011 800,68 €

3. **ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX**

Conformément à l'OS TCE n°02 du 6 juillet 2010 les délais de travaux intégreront les données du planning indice C du 1 juillet 2010.

4. **ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS**

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs, cités dans le présent avenant.

5. **ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES**

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le